PARTI SOCIALISTE
Congrès de Grenoble
24, 25 et 26 novembre 2000

Séance du samedi 25 novembre 2000 (après-midi)

Sommaire

Didier Migaud 2
Denise Cacheux 2
Michèle Sabban 5
Louis Mermaz 7
Marilyse Lebranchu 9
Isabelle Ferrera 11
Pierre Mauroy 13
Jean-Luc Mélenchon 16
Frédéric Leveille 20
Paul Quilès 23
Jacques Fleury 25
Vincent Assante 27
Martine Aubry 31
Julien Dray 38
Claude Bartolone 42
Henri Emmanuelli 44
Daniel Vaillant 49
Bernard Soulage 53
Marie-Noëlle Lienemann 55
Jean Glavany 58
Michel Vergos (Fédération de la Réunion) 62
Pierre Moscovici 63
Christian Pierret 67
Gérard Filoche 70
Adeline Hazan 73
Sylvie Guillaume 75
François Rebsamen 77
Stéphane Delpeyrat 79
Pervenche Bérès 80
Yvette Roudy 81
Christophe Clergeot 83
Michel Debout 85

(La séance est ouverte à 14 heures 55)

Fondation Jean-Jaurès

Didier Migaud

Chers camarades, si vous voulez bien prendre place pour commencer les travaux de cet après-midi.
Les cinq premiers intervenants sont : Denise Cacheux, Gérard Collomb, Michèle Sabban, Louis Mermaz, Marylise Lebranchu, Anne Ferrera et Pierre Mauroy.
La parole est à Denise Cacheux.

Denise Cacheux

Je vais attaquer devant des bancs clairsemés, mais j'attaque.
Je suis heureuse de revenir à Grenoble, vingt-sept ans après. Grenoble semble avoir la recette des congrès réussis, où le Parti Socialiste se sent bien.
Heureuse d'être ici parce que je suis fière d'être militante Socialiste.
Pourtant, quand on entend certains discours, certains commentateurs, quand on lit certains articles de presse, il y a de quoi être schizophrène quand on est militant Socialiste.
On lit d'un côté des sondages, des cotes d'opinions qui nous disent que notre Parti a une très bonne image, que nous sommes le premier parti dans l'opinion publique, toujours avec des opinions positives, toujours dans la bonne moitié des sondages, celui qui a le moins d'opinions négatives.
Notre Premier ministre et notre gouvernement jouissent d'une cote enviable après trois ans d'exercice de pouvoir.
Mais en même temps, on lit dans la presse de Droite ou même d'extrême gauche, mais pas seulement et pas toujours, que nous serions membres d'un parti qui vieillit, qui ne penserait plus, qui n'aurait plus d'identité.
Le Parti vieillit, oui bien sûr qu'il vieillit, mais c'est toute la société française qui vieillit, c'est toute l'Europe qui vieillit au sein d'une humanité de 6 milliards d'individus qui en a gagné 4 milliards en 70 ans. C'est cela qui doit poser question.
Alors que le Parti assure la relève, oui ! Il est impératif de faire de la place aux jeunes dans nos instances. Mais il faut que les instances du Parti soient vraiment le reflet de la société.
Assurer une présence significative des jeunes n'implique pas un rejet des vieux qui constituent une réalité, qui sont la mémoire vivante du Parti et qui constituent toujours une réserve militante.
Place aux intellectuels, aux cadres, aux énarques, mais place aussi aux militants de base parce qu'ils pensent eux aussi.
Place aux hommes, mais place aussi aux femmes. Attention de ne pas laisser se creuser un fossé entre la parité affirmée et la pratique. J'en profite pour tirer la sonnette d'alarme : ces derniers temps, une femme de moins au gouvernement, une femme sort, c'est un homme qui entre.
Trois femmes de moins dans la gauche parlementaire. Deux pour le PS, deux femmes remplacées par deux hommes et, chez Chevènement, une femme remplacée par un homme.

Fondation Jean-Jaurès

Quelques réserves aussi à nos réformes statutaires. Je les ai votées, oui, parce qu'on ne refuse pas un paquet pour une question mais, quand même, quand je lis dans notre projet de statut réformé que les instances du Parti doivent tendre à instaurer la parité, je dis : non, ce n'est pas tendre, c'est assurer la parité.

(Arrivée de Lionel Jospin - Applaudissements)

De quel droit demanderions-nous à la société civile d'assurer la parité dans les instances où le vote a lieu au scrutin de liste et où nous, dans nos instances du Parti, partout où c'est au scrutin de liste, nous ne l'assurerions pas ?
Il y a des risques. Je suis tout à fait convaincue qu'il faut assurer l'intercommunalité, mais nos textes prévoient qu'il y aura la moitié de femmes dans les municipalités, mais il n'y a rien qui dit qu'il y en aura ni dans les exécutifs, ni dans les structures intercommunales. On va se faire "bouffer" la laine sur le dos en se faisant rattraper dans des compétences qui vont être transférées à l'intercommunalité et qu'on n'aura plus dans nos communes parce que les femmes arrivent. Attention, vigilance !
Travaillons à élargir notre base et à permettre un investissement actif de tous dans la réflexion militante.

Didier Migaud - Il te faut conclure.

Denise Cacheux - ô mon Dieu !
Je bénéficie de l'arrivée de Lionel Jospin qui m'a pris un peu de mon temps !

Didier Migaud - Nous en profitons pour le saluer.
Tu as 30 secondes de plus !

Denise Cacheux - Je pense qu'il y a une assez bonne adéquation du Parti avec les problèmes de la société française, mais je ne suis pas d'accord avec ce que disait ce matin Laurence Rossignol. Je pense qu'il y a toujours un écart préoccupant entre la structure sociale de notre Parti et ce que nous voulons représenter, en particulier dans la structure de nos instances dirigeantes.
Lionel Jospin en août 1999 à La Rochelle, nous fixait comme axe -et j'y adhère pleinement- l'alliance entre exclus, classes populaires et classes moyennes.
Où sont au Conseil national, au Bureau national, les précaires ? les chômeurs ? les travailleurs pauvres et même les nouveaux militants ouvriers ?! Il y a aussi une nécessité vitale pour notre parti d'une réflexion stratégique qui concerne notre avenir de façon profonde, électoral, certes, mais surtout idéologique.
Nous sommes trop, surtout au niveau des responsables, un parti de ce que la presse sociologique appelle les "bo-bo", c'est-à-dire une classe indécise, qui fait le grand écart entre sa réalité et ses idéaux, soit au prix de compromis, soit en fuyant la réflexion.
Nous devons nous poser la question du comment intégrer les exclus dans le champ politique, et pas seulement dans le champ social.

Fondation Jean Jaurès

Didier Migaud - Denise, il faut vraiment conclure.

Denise Cacheux - Eh bien je saute une page complète…

Didier Migaud - Peut-être même deux.

Denise Cacheux - Vous me laissez un petit bout quand même. Le Parti Socialiste a besoin de militants vivants, imaginatifs et présents.
J'entends des bruits de couloirs, j'entends la bagarre pour les places au Conseil National, eh bien ! Mes Camarades, venez-y au Conseil National et vous verrez que tous ceux qui ont une carte de visite de membre du Conseil National y laissent souvent leur place vide. Alors je veux bien qu'on mette des tas de gens qui veulent des cartes de visite mais qu'ils assument et qu'ils soient là !
(Vifs applaudissements)
J'aurais souhaité -nous l'avons fait dans notre fédération du Nord- un état des présences dans les instances où l'on siège et où l'on est mandaté pour siéger. Les camarades des fédérations auraient des surprises de voir que leurs copains sont peut-être à Paris mais pas au Conseil National !
(Rires dans la salle)

Didier Migaud - Il faut vraiment conclure maintenant Denise.

Denise Cacheux - D'accord, je conclurai en sautant des tas de choses, je vais quand même dire que même si nous sommes très contents du travail que fait le Parti, que fait le Gouvernement, les militants sont dans leur rôle quand ils expriment des impatiences, voire des désaccords sur tel ou tel point. Je pense ici en particulier à la question récurrente de la fiscalité qui me fait souhaiter, signataire de la motion 1, une synthèse en congrès avec les motions 2 et 3, en particulier avec la motion 3, ne serait-ce que pour contrebalancer l'influence que pourraient avoir les quelques "blairistes" qui ayant mangé leur chapeau pour ne pas avoir à se compter, se sont portés d'entrée de jeu signataires de notre motion.
(Applaudissements)
Je souhaite que notre Parti continue d'être ce qu'il est en ce moment, uni, et qu'il continue à se battre sur le mot d'ordre du précédent congrès de Grenoble : "Changer la vie".

Dans la salle - Bravo ! Bravo !
(Applaudissements et acclamations)

Didier Migaud - Merci Denise. Gérard Collond à la tribune et Michèle Sabban se prépare.

Marie-Noëlle Lienemann - Pendant que Gérard Collomb vient à la tribune j'ai plusieurs annonces à faire. La première pour vous rappeler que la réception à la

Fondation Jean-Jaurès

mairie a bien lieu à 20 heures et non à 18 H 30 comme cela avait été indiqué, néanmoins chacun doit y venir muni d'un papier d'invitation.
Deuxième annonce, pour l'Agence CAPA, qui est priée de se rendre à la cellule Internet le plus rapidement possible.
Enfin je vous rappelle qu'un questionnaire d'enquête vous a été distribué dès votre arrivée, cette enquête est réalisée en partenariat entre une équipe de Science-Po Grenoble et le Parti Socialiste. L'objectif est de mieux connaître vos idées, vos attentes. Merci à ceux qui n'ont pas encore répondu à ce questionnaire de bien vouloir le faire. Des personnes passent régulièrement aux tables pour récupérer les questionnaires. Merci d'avance.

Didier Migaud - On me signale que Gérard Collond n'est pas là. Michèle Sabban et Louis Mermaz se prépare… Si vous voulez prendre place, s'il vous plaît et ne pas faire trop de bruit pendant les interventions.

Michèle Sabban

Chers Camarades, un congrès est un moment important dans la vie de notre Parti, il est le moment privilégié de tous les débats, où toutes les sensibilités peuvent s'exprimer et c'est au travers de ces débats, de ces discussions, que nous assurons à notre Parti toute sa vivacité, c'est aussi cela la démocratie.
Ce matin Elizabeth Guigou disait que la démocratie devait être notre repère, mais la démocratie ne se réduit pas à une adhésion consensuelle à des procédures, elle est un projet de société, basé sur la culture du débat et du pluralisme.
Réfléchir ensemble au travers d'un débat à la place des femmes dans notre citoyenneté. Force est de constater que c'est ensemble, militants et militantes, que nous devons nous battre pour une démocratie paritaire, que nous devons défendre notre combat pour une démocratie de l'écoute et du débat.
Défendre la démocratie paritaire c'est défendre une démocratie rendant la parole et le pouvoir aux citoyens. La loi sur l'égal accès aux mandats électoraux, aux fonctions électives, participe et s'inscrit totalement dans ce rôle central, dans cette indispensable modernisation de la vie politique française, car elle participe à son oxygénation.
Comme l'affirmait Lionel Jospin dans ses propositions au congrès de Liévin, le débat démocratique est un élément essentiel de la différenciation entre la gauche et la droite et je m'inquiète du silence des femmes de droite dans le débat démocratique. Mais où est donc passée Madame Alliot-Marie ? Les municipales et les cantonales sont dans quatre mois, nous n'avons pas l'impression que cela se prépare.
Quant à Alain Madelin, on peut constater qu'il a une conception très archaïque de la parité puisque à l'occasion de son récent show au Cirque Zig-Zag, la seule place qu'il accordait aux femmes fut celle de pom-pom girls et de co-co girls.
Notre vision de la parité est au contraire des femmes au plus haut niveau de responsabilité. Aurions-nous toutes les raisons de nous inquiéter pour l'avenir du débat démocratique en France ? Il est à noter que la désaffection du politique par

Fondation Jean-Jaurès

l'opinion publique fragilise notre démocratie. Il est de notre devoir de revenir aux fondamentaux, de reconstituer les socles même de la démocratie en redonnant sens et réalité à la citoyenneté.
Être Socialiste c'est défendre l'esprit du libre débat, c'est être à l'écoute des citoyens afin de leur rendre le pouvoir participatif qui est le leur, faire revivre la démocratie et changer le style du pouvoir c'est aussi parler d'un monde politique à l'image de la société.
Pour notre Parti c'est permettre un recrutement plus diversifié des membres de la Direction de façon plus fédérale que nationale et permettre une meilleure association de l'ensemble des secteurs d'activité à l'image de la société.
Ne nous y trompons pas, la démocratie ne saurait être réduite à une représentation équilibrée des différentes composantes de la société. Elle vit de ses forces et par ses forces. Les femmes et les jeunes en sont et seront plus que jamais les forces démocratiques.
A ce moment du débat, vous me permettrez de parler plus particulièrement à Attika et de lui dire : "Ma chère Attika, après avoir lu les nombreux courriers que tu as adressés à François Hollande, je retrouve en toi la passion d'une jeune militante qui a soif de retrouver au sein de son Parti des justifications de son propre engagement."
Le congrès est une période particulière, un moment important pour nous, Socialistes, car nous confrontons nos analyses de la société, des difficultés qu'elle rencontre et nos débats ont des solutions à y apporter.
Notre attitude doit être guidée par la volonté inaltérable de faire disparaître les inégalités, de rendre le monde plus juste, sans jamais tomber dans la formule simple ou la surenchère de tribune, même si ceux qui en parlent désormais sont tentés d'y céder.
Alors que dire à une jeune femme de 20 ans qui rêve d'une société plus juste, qui entre dans la vie ballottée entre le désir de s'intégrer et le désir de trouver sa place.
Avoir 20 ans aujourd'hui, c'est vivre dans un monde en pleine mutation, dans un pays marqué par les années de crise où le chômage était, pour les jeunes, la première expérience sociale.
Plutôt que de vraiment vouloir s'insérer, ta génération, chère Attika, peut nourrir le sentiment d'avoir juste réussi entre les précédentes, même si aujourd'hui, avec la croissance du revenu, il est plus facile de nourrir certains espoirs.
En dépit des différences générationnelles, nous sommes venues au Parti Socialiste toutes les deux pour des raisons identiques. Nous partageons, toi et moi, une volonté ancienne : nous refusons de prendre l'ordre établi comme une donnée intangible.
Nous nous soumettons à aucune fatalité. Nous croyons au progrès.
Je voudrais aborder la question du travail de nuit des femmes. A ce stade de la réflexion, et compte tenu de l'actualité prochaine, sur la question du travail de nuit des femmes, il est important que nous abordions ce point dans le débat.
Son interdiction constitue aujourd'hui un obstacle à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.

Fondation Jean Jaurès

En, effet, loin de libérer les femmes, il les empêche d'accéder à un certain nombre d'emplois dits masculins et justifie la discrimination à l'embauche.
Il serait contradictoire de la défendre au nom des droits des femmes. Le travail de nuit des femmes est une réalité, il est nécessaire de dépasser l'hypocrisie de cette interdiction de principe, en encadrant le travail de nuit tant pour les hommes que pour les femmes.
La législation est le seul moyen pour lutter contre les nombreux effets pervers d'un état de fait non réglementé. IL est temps de transformer cet état de fait en état de droit, fixant clairement les principes et les modalités du travail de nuit : volontariat, contrepartie. Merci.
(Applaudissements).

Didier Migaud - Merci.
La parole est à Louis Mermaz puis à Marilyse Lebranchu.

Louis Mermaz
Chers camarades, sans remonter le temps, rappelons qu'il y a 27 ans, nous étions en Congrès à Grenoble, avec François Mitterrand.
En 1973, on disait déjà que le Parti Socialiste est en état de marche avec le programme «changer la ville», le programme commun de Gouvernement de l'Union de la gauche, les élections présidentielles de 1974 dont la date s'approchait.
Aujourd'hui ce parti, premier Parti de France et à nouveau en ordre de marche. Nous avons connu l'alternance, personne ne discute notre aptitude à gouverner, à réformer avec notre volonté, même dans des temps difficiles et confus, d'inscrire notre action dans un mouvement international historique. On lit ici et là que le Parti est apaisé, mais ou bien le parti est en ébullition et nous sommes critiqués ou alors on nous dit que le Parti tâtonne. Il faudrait savoir !
En fait, ce parti a toujours été un parti réformiste dans son action, même si, à partir du congrès d'Epinay, nous avons revendiqué la rupture et une volonté de changer non pas seulement la société mais cette société.
Le tout est de savoir si, de réforme en réforme, nous changerons en profondeur. Interrogeons-nous ! Avons nous-mêmes changé ?
Depuis 1981, nous avons gouverné 13 ans en 20 ans. Cela ne saurait être sans influence. Le pays a-t-il changé ? Certainement !
Sur le seul plan psychologique, et de l'opinion publique, comment ne pas noter le fait que derrière le citoyen apparaît de plus en plus le consommateur quand il ne le précède pas ?
Le monde a-t-il changé ?
Aujourd'hui les Etats-Unis, puissance dominante, imposent au reste de la planète un modèle économique dominant. Quant à notre pays, s'il est politisé, il l'est différemment. L'opinion est plus fluide, elle est plus instable. Songeons aux avatars de l'essence, ou de la vache folle, et pourtant ce Gouvernement, le Gouvernement de Lionel Jospin est un gouvernement qui a réussi.

Fondation Jean-Jaurès

Le chômage a reculé, et ce recul, nous l'avons accompagné. Les Socialistes ont fait une série de réformes rappelées ce matin qui bien entendu vont loin.
Nous sommes aujourd'hui avec, en face de nous, une satisfaction certaine des classes moyennes, parfois des interrogations et une expectative en ce qui concerne les classes populaires.
Et s'il est inscrit, comme slogan de ce Congrès qu'il faut réduire les inégalités, c'est dire qu'un chemin important bien entendu reste à parcourir malgré le poids de la mondialisation qui est de plus en plus fort.
IL nous faut retrouver, au niveau du Parti, mais il faut le transmettre aux pays, il faut que le pays retrouve cela, une véritable ambition ; l'ambition économique, nous l'avons. l'ambition sociale, il faut aller plus loin.
Car nous avons aujourd'hui la volonté, nous devons avoir la volonté de construire la nation française, une nation qui se transforme par des apports nouveaux. C'est une nation qu'il faut préparer, à une entrée dans l'Europe, l'Europe qui sera demain, pour nous, le seul moyen d'exister pleinement par rapport au reste du monde.
Il faudrait être audacieux mais comment rester insensibles aux accents de nos amis invités, des partis frères qui hier décrivaient la misère du monde ?
Comment rester insensibles à l'intervention du militant qu'est M. Cherifi, qui nous parlait de cette misère du Tiers-Monde par rapport à laquelle même nos plus grandes difficultés peuvent sembler secondes ?
Et puis si nous voulons avoir véritablement une ambition seulement il faut construire cette notion, construire l'Europe mais il faut aussi de grandes avancées en matière de liberté.
La loi de protection de la présomption d'innocence, la loi qui considère aussi différemment les droits des victimes, tout cela représente une avancée certaine.
IL faut que la réalité se mette en accord avec la loi. IL faut donner acte et remercier Lionel Jospin de ce qu'il a dégagé des moyens importants pour changer le système carcéral.
Les moyens financiers sont indispensables, les moyens immobiliers sont indispensables. Il faut aussi un changement de mentalité du haut en bas de l'Administration.
Comment ne pas évoquer, d'un mot, ces centres de détention, ces zones d'attente qui sont des zones de non droit, et qui ne sont pas dignes de notre pays ?
Puisqu'un nouveau Ministre de l'Intérieur prend ses fonctions, je l'abjure de prendre ce dossier à pleines mains. Il faut que cela change rapidement, et même si les marchés publics demandent souvent de longs délais, on peut là aussi changer l'état d'esprit, mieux former les fonctionnaires et répondre aux besoins immédiats de mobilier et de vie quotidienne.
Et puis il y a un débat qui est posé en ce moment, une question qui est posée à Marylise, c'est celui de l'aide juridictionnelle.
Ce n'est pas seulement le problème de la vie ou de la survie des cabinets d'avocats, ce qui pourrait déjà évidemment retenir notre attention, mais c'est à travers ce problème économique et social, un problème encore beaucoup plus

Fondation Jean Jaurès

important car les Parlementaires qui sont allés dans les prisons du Sénat ou de l'Assemblée Nationale pour enquêter, ont constaté la déshérence dans laquelle se trouvaient ces pauvres qui constituent 85 à 90% des gens qui sont incarcérés et qui n'avaient pas, à leur côté, l'avocat disponible pour se saisir de leur dossier pour les soutenir, pour plaider soit une certaine indulgence s'ils ont commis des fautes qui méritent sanction, soit parfois pour éviter des erreurs judiciaires.
Marilyse Lebranchu a fait savoir que pour changer les choses en profondeur, et elle a raison, ce ne sera pas une réformette. Il faudra du temps. Je sais qu'elle s'est engagée dans cette voie mais il faut dans les prochaines semaines que déjà quelque chose se passe. IL faut déjà que les choses bougent.
En quelques mots, pour ne pas dépasser le temps imparti, j'indiquerai que nous avons devant nous des échéances.
Les municipales, les grands rendez-vous de 2002, nous nous y préparons, et c'est le rôle d'un Parti.
Par delà les échéances que nous avons le droit d'aborder avec confiance, et avec dynamisme, il faut aussi que le Parti Socialiste retrouve ce qui historiquement a toujours fait sa richesse, c'est-à-dire que c'est à nous de combler aujourd'hui un certain vide idéologique. Ce n'est pas seul le PS qui pourra le faire.
Le Parti Socialiste se doit, en prendre sa part et toute sa part. Nous sommes aux responsabilités, nous sommes à la tête de l'État, nous faisons passer dans notre action, notre système de valeur, et la montée de la mondialisation devant la montée des valeurs de la droite précisément au plan international.
Il faut qu'à nouveau les Socialistes retrouvent sur le plan des idées, le sens de la rupture, le sens du combat et ce combat ne se mène pas de la même façon selon les périodes.
Ce combat reste la raison d'être du Parti Socialiste.
(Applaudissements).

Didier Migaud - Merci.
La parole est à Marilyse Lebranchu.

Marilyse Lebranchu
Merci.
Le hasard fait que j'interviens juste après toi.
Je vais abandonner en fait ce que je voulais dire pour te dire qu'en 1995 il y a eu un formidable espoir avec Lionel Jospin. Cet espoir, avec François Hollande, et tout le Parti Socialiste s'est transformé en formidable victoire.
Eh oui, maintenant, Louis, le pays va mieux, beaucoup mieux, et curieusement, le temps des citoyens n'est plus celui des politiques.
Les citoyens sont rassurés du chômage parce que les citoyens, je pense, ont encore une place à jouer, une carte à jouer dans notre monde. Petit à petit, ils se détachaient de nous, de nos valeurs, alors oui, Louis, tu as raison, c'est de valeurs qu'il faut parler !
Je crois profondément aujourd'hui qu'au-delà de tous les catalogues, de toutes les mesures que nous pourrions dire, ici, il faut que nous pensions à ce que nous

Fondation Jean Jaurès

disait autrefois Mendès-France : «la vérité, jour après jour, doit être connue, doit être dite, pour que la justice sociale se bâtisse».
Et la vérité effectivement, jour après jour, nous devons la dire.
Nous devons dire qu'effectivement, nous avons peut-être encore trop de citoyens qui ne nous suivent pas sur la reconnaissance de la dignité de tous et de chacun.
Il y a trop de gens considérés comme indignes de nous, dans nos quartiers, dans nos prisons, dans notre pays.
Au-delà de cela, parce qu'effectivement nous allons avancer vers l'aide juridictionnelle, ce n'est pas le lieu d'en débattre, et Lionel Jospin s'y est engagé avec moi, au-delà de cela, parce qu'avec Elisabeth Guigou, Lionel Jospin a écrit que ce pays était le pays du droit, le pays de la liberté, le pays de la sécurité, nous avons un formidable devoir de reconnaissance européenne et internationale de la dignité.
Aujourd'hui, Louis, vois-tu, il y a quelque part, dans le monde, en ce moment, des enfants qui ont froid de faim, froid de guerre, mais qui ont froid d'agression, qui ont froid, qui ont froid de ces nouvelles formes terribles de marchés, qui font qu'on peut utiliser cette horrible pauvreté pour faire de ces gens quasiment des marchandises.
Au-delà de ce que tu as dit, il faut que la France, au niveau de l'Europe, exige - parce qu'il y a un Bernard Kouchner au Kosovo, parce qu'il y a Badinter qui se bat avec force pour la Cour Internationale de Justice – de l'Europe la reconnaissance des droits et de l'espace Européen. C'est le seul rempart contre ce qui se passe aujourd'hui tranquillement à bas bruit.
Il y a une idéologie dominante, libérale qui fait de la réussite économique son fer de lance, qui oublie les hommes, qui oublie les femmes, et qui oublie les enfants, qui oublie que la réussite économique ne se bâtit pas contre les gens, mais pour eux.
Il faut que l'Europe dise qu'avec son droit, qu'avec la réussite de ce qu'elle doit faire le 30 novembre c'est-à-dire, dire au monde que la convention Européenne des droits de l'homme sera une convention internationale des Droits de l'homme pour dire tout cela, oui, nous avons besoin de militants qui renouent avec le désir de dire que la dignité de l'individu est notre premier engagement de reconnaissance, que la liberté est le droit sur cette garantie de dignité et qu'on est loin du compte, très loin du compte, et qu'à l'autre bout du monde, parce qu'on a fait des hommes et des femmes, des éléments de marchés, parce qu'aussi on pensait breveter les vivants, on a oublié le fond qui est que les hommes et les femmes, et les enfants sont des individus que nous respectons tellement que nous sommes, nous , Socialistes, tous les jours, confrontés à cela, et qu'au-delà de notre engagement militant et gouvernemental, c'est un engagement fort que nous avons : celui de dire que les Socialistes ont la responsabilité, avec la gauche plurielle de dire que les hommes et les femmes du monde ont besoin de dignité, de liberté, et ont donc besoin de nous. Merci.
(Applaudissements).

Fondation Jean Jaurès

Didier Migaud - Merci Marilyse. Tu as su faire passer un message fort.
La parole est à Isabelle Ferrera.

Isabelle Ferrera
Bonjour à toutes et à tous.
Bonjour aux camarades des délégations étrangères. Pour beaucoup d'entre nous, Députés Européens, et nationaux, responsables politiques, militants, l'Europe est au cœur de nos préoccupations politiques.
Cette Europe au sein de laquelle nous vivons, est aujourd'hui, pour chacun d'entre nous, bien plus qu'une réalité géographique.
Elle fait partie de notre quotidien, et le sera encore plus demain, avec l'Europe, mais la complexité du fonctionnement communautaire, l'opacité de la prise de décisions politiques, le poids de la technocratie, tout cela peut concourir à susciter l'indifférence, la méfiance, voire la franche hostilité de certains citoyens à l'égard de l'Europe.
Or, la construction européenne ne peut évoluer que si le citoyen adhère à cette construction. Et pour adhérer, le citoyen a besoin de comprendre comment fonctionne l'Europe. Qui décide quoi ?
Pour lui, l'Europe est un machin très complexe où tout se décide dans l'obscurité. Je ne prendrai qu'un exemple d'actualité, les problèmes de sécurité maritime qui ont refait surface depuis le naufrage de l'Erika, qui illustrent bien cette réalité, alors que quatre mois après, le naufrage de l'Erika le Parlement Européen, sur proposition de la commission, avait adopté en première lecture un paquet de mesures visant à assurer la sécurité maritime.
Ces décisions politiques ne sont toujours pas mises en œuvre, le Conseil qui discute depuis plusieurs mois de ce texte a bien des difficultés à coordonner les positions de chaque État.
Les réactions de la commission et du Parlement avaient pourtant été rapides, donnant à chaque député un sentiment de satisfaction d'une mission accomplie, en phase avec l'attente légitime de l'opinion publique. Quelle peut être la réaction des citoyens devant ces catastrophes à répétition, devant leurs conséquences désastreuses sur l'environnement ?
Ils étaient en droit d'attendre des mesures radicales et rapides, ils n'en retirent qu'une conclusion que l'Europe fonctionne au ralenti et ne sait pas prendre les mesures qui s'imposent.
Qui donc au sein de l'Europe prend les décisions ? La commission ? Les députés ? Le Conseil ?
Que penser du fonctionnement du Conseil quand notre Ministre de l'Agriculture plaide devant ses collègues des 14 États membres pour mettre en place des mesures uniformes répondant à l'exigence de sécurité que nous attendons ?
Que penser de la décision de trois pays d'opposer leur veto pour que les farines carnées ne soient pas interdites au commerce ? Alors que l'intergouvernementale fait la preuve de ses faiblesses et par la même de son manque de solidarité, la question du poids de cette intergouvernementale se pose et se pose en même temps la question de l'équilibre entre les institutions.

Fondation Jean-Jaurès

La réforme institutionnelle qui va être discutée à Nice, en vue de l'élargissement de l'Europe aux pays candidats, ne concernera que le Conseil et la commission et ne permettra pas d'étendre les pouvoirs décisionnels du Parlement européen. Une réforme institutionnelle d'envergure est nécessaire pour construire une Europe politique et démocratique. C'est ce que nous ne cessons de répéter.
L'Europe n'a pas la politique de ses ambitions, alors qu'elle a vocation à constituer le cadre géopolitique pertinent pour le développement d'un modèle social et politique ambitieux, l'Europe est tout au contraire symbole d'impuissance politique et d'atrophie démocratique.
La procédure d'élaboration de la charte des droits fondamentaux illustre bien cela. Sa rédaction a été confiée à une convention au sein de laquelle les gouvernements et Parlements nationaux étaient fortement représentés, avec l'objectif de produire un texte de référence.
Comment une telle synthèse prenant en compte l'ensemble des idées politiques sur les 180 degrés que compte notre équité politique européenne pouvait-elle accoucher d'un texte ambitieux ?
On nous dit maintenant que la méthode de la convention est une réussite, que l'on peut envisager de l'étendre à l'élaboration d'autres textes. Je dis : méfiance ! En refusant de politiser le débat, les Socialistes européens se condamnent à rester empêtrés dans une contradiction majeure, parce que nous sommes profondément européens, nous avons la tentation de toujours assumer l'évolution de la construction européenne, sans reconnaître que cette évolution est le fruit d'un affrontement idéologique et politique.
La volonté de statu quo de la Sociale démocratie européenne laisse aux tenants du libéralisme une marge de manœuvre considérable et leur laisse ainsi la maîtrise de la construction européenne.
Aujourd'hui, c'est la course au moins disant social et fiscal, justifié par la concurrence intra-européenne et mondiale qui l'emporte. Faute de réaction, c'est le marché et la loi de l'argent qui décideront et imposeront leurs règles.
Le combat Socialiste….
Didier Migaud - Il faut conclure.

Isabelle Ferrera - … prend tout son sens dans l'Europe et dans une Europe politique au sein de laquelle s'affrontent deux camps, clairement identifiés, privilégiant les solidarités transversales aux intérêts nationaux.
Cette Europe politique est nécessairement fédérale et démocratique, mais elle ne sera démocratique que si à la base, nous Socialistes, nous reconnaissons notre appartenance au parti des Socialistes européens et si nous en faisons un vrai parti européen avec son programme, élaboré par les militants Socialistes européens. Nous en avons tous conscience, inscrivons-le dans le texte de notre Congrès et traduisons cette volonté dans la réalité et dans notre action politique.
Je vous remercie.
(Applaudissements).

Didier Migaud - Merci.

Avant de donner la parole à Pierre Mauroy, je veux saluer Jean-Luc Benhamias, secrétaire national des Verts. Je le remercie de participer à nos travaux.
(Applaudissements).

Pierre Mauroy
Mes chers camarades, mes chers amis, je me suis souvent exprimé dans les Congrès sur les questions internationales. J'étais alors Président de l'Internationale Socialiste et j'adresse un fraternel salut aux délégations Socialistes des pays d'Europe et du Monde, un fraternel salut à Tonio Gutierrez l'actuel Président de l'Internationale et Louis Ayala , le secrétaire général qui est parmi nous.
Je remercie le Premier Secrétaire, François Hollande, d'avoir intégré aux journées du Congrès le colloque de la fondation Jean Jaurès et je me félicite surtout que la première force politique du Monde soit maintenant l'International Socialisme.
(Applaudissements).
Mais, aujourd'hui, je veux retenir votre attention sur une question bien française, la décentralisation Elle ne se pose pas seulement à la France, mais à de nombreux pays européens, même bien au-delà de l'Europe. Les lois de décentralisation décidées par mon gouvernement en 1981 –1982, ont fait franchir des étapes décisives à notre pays et j'ai une pensée au milieu de vous pour François Mitterrand alors Président de la République ...(Applaudissements)... et pour Gaston Defferre qui a présenté ces lois, qui les a fait adopter par le Parlement.
Les collectivités territoriales placées jusque-là sous la tutelle des Préfets sont devenues des acteurs majeurs de la vie économique sociale et culturelle de notre pays. Avec elles, l'action publique s'est enrichie et la démocratie a progressé. De plus, les lois de décentralisation ont créé de nouveaux foyers de responsabilités et favorisé la libération des initiatives.
En octobre 1999, Lionel Jospin, et je salue notre Premier Ministre qui est avec nous dans la salle (applaudissements), je le salue amicalement, Lionel Jospin décidait de réunir une commission pluraliste pour tracer de nouvelles perspectives. Je lui ai remis en octobre dernier les 154 propositions de la commission. Il décidait alors de lancer le débat en janvier prochain devant le Parlement et ensuite devant le pays. Il décidait également et il l'a fait à Lille et devant les maires de déposer plusieurs projets de loi avant la fin de cette législature, donc naturellement après les échéances des législatives. Le Ministre de l'Intérieur, Daniel Vaillant, est d'ailleurs en charge de mettre au point tout ce dispositif.
Mes chers amis, je voudrais vous dire que les Français et les Françaises approuvent la décentralisation. Une petite minorité ne veut pas aller plus loin, une petite minorité se prononce pour le chamboulement de nos institutions et la grande majorité des Français et des Françaises approuve la décentralisation et une sorte de réformisme institutionnel qui est prôné par le Premier Ministre lui-même.

Fondation Jean-Jaurès

Les maires longtemps rétifs pendant des dizaines d'années approuvent, eux, largement l'intercommunalité. Et j'ai pu vérifier hier au Congrès des Maires qu'ils accueillaient favorablement les nouvelles dispositions et même celles qui concernent les finances locales.
Alors, je vous appelle à soutenir l'acte 2 de la décentralisation, j'ai le souvenir qu'en 1981-1982 la bataille était rude, car la droite était farouchement contre. Aujourd'hui, ils sont pour la décentralisation et je me réjouis que tout le monde soit ici d'accord pour cette décentralisation, mais je rappelle quand même et cela vous le savez bien que nous avons en la matière vingt ans d'avance et que nous entendons garder l'avantage.
L'avantage pour les mesures pour lesquelles nous sommes très loin en tête de la course car actuellement on voudrait participer à une sorte de course à qui sera plus décentralisateur que l'autre. Une droite qui veut être décentralisatrice et nous qui voulons garder l'avantage. Oui, nous sommes en tête de la course, et la droite est toujours contre le non-cumul des mandats et nous sommes pour.
La réduction de 9 à 6 du mandat des Sénateurs, ils sont contre et nous sommes pour, ...(Applaudissements)... le renouvellement, et cela c'est aussi important, en une seule fois du Sénat. Si on veut être démocratique, les Sénateurs sont élus par les conseillers municipaux, le débat a lieu lors des élections municipales, il est donc naturel que tout le Sénat soit renouvelé en septembre (applaudissements)Je sais bien, le Sénat doit se faire à l'idée qu'un jour la Gauche soit majoritaire, là aussi, dans ce temple du conservatisme et quelquefois même de la réaction (applaudissements) et s'il y avait une anomalie, eh bien ce serait que le Sénat soit pour toujours à Droite. Cela, ce serait la véritable anomalie de la démocratie française.
Alors, là pour mettre en œuvre les propositions avancées que vous connaissez, il y a un petit livre qui est à votre disposition, pour être court je n'en présente que 4 :
La première, une intercommunalité démocratisée, les maires ont été longtemps rétifs et nous, nous ne voulions pas bien sûr supprimer les communes. Comment maintenir les communes, comment les fortifier ?
Eh bien en tissant une toile pour 2007, une toile continue d'intercommunalité et c'est possible avec une vingtaine de communautés urbaines, 130 communautés d'agglomérations et quelques milliers de communautés de communes.
Alors, là, dites un peu quel changement et quelle continuité ? Puisque les communes subsisteront bien entendu, elles pourront même prospérer dans un couple nouveau bien français, celui-là , celui du développement et de la solidarité entre les communes et l'intercommunalité, seulement les délégués de l'intercommunalité il faudra naturellement les élire au suffrage universel.
(Applaudissements).
Je sais que vous êtes tous d'accord et les Français et les Françaises sont d'accord avec vous d'ailleurs, mais il faudra le faire de telle manière de ne pas créer un échelon supplémentaire et de maintenir une harmonie et une interactivité entre communes et intercommunalité. Nous proposons de le faire au suffrage

Fondation Jean Jaurès

universel par l'intermédiaire d'un mode de scrutin qui s'apparenterait au PLM qui aurait besoin bien sûr d'être aménagé.
Deuxième proposition de réforme, qui avait été oubliée d'ailleurs, c'est une démocratie de proximité. Je ne vais pas donner de détail, mais nous avançons une proposition reprise par le Premier Ministre qui en a parlé tout récemment encore, celle des conseils de quartiers dans les villes de plus de 20 000 habitants.
(Applaudissements)
Il faut que la démocratie descende dans les quartiers sans mettre en cause, bien entendu, le pouvoir élu qui est dans les hôtels de ville et dans les mairies.
Troisième proposition : ah, je sais que le mot ne doit pas être prononcé parce que les Français et les Françaises nous écoutent et que l'on a beaucoup à faire pour gagner la confiance des hommes et des femmes qui font de la politique. Mais c'est indispensable, et je vous le dis à vous, vous êtes convaincus, mais je veux le dire aux français et aux françaises : il faut un statut des élus, c'est indispensable.
(Applaudissements)
Pourquoi est-ce indispensable ? Parce que d'abord, il y a la parité et nous l'avons voulue, et nous allons avoir beaucoup de femmes dans les Conseils Municipaux, dans les départements, dans les régions. Si vous voulez beaucoup de femmes dans les communes, si vous voulez des jeunes également élus au niveau municipal, et ailleurs, si vous voulez finalement toutes les professions, âges ou catégories, il est indispensable d'avoir un statut, sinon, vous avez la catégorie dominante qui est actuellement celle des retraités.
(Applaudissements)
Pour faire la place aux femmes, aux jeunes et à ceux qui représentent toutes les catégories du pays, il faut un statut des élus.
Enfin, quatrième proposition, la plus difficile (et je pensais, sur ce plan là, rencontrer beaucoup d'obstacles), la modernisation des finances locales.
Nous avons opté pour la spécialisation de l'impôt, pour la transparence, pour que les électeurs et les électrices sachent exactement pourquoi ils votent l'impôt et pour quelle communauté exactement, pour quelle institution. Cette spécialisation est acceptée et je crois surtout que ce qui est accepté aussi, c'est le renforcement de la démocratie locale et de la fiscalité locale. Nous, nous voulons que l'État continue à verser ses dotations aux collectivités territoriales, mais nous ne voulons pas la généralisation des dotations pour les collectivités territoriales. Autrement, ce serait attenter à leur liberté et à la responsabilité des élus.
Le Président du Sénat a fait une proposition : établir une ligne Maginot, une ligne constitutionnelle entre le champ de dotation d'État et le champ des impôts levés et votés par les collectivités territoriales.
Sa proposition est quasiment impraticable et elle n'a pas convaincu, pas même à droite. Nous, nous sommes pour l'autonomie fiscale des collectivités territoriales, mais nous sommes aussi pour des dotations et, en particulier, pour supprimer les injustices entre les communes, entre les départements et aussi entre les régions.

Didier Migaud - Il faut conclure, Pierre.

Pierre Mauroy - Je conclus. Nous proposons une conférence, chaque année, autour du Premier Ministre, pour harmoniser la part de dotations d'Etat et la part réservée aux impôts. Le Premier Ministre a relancé le débat, il a repris l'initiative et je l'en félicite. Nous avons, nous, à le soutenir et puisque la France qui s'exprime au fil des 154 propositions pourrait être très différente de celle que nous connaissons aujourd'hui. Nous voulons certainement tous, et c'est ma conclusion, donner ce nouveau visage de la France avec une décentralisation plus légitime, plus efficace et plus solidaire. Merci.
(applaudissements)

Didier Migaud - Merci.
La parole est à Jean-Luc Mélenchon et Frédéric Leveille se prépare.

Jean-Luc Mélenchon
Amis et camarades, la France est singulière. Elle est à rebours de la normalisation culturelle et politique qui gagne le monde et cette singularité est sa force.
Sa force. Cette singularité qui nous vient de la démonstration que nous faisons par les actes, oui, par chez nous, le progrès social, l'intérêt général, la loi et la citoyenneté républicaine qui en est la racine commune sont un chemin que la gauche française maintien ouvert pour l'espoir et sous le regard de tous dans le monde avec nos services publics, notre école pour tous, notre sécurité sociale, notre laïcité, nos 35 heures, notre Code du Travail et tout ce qui révulse les récitants du libéralisme ...(Vifs applaudissements)... et quand de tous les côtés de par le monde, il n'est question que de contraire martelé sans relâche. Rebelle opiniâtre ou républicaine, voici la France de retour au premier rang de l'espoir qui est mis en elle par les peuples.
Progrès social et progrès économique vont de pair par chez nous et nous prouvons que le premier est le secret du second, à bon entendeur, salut.
Cette singularité, nous la tirons d'abord, bien sûr, des moyens que nous nous sommes donnés dans notre histoire récente. Passent les calomniateurs et les tireurs dans le dos, voici la vérité des vingt dernières années : au cœur du pire hiver libéral, les gouvernements de François Mitterrand ont protégé notre peuple du pire qui leur était pourtant promis, comme à quelques-uns de nos voisins. Et c'est pour cela qu'en dépit de toutes les souffrances de ces interminables années de chômage de masse universel, le mouvement social en France a conservé la force de rester un acteur à part entière du rapport de force politique, jetant à terre un après l'autre, chaque fois qu'il s'en présentait, trois premiers ministres de droite.
À présent, Lionel Jospin a ramené le pays sur le chemin du plein emploi - ce flamboyant printemps du peuple populaire… (Murmures)… Eh oui… qui ne peut vivre que de son travail et qui en est fier - revoici donc venu le temps où les têtes se sont redressées. Les bouches s'ouvrent de nouveau pour réclamer leur

Fondation Jean-Jaurès

part de l'immense richesse qui n'a pas cessé un seul jour de s'accumuler dans un déséquilibre indécent jusqu'au point où l'on a pu constater à notre retour en 1997 que la part des salaires dans la valeur ajoutée avait été ramenée au pourcentage où elle se trouvait en 1960, comme s'il n'y avait eu ni mai 1968, ni mai 1981.
Cette singularité sociale à son tour se prolonge dans la pluralité de la gauche.
Enfin cette singularité de la France, de son peuple se prolonge ici même dans cette salle du Congrès du Parti Socialiste, parti central du Gouvernement en exercice. J'en conviens, singularité peut être plus particulièrement marquée au moment où c'est moi qui m'exprime… (Rires)…
C'est ici la deuxième idée que je veux mettre en partage. Je sais bien que l'on se complaira, ici ou là, à ne regarder ce Congrès qu'au prisme des sensibilités qui l'agitent parfois dans nos coulisses, mais à la vérité, il se passe ici quelque chose de bien plus profond et, je le crois, d'unique dans toute la social démocratie internationale. Partout ailleurs, un débat est clos, parfois même cadenassé. C'est le débat central concernant le rapport du mouvement Socialiste au processus de la mondialisation libérale. Partout ailleurs, on a conclu, et parfois de façon très servile je le dis, que le mouvement Socialiste ne pouvait rien contre la dynamique du nouvel âge du capitalisme.
Dès lors, reproduisant l'ancien schéma qui a fait toute l'efficacité du réformisme dans le cadre national, tout au long du 19ème siècle et pour une bonne partie du 20ème siècle, ce serait en s'inscrivant dans la globalisation que de nouveaux compromis seraient accessibles. En concédant aujourd'hui sur l'un, on se rattraperait demain grâce à l'autre, l'intégration politique.
C'est ce que nous avons fait en Europe pendant vingt ans.
Dans le nouvel âge du capitalisme, cette thèse est une illusion meurtrière.
(Applaudissements)
Et d'ailleurs, nous en voyons l'effet : jamais la social démocratie n'a dirigé autant de gouvernements de par le monde et jamais elle ne s'est montrée aussi impuissante à faire valoir les objectifs et les attentes de ces mandants contre son adversaire dans l'histoire.
Dans le nouvel âge du capitalisme, compte tenu de ses caractéristiques spécifiques, l'intégration économique ne se fait exclusivement qu'à la condition de la désintégration de la régulation politique. Toujours plus de clients, à condition qu'il y ait toujours moins de citoyenneté, voilà leur pente.
(Applaudissements)
Mais un autre regard, et j'attire votre attention, peut être porté sur la réalité de notre temps. Il distingue alors un formidable point d'appui, car en même temps que se fait la globalisation, un autre processus s'opère, c'est celui de la socialisation croissante de l'humanité. C'est un fait radicalement nouveau. Cette humanité est toujours plus nombreuse. Braudel nous a appris ce que les nombres valent en la matière. Cette humanité est toujours plus urbaine, toujours plus salariée et son mode de production la place en déséquilibre croissant dans son écosystème jusqu'au péril extrême. Il faudra qu'elle réagisse.
Au total, une humanité toujours plus étroitement et individuellement interdépendante émerge. Cette socialisation croissante de l'humanité nous

intéresse. Elle confirme notre pronostic sur l'histoire. Elle dégage une énergie, des revendications, des modes de vie, dont les valeurs, les objectifs et les finalités sont celles auxquelles le mouvement Socialiste sait répondre.
Voilà donc l'alternative. Ou bien accompagner la globalisation, ou bien accompagner la socialisation. Vouloir la seconde n'est possible qu'en rompant avec les logiques de la première.
Les Socialistes français laissent dans les faits la question ouverte, voilà ce qui est unique.
Ce congrès, si j'en juge par le texte de la majorité, ne ferme pas le débat. Et si j'en juge par le score des gauches, je suis certain que ce n'est pas demain la veille qu'on le fermera à son détriment.
(Applaudissements)
Dans cet espace des choix, parmi nous, les uns - la majorité - s'orientent d'après ce qu'ils jugent être le possible. Les autres - les gauches - s'orientent d'après ce qu'ils montrent comme le nécessaire et l'urgent. Dans cette alternative, car c'en est une, la synthèse ne se décrète pas, elle se constate. Et le stylo ne sera pas tenu par les cent paires de mains qui seront réunies ce soir dans la commission des révélations... (Rires)… Non, non Lionel, j'arrive à maîtriser mes lapsus… (Rires)… J'ai un bon maître… L'arbitre est dans la vie, dans la société, dans ses mouvements, dans la force qui s'exprimera ou non, croissante ou non, à mesure que s'identifiera toujours mieux dans la conscience de tout un chacun ce qui s'est levé à Millau, à nouveau à Seattle quand la panique de la vache folle deviendra de la lucidité sur la cause entièrement politique de ce désastre sanitaire venu d'Outre-Manche libéral, de même pour l'Erika, l'Ievoli-Sun et tout le reste qui sont et restent des questions politiques.
Parce qu'il ne s'est pas enfermé dans un choix dogmatique sur cette alternative essentielle, parce qu'il ne s'est pas enfermé dans un choix définitif, le Socialisme français reste poreux à la société. Lionel Jospin l'a prouvé dans les responsabilités qui sont les siennes. Les messages de notre peuple sont entendus. Pardon de cette immodestie, mais je m'en sens un modeste exemple.
(Applaudissements)
Il y en a qui n'ont pas compris, Lionel, mais ce n'est pas grave.
Voici venu le moment de la troisième idée à proposer.

Didier Migaud - Et de ta conclusion.

Jean-Luc Mélenchon - Ah bon.
Nous allons faire un programme à partir de nos débats de ces trois jours. Je voudrais dire qu'un programme politique ne vaut que par sa culture de référence. La motivation de nos électeurs est toujours plus large que les revendications et les attentes ponctuelles dont ils se réclament. Droite et gauche sont des cultures avant même que d'être des programmes, je n'en fais pas davantage la démonstration : chacun trouve dans l'histoire de sa vie intime la démonstration de ce que je viens de dire.

Fondation Jean Jaurès

La bataille politique est une bataille culturelle, droite et gauche sont des cultures avant d'être des programmes. Il nous importe de savoir comment se porte notre culture de référence et il nous revient de la faire vivre, de l'entretenir par la parole, l'exemple et les décisions.
J'estime qu'il y a urgence à parler clair. D'abord, il faut faire vivre sans ambiguïté l'héritage des Lumières. Nous affrontons les obscurantismes. Nous ne composons avec aucune de ses formes, même dans les habits neufs d'un certain millénarisme prétendument écologique.
Je n'ai pas l'intention de revenir ici sur les fondamentalismes religieux ou nationalistes, la cause est entendue entre nous. Je veux affirmer que le Socialisme est intrinsèquement lié au progrès des sciences, de la technique, du savoir dans tous les domaines et que c'est bien de ce côté qu'il attend des renforts décisifs pour régler les grandes questions et les défis immenses qu'il faudra résoudre avec le seul outil dont nous disposons, notre intelligence.
Le dire, c'est rappeler à la raison les milliers d'hommes et de femmes que la panique, surtout quand elle est entretenue par des affoleurs publics de très haut niveau, conduira tout droit à des peurs non maîtrisées… (applaudissements) … qui sont le terreau des pires régressions dans lesquelles il n'y a rien de bon à prendre pour le Socialisme ni pour la France.
Le dire, c'est incarner en politique la vocation de millions d'ouvriers qualifiés, de techniciens, de chercheurs, dont l'intelligence et le savoir-faire d'élite sont le métier même, qui sont disponibles eux-mêmes pour contester la dénaturation qui est faite de leurs talents dans les finalités amorales de la course au profit, pour peu qu'on leur tienne le langage de la confiance qui est la condition du courage.
Portons ensuite comme une culture d'altruisme concret, de morale individuelle, de responsabilité, que le travail est notre valeur de référence. Le travail, la qualification professionnelle, le mérite par l'intelligence et l'étude, le travail par opposition aux valeurs mensongères, vulgaires, dérisoires, immorales que distillent à longueur de journée ceux qui exhibent en modèles les fortunes vite faites, les singes savants des coups de bourse à domicile, les illuminés du virtuel, qui savent pourtant mieux que personne, quand il s'agit de leur porte-monnaie, que le virtuel commence et finit par le réel.
Parler ce langage, c'est faire cause commune avec 8 millions d'employés, 6 millions d'ouvriers, 5 millions de techniciens et de cadres intermédiaires, avec 60% de la population de ce pays qui fait son métier.
C'est dire que vont d'un même tenant les mots de la culture des Lumières et ceux du travail.
Il faut conclure…

Didier Migaud - Il faut conclure, oui, Jean-Luc.

Jean-Luc Mélenchon - De la République comme idéal avant d'être une institution, je laisse chacun déduire ce que j'ai à dire autour de cette idée.
Ceux qui ont été capables de faire vivre, une et indivisible dans un seul et même peuple, la diversité des Catalans et des Bretons, ont trouvé la formule dans

l'histoire qui permettra demain de faire vivre ensemble des Bavarois et des Basques : c'est la République. C'est le seul souverainisme qui vaille, il ne faut pas l'abandonner aux mains de ceux qui en ont fait un nouvel habillage du nationalisme. La République, c'est l'horizon de l'Europe, c'est la cause de notre génération, sauf à se résigner à l'impuissance qui marche aujourd'hui et nous menace d'un marché sans aucune autre valeur.
Camarades et amis, voici mes derniers mots. J'ai dit avec les mots de la passion, comme vous me connaissez, et que vous appréciez même parfois… (rires)… ce que d'autres de mes proches amis ont dit avant moi et qu'ils vont dire ensuite encore mieux dans les termes de la démonstration argumentaire. J'ai dit que la France est forte, j'ai dit que son peuple républicain est disponible pour de grandes causes, que le Socialisme français peut élargir victorieusement la brèche qu'il a lui-même ouverte dans le mur que le libéralisme semblait avoir dressé et pouvoir tenir clos.
J'ai dit qu'il nous faut être à la hauteur de notre Patrie dans le temps qui est la cause de l'émancipation humaine, l'autre mot pour dire le Socialisme.
Regardons-nous, regardons notre peuple. Voici la force, voici l'énergie, elles peuvent tout emporter.
Lionel, dans le défi qui est ton devoir, il ne te manquera ici aucun dévouement pour que tu puisses faire de tout cela la parole de la France elle-même, au bénéfice de ce monde que notre génération va changer.
Je dis pour conclure ce que Condorcet a proclamé pour nous tous comme notre devoir d'homme et de femmes libres : "On fera davantage de choses quand on en croira moins d'impossibles".
(Vifs applaudissements)

Didier Migaud - La parole est à Frédéric Leveille, et Paul Quilès se prépare.

Frédéric Leveille
Chers camarades, un spectre hante le Parti Socialiste : le porte-parole.
Ainsi commençait la contribution qu'avec mes amis nous avons déposée au Congrès et, à voir les échos que cette interrogation a rencontrés, nous ne doutons pas que, sous la boutade et la référence, se cache une interrogation légitime pour tout militant du Parti, surtout lorsque nous exerçons les plus hautes responsabilités.
C'est pourquoi nous ne croyons pas qu'un Congrès serve uniquement à déterminer de subtils rapports de forces, ni même à commenter notre action.
Il est vrai que le gouvernement de la gauche plurielle a beaucoup agi et cela a été parfois suffisamment rare dans le passé pour le souligner aujourd'hui. Il a respecté les engagements pris devant les Français. Mais si nous pouvons avoir le sentiment d'avoir, trois ans après, en quelque sorte épuisé le programme, nous n'avons pas épuisé notre projet, celui de transformer encore et toujours la société.

C'est donc sur la base de cette interrogation sur notre rôle et sur notre projet que nous avons rejoint François Hollande et que nous avons participé à ses côtés à l'écriture de la motion n° 1.
Nous voulons ici saluer ce travail en commun aujourd'hui commencé et qui s'est traduit par la reconnaissance dans notre motion d'un certain nombre de propositions, comme par exemple le principe de l'instauration d'une taxe Tobin à l'échelle de l'OCDE.
Je sais que cette question a été commentée et que certains considéraient que c'était une manière timide, voire hypocrite, d'être pour cette mesure. Je veux ici m'en expliquer.
Il est certes beaucoup plus "in" d'être pour la taxe Tobin au niveau national, mais c'est tout aussi improductif. Tobin n'est pas, loin s'en faut, un révolutionnaire, l'idée de la taxe est de ne pas effrayer le capital, d'où un taux très faible de 0,05%. Le projet est donc bien de trouver les conditions réelles et concrètes de sa mise en œuvre.
C'est pourquoi, dans ce domaine comme dans la vie, le mieux est l'ennemi du bien.
Si la taxe Tobin était instaurée au niveau national, voire européen, les capitaux se délocaliseraient des places financières européennes pour se loger à Tokyo ou à New York, et comme nous ne croyons pas que le capital soit naturellement bon, nous pensons que plus la zone Tobin est large, moins on peut y échapper.
Et pour cela, nous disposons d'outils politiques : un gouvernement, un groupe au Parlement Européen.
Mais surtout, nous ne pouvons pas nous réjouir que l'Europe soit majoritairement dirigée par des gouvernements Socialistes ou sociaux-démocrates, ni que des sommets réunissent des dirigeants modernisateurs à l'échelle du monde. Nous pensons que c'est à ce niveau, avec le PSE, avec l'Internationale Socialiste, que nous devons désormais mener la bataille.
Chers camarades, notre apport au Congrès n'est pas seulement générationnel, il est surtout politique. Mais un mot quand même sur l'effet de la génération même si nous ne revendiquons pas ce terme et que nous préférons au sentiment d'être une bande de jeunes à nous tout seuls la réalité de nos parcours militants.
S'il fallait apporter une contribution au débat…

François Rebsamen - Camarades, je vous demande de bien vouloir écouter l'orateur et faire cesser les discussions particulières.

Frédéric Leveille - Merci.

François Rebsamen - J'en profite, cher Frédéric, pour te demander de conclure !

Frédéric Leveille - Je vais finir.
S'il fallait apporter une contribution au débat, nous pouvons en finir, au moment où se constitue l'élite municipale, avec le thème de la génération sacrifiée, ce qui est une manière d'ailleurs très hypocrite de mettre en cause la parité. Nous

Fondation Jean-Jaurès

pensons que le pendant de la parité et de la respiration de la vie publique, c'est tout simplement le non cumul strict des mandats et des fonctions dans les niveaux et aussi dans le temps. (applaudissements)
On s'interroge dans notre Parti sur la pyramide des âges et il semble qu'il manque une tranche d'âge, les 30-40 ans, ce qui est un peu notre génération. Mais cette tranche d'âge, camarades, est aujourd'hui un peu de retour, parce qu'elle est parfois partie à un moment donné.
Nous avons commencé notre vie politique au milieu des années 80 et nous avons connu non seulement le pouvoir, mais parfois le reniement, nos engagements à une époque où beaucoup pensaient que nous étions là pour longtemps et que les portes du pouvoir une fois ouvertes ne se refermeraient plus…

François Rebsamen - Frédéric, il te faut conclure.

Frédéric Leveille - Je vais conclure.
Alors il nous semble, chers camarades, qu'aujourd'hui nous soutenons le gouvernement, mais que le gouvernement n'est pas pour nous un alignement, de même que la critique n'est pas une rupture.
Notre Congrès va donc déterminer un plan d'action pour les trois ans à venir et nous voulons ici saluer l'apport au débat d'Henri Emmanuelli, d'Alain Vidaliès et de leurs amis qui ont choisi de faire bouger les lignes de partage entre nous, qui datent de dix ans déjà. Il nous semble que la posture est au moins plus claire que celle d'une autre motion qui se veut en rupture avec l'action du gouvernement, mais siège au gouvernement, en rupture avec l'action du Parti, mais siège à la direction du parti, en rupture avec la motion majoritaire, mais ne propose pas de candidat, contrairement à Brest, au poste de Premier Secrétaire, et partant en guerre farouchement contre la dérive libérale dont nous serions coupables (forcément coupables !), prévient dès le début qu'elle consent à la synthèse fonctionnelle pour continuer avec François Hollande à animer le Parti. Comprenne qui pourra !
C'est pourquoi notre Congrès n'est pas un moment convenu et l'enjeu est d'importance, car il faut que nous ayons bien à l'esprit qu'aujourd'hui encore le chômage reste notre plus grand adversaire.
Cette mobilisation contre le chômage, nous ne la mènerons pas seuls, nous l'engagerons avec la gauche, avec toute la gauche plurielle, mais aussi avec les forces du progrès, le mouvement profond qui anime la société et que nous retrouvons dans les rues, sur les marchés, dans les luttes sur des questions aussi fondamentales que la mondialisation, la sécurité alimentaire, les retraites, le logement, le droit au travail.
C'est pourquoi nous nous retrouvons dans les objectifs énoncés par François Hollande sur le plein emploi, la pleine égalité et la pleine solidarité.
Camarades, cette mobilisation est devant nous, à nous de la préparer dès maintenant comme nous l'avons défendue dans notre contribution avec des assises de la gauche plurielle dans nos départements et dans nos villes. Il n'est

Fondation Jean-Jaurès

que temps de reprendre le chemin du mouvement ! Que notre pays, qui a déjà beaucoup changé, continue à changer.
C'est ainsi que nous serons utiles à la gauche et au pays tout entier. Merci. (applaudissements)

Annick Auirre - J'appelle Paul Quilès et je demanderai aux prochains intervenants de respecter le temps qui leur est imparti.
Je demande à Jacques Fleury et à Vincent Assente de se préparer pour cinq minutes.

Paul Quilès
Chers camarades, on ne peut pas dire que les questions de politique étrangère ou de défense aient fait l'objet de débats approfondis à l'occasion de la préparation de notre Congrès. Il est vrai qu'il ne semble pas y avoir là un thème de désaccord avec la droite, comme pour les 35 heures ou le problème de la vache folle. Cohabitation oblige, l'étrange Constitution de la Vème République force en quelque sorte au consensus sur des problèmes aussi graves que la guerre et la paix et ce consensus mou est encouragé par le désintérêt apparent des Français, désintérêt en tout cas en dehors des périodes de crise internationale.
Mais les Socialistes, eux, ne peuvent pas oublier qu'ils sont les héritiers de Jaurès, l'homme qui consacra une grande partie de sa vie non seulement à rassembler les Socialistes - ce n'était pas facile à l'époque - mais aussi à lutter pour la paix dans le monde, un combat qui le conduisit à tomber sous les balles d'un assassin la veille du déclenchement de la guerre de 14-18. Et c'est au nom de ces mêmes valeurs qui animaient Jaurès que nous ne pouvons pas nous désintéresser du sort de millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui vivent dans des régions où la guerre se déchaîne, où les droits de l'homme sont bafoués en permanence, où des crimes contre l'humanité sont commis chaque jour : la Sierra Leone, avec ses 20 000 morts et tous ses enfants atrocement mutilés, Srebrenicza et ses 8 000 martyrs, le Congo, où le pire n'est pas encore venu, le Timor, le Kosovo et le Rwanda, avec son épouvantable génocide et ses au moins 800 000 morts.
Certes, nous ne manquons pas de nous indigner devant ces guerres et ces massacres. Certes, nous agissons surtout quand cela nous concerne d'un peu plus près comme on l'a vu avec le Kosovo.
Il n'empêche qu'il y a bien longtemps que notre Parti n'a pas engagé la démarche qui consiste à définir, dans une analyse d'ensemble, nos positions sur l'international et la défense.
Les dernières initiatives en la matière remontent à une vingtaine d'années, avec la convention sur la défense de 1978 et la brochure "Paix et désarmement" de 1982.
Pourtant, chers camarades, le contexte international a beaucoup bougé depuis cette époque, et il me semble indispensable que nous nous interrogions sur notre politique dans ce domaine et sur ce qui la différencie de la Droite aujourd'hui.

La Commission Défense de notre parti que j'anime a préparé un document intitulé "les Socialistes et la Défense" qui va être diffusé auprès des fédérations et qui, je l'espère, sera prochainement discuté au Bureau national.
Ce document est une base pour nous permettre d'approfondir notre réflexion sur le sujet et j'espère qu'il vous intéressera.
Je l'ai présenté, hier après-midi, aux représentants de nos partis frères de l'union européenne, et nous avons engagé avec eux une discussion tout à fait intéressante.
Dans ce document, nous rappelons quelques grands principes de la politique Socialiste en matière de défense.
Il y a d'abord le fait que notre politique de défense est indissociable de notre engagement en faveur de la paix.
Il y a, en second lieu, notre volonté de construire l'Europe qui est aussi une réponse au conflit historique entre patriotisme et internationalisme.
Il y a encore nécessité de maintenir et de renforcer le lien entre l'armée et la nation pour consolider le fonctionnement démocratique de l'institution militaire, mais aussi pour éviter la montée de l'antimilitarisme.
Ces trois principes doivent nous guider et nous permettre de faire des propositions concrètes.
Très brièvement, je résume ces propositions :
D'abord la relance du processus de désarmement. Nous nous opposons naturellement au projet américain dangereux de défense antimissiles qui nous rappelle l'idée folle de guerre des étoiles de Reagan.
Nous souhaitons qu'un pas supplémentaire dans le désarmement nucléaire soit accompli et, à ce moment-là, notre pays pourra se joindre à cet effort de désescalade salutaire pour la paix mondiale.
Je pense aussi au renforcement de l'ONU indispensable si nous voulons voir progresser la paix dans le monde.
Nous n'avons pas su doter l'Onu des moyens politiques, financiers et militaires nécessaires pour l'imposer comme l'arbitre des différends et des conflits.
Je pense aussi au lien armée-nation qu'il faut reconsidérer avec la fin du service militaire. L'objectif doit être de rapprocher le citoyen militaire du citoyen tout court.
Enfin, je pense au problème du contrôle démocratique de notre politique de défense. Il n'est pas normal que l'on puisse envoyer loin des soldats par milliers sans que notre Parlement ne soit appelé à se prononcer, voire même qu'il ne soit informé.
Cela n'est plus acceptable pour notre démocratie.
Il faut, par exemple, réviser l'article 35 de notre Constitution. Il arrive qu'on la réforme de temps en temps. Cet article 35 ne s'intéresse qu'à la déclaration de guerre par le Parlement alors qu'on ne déclare plus la guerre, et c'est d'ailleurs contraire au droit international.
Il faut aussi que les accords de défense passés par la France avec d'autres pays soient présentés au Parlement.

Fondation Jean Jaurès

Dans un autre domaine, celui des services secrets et du renseignement, il faut que soit mise en place une délégation parlementaire qui permette, comme dans les autres démocraties, un suivi de ces services.
Je conclurai en rappelant une célèbre phrase de celui qui fut, bien avant moi, Député du Tarn et dont j'évoquais au début de mon propos l'empreinte qu'il a laissée sur le Socialisme. C'était en 1910, Jean Jaurès disait : "dans l'armée nouvelle, un peu d'internationalisme éloigne de l'international, beaucoup d'internationalisme y ramène. Un peu de patriotisme éloigne de l'international, beaucoup y ramène."
N'est-ce pas ainsi, chers camarades, que nous devons penser aujourd'hui la construction de l'Europe ?
N'est-ce pas ainsi que nous devons concevoir nos interventions en faveur de la paix ?
Cet internationalisme, cette vision de la défense nationale, non pas comme un objet pour faire la guerre, non pas seulement pour assurer la sécurité de notre territoire, mais plus largement au service de la paix. C'est ce qui constitue la spécificité des Socialistes.
Oui, cette spécificité existe, et si nous en parlons, si nous en débattons, nous l'assumerons mieux encore et, chers camarades, nous en serons fiers !
(Applaudissements)

Annick Aguirre - La parole est à Jacques Fleury.

Jacques Fleury
Mes camarades, le gouvernement travaille, les sondages sont bons, le Parti, le rappelait tout à l'heure Denise Cacheux, est bien perçu dans l'opinion, et pourtant je voudrais m'interroger devant vous sur le rôle que joue aujourd'hui notre Parti Socialiste.
Le Parti Socialiste peut-il se contenter d'être un parti de supporters ?
Peut-il, par crainte sans cesse d'affaiblir le gouvernement, éliminer toute expression originale ?
Peut-il se contenter d'être à la remorque de l'opinion ?
Je ne crois pas que ce soit son rôle.
Nous, les Socialistes, sommes présents bien entendu dans le Parti, nous sommes présents à l'Assemblée nationale et au Sénat, et nous sommes présents au gouvernement. Mais dans chacun de ces lieux de présence, nous devons avoir un rôle différent, chacun doit être dans son rôle.
Le rôle du gouvernement est de gérer en tenant compte bien entendu de nos options Socialistes, mais nous savons qu'un gouvernement est confronté aux réalités économiques, qu'il est confronté aux rapports de forces politiques à l'intérieur de notre pays, à l'intérieur de l'Europe, mais aussi dans le monde. Il ne peut donc tout faire, il doit gérer le possible.
Le rôle du groupe Socialiste à l'Assemblée nationale ou au Sénat est d'être tout naturellement le lieu de compromis entre un gouvernement qui pourrait se laisser trop tenter par les seuls arguments de la gestion, et un parti qui devrait

Fondation Jean Jaurès

avoir trop tendance à ignorer les dures réalités quotidiennes pour défendre son idéal.
Mais si le Parti s'aligne d'entrée de jeu sur les positions du gouvernement, s'il est toujours d'accord, s'il ne remet rien en cause, s'il ne discute jamais, à quoi peut-il servir ? Et à quoi servirait alors le Parlement qui serait bien évidemment réduit au rôle de chambre d'enregistrement ?
Sommes-nous certains que le Parti réduit à faire la claque rendrait service véritablement au gouvernement qui n'a plus d'autre aiguillon que les partenaires de la Gauche plurielle ?
Mes camarades, que nous soyons au pouvoir ou non, le rôle historique du Parti Socialiste, et ce n'est pas d'aujourd'hui, c'est depuis des décennies, c'est de militer pour la construction d'une société Socialiste, c'est de militer pour d'autres valeurs que les valeurs du libéralisme et du capitalisme.
Le rôle du Parti Socialiste est donc d'expliquer ce qu'est le Socialisme, de faire un travail de pédagogie quotidienne, de dénoncer des dérives du libéralisme et du capitalisme, de poursuivre et de développer un énorme effort de pédagogie contre l'idéologie dominante qui est l'idéologie libérale.
Il faut faire évoluer les réflexes, modifier les rapports de forces et c'est cela le travail essentiel d'un Parti Socialiste. À défaut de quoi quelle serait la différence perceptible quant à l'identité du Parti Socialiste ? À défaut de quoi se développerait l'indifférence à notre égard et la démobilisation de nos propres militants.
Nous avons, dans l'actualité, bien des occasions d'exprimer notre identité.
Les dérives de la mondialisation libérale, les effets de la course au profit sans cesse se traduisent par des accidents énormément dommageables dans les transports maritimes - Erika et Ievoli-Sun - ou dans le domaine de la santé avec le problème de la vache folle dont nous savons que c'est le résultat d'une dérive libérale et capitaliste et qu'une société fondée sur d'autres valeurs que celles-là pourrait éviter.
Nous devons expliquer pourquoi il y a une irresponsabilité des décideurs capitalistes par rapport au réchauffement de la planète. Il nous faut enfoncer le clou, montrer qu'une autre politique est possible qui ne repose pas sur la course au profit.
Il n'est pas possible que nous laissions à d'autres mouvements qu'on a d'ailleurs trop tendance à traiter avec méfiance, voire avec mépris, le monopole de ces combats.
François Hollande - je le lisais dans un quotidien d'hier - craint que nous soyons accusés de récupération si nous prenons ces sujets à notre compte. Mais nous devrons être au premier rang de ces combats contre la mondialisation libérale, contre la course au profit, pour la taxe Tobin, contre l'effet de serre. Nous devrons être les premiers, c'est notre combat, c'est l'essence même du combat Socialiste. Pourquoi le laisser à d'autres ? Pourquoi laisser l'écologie aux seuls écologistes alors que nous savons tous bien que l'écologie ne pourra être écologique que s'il y a vraiment du Socialisme. Il n'y a pas d'autre écologie que l'écologie Socialiste.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Je sais que le souci de François Hollande est que le Parti ne se paie pas de mots. C'est un souci légitime et responsable. Mais le rôle d'un parti est aussi d'avoir des voix et de proposer des perspectives, de proposer des utopies, sinon les jeunes iront les chercher ailleurs et ils iront chercher ailleurs leurs espoirs et leurs engagements.
Nous ne sommes pas seulement un parti du gouvernement, nous sommes aussi un parti qui propose un système alternatif de valeurs.
Mes chers camarades, comprendre le réel c'est certes tout à fait sage, mais n'oublions jamais l'idéal !
(Applaudissements)

Annick Aguirre - La parole est à Vincent Assante.
Je vous demande de faire silence pendant que les orateurs s'expriment. Je vous remercie pour eux.

Vincent Assante
À l'évidence, et ce n'est pas Lionel qui me détrompera, gouverner ne se réduit pas à une croisière sur un long fleuve tranquille. Et si notre bilan est bon, très bon même, les turbulences récentes sont là pour nous montrer premièrement qu'il nous faut sans cesse être à l'écoute de nos concitoyens, secundo que nos décisions doivent toujours clairement exprimer nos valeurs, tertio que notre politique doit toujours s'inscrire dans une dynamique de transformation sociale.
Car réguler la société ne suffit pas, il faut la transformer. Et je reste pour ma part très attaché au diptyque popularisé par Lionel : oui à l'économie de marché, non à la société de marché. Car refuser la société de marché implique nécessairement le corollaire positif d'une logique, d'une dynamique de transformation sociale.
Que voulons-nous exactement, mes camarades ?
Une société plus juste ? N'est-ce pas le minimum ?
Une société plus fraternelle ? Voilà un beau pari !
Une société plus solidaire ? Mais cela va sans dire pour des Socialistes ! Mais comment y parvenir ?
Quand la logique de la société de marché conduit toujours un peu plus à exploiter, à exclure, voire à handicaper, et pas seulement d'ailleurs les personnes qualifiées généralement de cet adjectif : les chômeurs de longue durée, les salariés quinquagénaires sont aujourd'hui rejetés du secteur économique bien plus par l'incapacité de la société de marché à former ces membres en même temps qu'elle exploite leur productivité que par leur prétendue difficulté à évoluer le moment venu et ce d'autant plus que la société de marché ne s'attache pas à développer leurs facultés d'évolution tout au long de la vie.
A ces handicaps technologiques, la société de marché agite les victimes de l'amiante, du stress, de la productivité ou, plus banalement, des accidents du travail qui augmentent considérablement chaque année, sans même parler des nourrissons dont on nous dit aujourd'hui que deux sur trois, dans nos villes polluées, sont atteints de bronchiolite.

Contribution Jean-Jaurès

Il est temps de mesurer, mes camarades, qu'une personne devenue handicapée est plongée dans une situation de handicap bien plus par les conditions d'existence que la société de marché génère que par les déficiences par lesquelles on tend à caractériser ces personnes.
Et partant que les situations de handicap sont d'essence bien plus sociale et politique que de destin individuel.
Les Socialistes ne pourront jamais répondre à l'attente de nos concitoyens dans et hors de nos frontières s'ils devaient déroger à ce qui constitue l'essence même du Socialisme : agir encore et toujours en terme de transformation sociale.
Mais, une telle politique implique que l'on agisse non seulement pour le corps social -ce que l'on fait aujourd'hui- mais avec le corps social. Cela suppose que l'on soit non seulement à l'écoute des citoyens mais aussi que l'on offre aux citoyens -et c'est le rôle du Parti les moyens d'agir à nos côtés pour changer la société.
Des échéances importantes sont devant nous, à commencer par les municipales. Après avoir su avancer dans la voie de la parité, saurons-nous comprendre que nos listes doivent exprimer plus encore la réalité sociale qui s'exprime dans nos rangs ? Que ce soient des camarades jeunes ou moins jeunes, issus de l'immigration ou des camarades handicapés. A l'image de bon nombre de nos concitoyens les personnes handicapées souhaitent à la fois être actrices de leur propre vie -ce que notre Gouvernement est en train de leur reconnaître- mais aussi être en situation d'agir pour contribuer à changer la société qui au quotidien les handicape.
Alors je vous pose la question : est-il envisageable qu'aux municipales, à Paris et ailleurs, et à Paris en particulier, sous couvert de majorité plurielle, les petits appétits locaux conduisent à ne pas prendre en compte les dizaines de milliers de personnes handicapées qui se sentent à Paris plus handicapées qu'ailleurs, qu'à Grenoble ou à Orléans par exemple ; de ne pas prendre en compte les milliers de familles qui n'ont d'autre choix que d'exiler leurs enfants très lourdement handicapés dans des lointains départements, voire en Belgique, dans des conditions peu satisfaisantes ?
Est-il envisageable que le Parti Socialiste, sourd à l'appel de son Secrétariat national, s'affirme plus conservateur que d'autres organisations politiques à droite, sur le terrain, qu'il s'affirme rétif à la participation en position éligible de personnes handicapées, exigence qui vient de s'exprimer très fortement en France et en Europe, notamment lors de la conférence européenne, conférence qui était placée sous la présidence du Premier Ministre.
Qu'il me soit enfin permis de conclure en affirmant qu'il serait absurde de préparer un projet pour demain si dès aujourd'hui nous n'agissions pas plus encore pour approfondir la politique que nous avons engagée depuis trois ans en conservant le cap de la transformation sociale, ce qui signifie se garder des pressions que la société de marché exerce sur la population tout entière, et donc nécessairement sur nos rangs, mais aussi savoir nous-mêmes nous regrouper.

L'ensemble des militants nous y invitent dans ce congrès, les diverses interventions le montrent, sachons les entendre. Je vous remercie. (applaudissements)

François Rebsamen - La parole est à Cécile Helle, Martine Aaubry se prépare. J'en profite pour vous rappeler que la réception en mairie de Grenoble aura lieu ce soir à partir de 20 heures, soyez munis de vos cartons d'invitation. Cécile tu as la parole.

Cécile Helle
Merci. Mes Chers Camarades, c'est de citoyenneté et plus précisément d'égalité citoyenne que je souhaiterais vous parler maintenant.
En 1983 la marche pour l'égalité a grandement contribué à faire émerger une génération de militants politiques décidés à revendiquer toute leur place sur une base républicaine. Ce mouvement avait en effet permis l'élection de près de 150 élus d'origine étrangère lors des municipales de 1989, majoritairement sur les listes d'Union de la gauche ou de société civile, mais que constatons-nous aujourd'hui, 20 ans plus tard ?
Cette tendance ne s'est malheureusement pas confirmée, elle ne s'est dès lors pas traduite par l'ancrage d'une intégration profonde des nouvelles générations issues de l'immigration dans le champ politique. Or, cette sous-représentation qui touche les français d'origine étrangère dans la sphère politique risque à court terme, j'en suis convaincu, de s'avérer périlleuse pour notre démocratie et ce à plus d'un titre.
D'abord parce qu'elle décourage de nombreux militants qui notamment dans nos quartiers dits en difficulté, continuent de défendre la notion d'identité collective républicaine. Ensuite parce cet interdit politique ne permet pas d'offrir au public fragilisé et vulnérable de nos banlieues des modèles d'identification positive. Enfin parce qu'il conforte les individus dans l'idée selon laquelle le repli vers les solidarités de la communauté d'origine ouvrirait seul des débouchés.
Notre démocratie ne peut se satisfaire d'une telle situation, d'autant que la demande de participation politique des Français d'origine étrangère est aujourd'hui tangible. Il nous revient donc, Mes Chers Camarades, de briser par tous les moyens cet interdit politique.
A ce titre les prochaines échéances électorales et notamment les municipales, premières d'un nouveau millénaire, nous offrent l'opportunité de faire émerger une représentation politique locale plus conforme aux réalités de la société comprise dans toute sa diversité sociologique. Mais faisons-le en prenant garde, Mes Chers Camarades, à nous inscrire véritablement dans une logique de reconnaissance des compétences et non dans une approche démagogique uniquement basée sur des candidatures alibi.
Autre opportunité pour briser cet interdit politique, notre congrès, bien sûr. Sachons là encore, Mes Chers Camarades, ouvrir davantage nos sections vers les quartiers. Sachons aussi, Mes Chers Camarades, ouvrir nos instances fédérales et nationales aux Français d'origine étrangère.

Collection Jean Jaurès

Il n'est plus admissible en effet que notre Parti soit à ce point en décalage avec la réalité de notre société comprise dans toute sa diversité.
(Applaudissements)
Indéniablement enfin ce passage à une citoyenneté politique active et pleinement reconnue par tous tirera bénéfice de la reconnaissance du droit de vote des résidents étrangers aux élections locales.
(Applaudissements)
Pour le moment en effet, les français enfants d'étrangers ont tendance à intérioriser les restrictions qui frappent leurs parents et restreignent de fait incidemment leur champ des possibles.
Beaucoup de choses ont déjà été dites et écrites sur ce débat. Rappelons-en l'essentiel : le droit de vote des résidents étrangers aux élections locales répond à un impératif majeur, celui de s'exonérer de la dette morale qui lie la Nation à celles et ceux qui ont aussi contribué par leur labeur à la hisser au troisième rang des puissances mondiales ; il répond également à une véritable injustice - dénoncée à juste titre d'ailleurs par les organisations de défense des droits de l'homme- qui fait que la citoyenneté décrétée a plus de force que celles du vécu, fusse-t-il de plusieurs dizaines d'années.
Il répond enfin au souhait de voir des individus, quelle que soit leur nationalité, participer à la vie démocratique du pays, dès lors qu'ils y sont installés régulièrement depuis un certain nombre d'années et qu'ils adhèrent au principe du pacte républicain.
Bien sûr, le chemin institutionnel permettant la modification de la constitution reste semé d'embûches mais il nous incombe en tant que Socialistes, Mes Chers Camarades, de prendre nos responsabilités pour nous positionner clairement sur cette question dans la perspective de 2002.
Cette démarche volontariste pour une participation citoyenne active des français d'origine étrangère et des résidents étrangers permettra de mieux répondre à l'objectif d'égalité citoyenne qui reste aujourd'hui encore insuffisamment assuré y compris au niveau local.
Il permettra aussi de mieux répondre à l'objectif de représentation démocratique pour une société politique plus conforme à la diversité des instances sociales. Il permettra enfin de mieux répondre à l'objectif d'accès aux responsabilités publiques du plus grand nombre, permettant de fait de mieux appréhender certaines difficultés de la vie quotidienne de nos concitoyens.
Bien sûr, ce processus sera long et peu spectaculaire mais il est devenu aujourd'hui indispensable. Indispensable pour que tous les citoyens, quelle que soit leur origine, arrivent à recouvrer pleinement le sentiment d'appartenance à la collectivité, ce n'est qu'à cette condition en effet que se trouvera consolidé notre modèle d'intégration qui ne distingue pas à leur naissance comme dans leur évolution ces enfants, qui se fixe comme seul objectif d'en faire des citoyens. Ce n'est qu'à cette condition aussi, Chers Camarades, que notre république trouvera sans difficulté et sans soubresaut son chemin dans le nouveau siècle et agrègera autour d'elle de nouveaux venus qui viendront l'enrichir.

Alors, Mes Chers Camarades, oui, engageons-nous pour une société plus juste. Oui, engageons-nous pour la démocratie, mais pour une démocratie enrichie et vécue pleinement par tous les hommes et les femmes qui font aujourd'hui notre société.
(Applaudissements)

François Rebsamen - La parole est à Martine Aubry, après Julien Dray.

Martine Aubry
Il était temps que je quitte le Gouvernement, mon état était tel, vous vous en rendez compte en ce moment encore, que vraiment le temps était venu.
En tout cas je suis heureuse de vous retrouver et de parler devant notre congrès qui est un moment privilégié pour notre Parti. Nous, qui savons que la vitalité militante est un de nos plus grands patrimoines.
Beaucoup l'ont dit, Mes Chers Camarades, que de chemin parcouru depuis cette victoire de juin 1997 qui finalement nous avait laissés et nous avait rendus à la fois extrêmement heureux mais aussi, il faut bien le dire, un peu inquiets.
Heureux parce que nous retrouvions notre projet, nos valeurs, notre volonté de faire bouger la société, mais aussi inquiets parce que nous savions que les français ne nous pardonneraient pas de les décevoir et que nous devions les réconcilier avec la politique et notamment leur donner une revanche sur l'emploi.
Je me souviens de notre congrès de Brest et de cette atmosphère très singulière qui nous réunissait. Nous venions de remporter une très grande victoire, qui, il faut bien le dire, quelques mois auparavant n'était pas prévisible et pourtant l'ambition immense, nos idées fortes du projet qui avait été préparé par notre Parti, n'avaient d'équivalent que l'humilité de nos paroles. Nous voulions beaucoup, nous le disions avec fermeté, mais sans surenchère et sans incantation.
Que de chemin parcouru durant ces trois ans où Lionel Jospin nous a rappelé que l'honneur de la politique est de mettre nos actes en conformité avec nos paroles, de se fixer des priorités dans l'action de tous les jours et de les garder, d'ouvrir toutes les pistes et toutes les marges de manœuvre pour répondre aux problèmes des français.
Des résultats sont là, beaucoup l'ont dit, je ne vais pas y insister, le chômage, la lutte contre les exclusions, la pérennité de notre sécurité sociale, la réforme de la justice ; des grandes réformes de société comme la parité et le PACS et d'autres réformes sont en cours, l'aménagement du travail, la politique de la ville, la décentralisation, le développement durable.
Rappelons-nous, il y a trois ans, nous disions que pour se soigner dans notre pays il fallait une carte bancaire, eh bien, Chers Camarades, maintenant, grâce à la CMU, nous pouvons être fiers d'avoir donné la gratuité des soins à nos concitoyens.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Nous disions que la parité allait être difficile, même si Lionel l'avait imposée dans notre Parti, eh bien la constitution est modifiée, eh bien dès les prochaines élections municipales la parité sera une réalité alors même que la loi sur l'interruption volontaire de grossesse viendra d'être votée au Parlement.
(Applaudissements).
La France a relevé la tête et a confiance en elle-même et elle commence même à croire en l'avenir en voulant conquérir de nouveaux droits et de nouveaux espaces de démocratie.
Nous sommes heureux du chemin parcouru mais, nous l'avons tous dit, nous savons aussi qu'il reste à faire car le combat pour l'emploi, contre les inégalités et les exclusions, car celui pour la citoyenneté et la démocratie restent au cœur de notre action pour les 18 mois qui nous séparent de la fin de la législature, mais aussi pour le projet que nous devons préparer pour l'avenir.
Je trouve que la préparation de notre congrès est un bon départ et moi je le dis comme je le pense, nous avons fait preuve de maturité. J'ai pas mal bougé comme d'autres dans notre France, dans notre Parti, dans nos fédérations et j'ai pu apprécier comment les porteurs des trois motions ont accepté le dialogue, les critiques, les propositions et combien les militants se sont emparés, mobilisés, sur le fond des débats et je crois que c'est une victoire collective.
Que retenir d'ailleurs de ces débats qui ont préparé le congrès ? D'abord trois choses sur lesquelles nous sommes je crois tous d'accord : nous avons un bon bilan, un très bon bilan, c'est un bilan de gauche, même si l'un ou l'autre d'entre nous a des remarques à faire sur tel ou tel point.
C’est un bilan de gauche même si l’un ou l’autre d’entre nous peut formuler des critiques ou des remarques sur tel ou tel point.
Nos résultats sont dus largement à une stratégie politique claire, celle de la gauche plurielle, qui doit encore s’approfondir. Lionel Jospin a su la faire vivre par le fonctionnement collectif d’un gouvernement dans lequel je me suis sentie bien, et en liaison avec la majorité qui le soutient.
Alors comment poursuivre ? Comment construire notre projet à partir d’une analyse renouvelée de la gauche sur la société en ce début de 21ème siècle ?
Reconnaissons d’abord la force de nos valeurs : celles de liberté, d’égalité, de fraternité, auxquels, nous, Socialistes, ajoutons la justice et la solidarité.
Aussi la priorité donnée par la gauche à la lutte contre les inégalités reste pertinente et d’actualité.
Nous savons justement que la répartition des fruits de la croissance se pose actuellement pour les salaires comme les retraites par rapport aux revenus du capital. De même les droits des salariés au sein de l’entreprise doivent demeurer, pour tous les Socialistes, une préoccupation majeure, alors que perdurent des conditions de travail difficiles, que s’accroît le stress ou le harcèlement moral, que doit être créé un droit à l’éducation tout au long de la vie, car donner l’égalité des chances, c’est ouvrir à chacun les voies de l’épanouissement personnel et de sa participation à la société.
Comment ne pas poursuivre la lutte contre les inégalités, quand l’espérance de vie est si différente entre les régions et les catégories sociales, quand le risque

d'échec scolaire est quasiment écrit à l'entrée de l'école dans certains quartiers, quand notre pays malgré la croissance laisse encore se développer des poches de pauvreté ou de difficultés à coté de Français qui vont bien.
Aussi, devons-nous inlassablement porter ces espérances pour une juste répartition des revenus et pour une lutte sans cesse renouvelée contre les exclusions et les inégalités notamment par rapport à l'emploi.
C'est le devoir de la gauche. C'est la conception même de la société que nous voulons construire qui l'impose.
C'est pourquoi nous devons continuer les réformes. Je pense notamment à la loi sur le harcèlement moral ou l'accès des plus démunis aux services bancaires. Je pense aussi à cette grande réforme fiscale que nous attendons tous et que les français attendent de nous. Je plaide pour une réforme permanente des services publics qui, plus que jamais, doivent évoluer pour être au service de tous et de chacun.
Mais, mes chers camarades, s'arrêter là serait insuffisant et réducteur dans notre réponse aux défis de la France du 21ème siècle et à l'attente de nos concitoyens.
Forts de nos valeurs et de la pérennité de nos combats, nous devons renouveler nos analyses, repenser nos démarches, approfondir nos réponses. Nous les présenterons dans notre projet. Elles ne pourront se résumer à un catalogue de propositions, toutes aussi fondées qu'elles puissent l'être. C'est le cas, à titre d'exemple, du contrat d'autonomie pour les jeunes ou du droit de vote pour les étrangers aux élections municipales.
(Applaudissements).
Un projet de gauche ne se résume pas à une somme de propositions intelligentes et même justes. Il doit incarner une vision cohérente de l'avenir, proposer une démarche, inviter nos concitoyens à construire une société différente.
Mes chers camarades, pour le dire comme je le pense : la politique de gauche que nous voulons poursuivre, le projet de gauche que nous voulons construire ne peut se suffire -- et doit peut-être même se méfier – de la seule force des mots, du choc des formules ou de la radicalité des slogans.
Il faut fonder notre projet sur une analyse renouvelée de la société, des aspirations de nos concitoyens et des démarches d'action.
Il nous faut aller au-delà, être capables de construire de nouvelles articulations entre l'économique et le social, l'État et le marché, le rôle des Pouvoirs Publics, et celui de la société, la place de l'individu et de l'action collective.
(Applaudissements)
Mettre en œuvre une nouvelle synthèse entre l'économique et le social, c'est ce que nous avons fait depuis trois ans. Le débat, n'est plus l'État contre le marché, ou encore moins, comme le défendent les libéraux, le marché contre l'État. Le débat porte sur la place et le rôle de chacun et sur leur articulation.
Nous savons que le marché apporte initiative, concurrence et innovation, à condition que le mouvement global de regroupement des entreprises ne menace pas les plus petites d'entre elles, et maintienne une réelle concurrence au profit des consommateurs. Eh bien, il faut réguler le marché, comme l'a engagé Lionel Jospin.

Fondation Jean Jaurès

Nous avons montré aussi que l'économique et le social peuvent se compléter, s'appuyer l'un l'autre : quand nous avons relancé le pouvoir d'achat, augmenté les minima sociaux, réforme les aides au logement, avons créé les emplois jeunes, nous avons ramené la confiance, relancé la consommation et donc la croissance et les créations d'emplois.
(Applaudissements).
Quand nous luttons contre l'exclusion dans nos villes, quand nous tentons de réintégrer nos quartiers ou nos zones rurales défavorisées dans la société, nous créons en même temps un environnement plus favorable des entreprises et donc des richesses et de l'emploi.
En d'autres termes, nous devons poursuivre notre action pour atteindre le plein emploi. Ne relâchons pas notre effort sous prétexte d'un optimisme tiré d'une conjoncture favorable.
Nous avons montré qu'une société plus solidaire favorise une économie plus performante.
Cette articulation entre l'économie réelle et la politique sociale doit être approfondie, alors même que les mouvements financiers spéculatifs et déconnectés de l'économie réelle doivent être contrôlés. Alors la taxe Tobin, oui. Sachons maintenant y travailler pour la rendre réellement applicable et pour convaincre nos partenaires.
(Applaudissements)
Si le marché bien régulé joue un rôle indispensable dans le champ concurrentiel, il n'est évidemment pas le tout de l'économie et encore moins le tout de la société. IL est myope et ne s'intéresse qu'à la rentabilité à court terme. C'est pourquoi nous défendons les services publics porteurs d'infrastructures ou de bien collectifs qui doivent garantir l'égalité pour tous les territoires et tous les hommes.
Alors continuons à approfondir cette synergie entre l'Etat et le marché qui doit apporter en même temps performance économique et justice sociale.
Nous croyons en l'Etat, un Etat qui protège, qui anime, mais nous savons aussi qu'il doit bouger, se décentraliser, rechercher une plus grande proximité avec nos concitoyens, en renforçant le rôle des collectivités locales auxquelles il faut donner les moyens d'agir en tenant compte de la réalité de leurs difficultés par rapport à leur potentiel fiscal. C'est tout l'enjeu de la nouvelle étape de la décentralisation proposée avec force par Pierre Mauroy.
(Applaudissements)
Un Etat fort mais ouvert, c'est aussi un Etat qui mobilise.
Aussi, si je ne fais pas partie de ceux qui prônent un affadissement du rôle de l'Etat, si je pense que dans un monde de plus en plus complexe, l'Etat a un rôle majeur de structuration de l'avenir pour notre société, je sais qu'il ne peut pas tout, tout seul, que la société ne se change pas par la seule loi, qu'une loi toute aussi bonne soit-elle, n'est efficace que lorsqu'elle est portée par une société qui se mobilise.
C'est ce que nous avons fait avec les 35 heures, cette réduction du temps de travail que nous avions le devoir de mettre en œuvre car les français ne nous

auraient pas pardonné de ne pas tout essayer, pour lutter contre le chômage. La loi a fixé un cap en renvoyant la réalisation des 35 heures à la négociation. A-t-on bien pris conscience que les 35 heures ont entraîné un mouvement de négociation sans précédent dans les entreprises ? Eh bien, grâce à ces dizaines de milliers de négociateurs, 250.000 emplois supplémentaires ont été créés, les français vivent mieux avec plus de temps pour eux, leur famille, leur quartier, et nos entreprises ont pensé de nouvelles organisations du travail plus performantes.

Alors que, mes chers camarades, nous savons qu'aujourd'hui, en France, nos concitoyens parlent de leurs jours RTT en famille, dans les transports, dans les cafés, qu'ils en discutent quotidiennement dans les entreprises, que les 35 heures constituent un réel progrès pour nos concitoyens, pour l'emploi, et pour l'économie, alors je ne comprends pas que certains, y compris parmi nous, boudent leur plaisir.

(Applaudissements).

Je suis, quant à moi, fière de cette loi emblématique, rendue possible grâce à notre volonté politique qui a su allier projet de société et cohérence économique.

On nous parle des petites et moyennes entreprises. La loi a fixé pour elles des souplesses ; il faut continuer à les appliquer au cas par cas en fonction des réalités des secteurs, comme nous avons commencé à le faire. Mais à qui fera-t-on croire que l'on règlera leur problème de pénuries de main d'œuvre, bien antérieures d'ailleurs aux 35 heures, en maintenant des horaires hebdomadaires à 50 ou 55 heures ? A quels jeunes expliquera-t-on que ces métiers dans le bâtiment, le commerce ou la restauration sont de vrais métiers, alors qu'on y maintiendrait des conditions de travail du passé ?

Non ce n'est pas en reconduisant les inégalités d'hier que nous avancerons mais en construisant avec ces secteurs des réponses d'aujourd'hui qui garantissent des conditions de travail améliorées, une formation renforcée, et en les aidant à mettre en œuvre ces progrès.

Le progrès social ne peut ni ne doit s'arrêter aux portes des petites entreprises. Ce n'est pas seulement une conviction, c'est une exigence de justice sociale.

Là aussi la négociation apportera les bonnes solutions.

La négociation est une démarche moderne de traitement des problèmes. Elle nécessite information réciproque, écoute des préoccupations de chacun, dialogue réel et accord. Elle doit être développée tout en respectant les règles générales, celles votées par le parlement, celles de la démocratie. Parfois, et c'est tant mieux, la négociation sociale anticipe sur l'avenir, fait bouger la loi. Je pense par exemple aux grands accords sur la formation professionnelle ou sur la mensualisation qui ont permis de réelles avancées sociales.

Mais il faut comprendre que lorsqu'on demande au Parlement de modifier la loi, il ait son mot à dire. C'est aussi cela la démocratie. Respecter le Parlement, ce n'est pas être étatiste ou dirigiste, c'est simplement respecter la volonté du peuple.

Cette mobilisation des acteurs est une respiration, une force pour notre société. Comment ne pas insister sur le rôle de notre réseau associatif qui a œuvré pour

empêcher que notre tissu social se déchire totalement pendant les périodes de crise, qui défend les droits de l'homme et protègent ceux qui cherchent en vain à trouver une place dans la société. Sans les associations qui mettent le doigt là où cela fait mal, qui apportent des solutions innovantes, nous n'aurions pas eu cette grande loi, leur grande loi sur les exclusions, dont nous devons poursuivre l'application.

Alors oui, continuons cette articulation positive, créatrice de mouvement entre l'Etat, les forces vives économiques et sociales et le mouvement associatif.

(Applaudissements)

Enfin je voudrais dire un mot sur la nécessaire articulation entre l'individu et le collectif. La gauche s'est construire sur l'action collective. Plus que tous - et nous avons raison – nous croyons à la force d'hommes et de femmes animés par des valeurs communes qui font bouger la société. C'est la force de la politique comme du syndicalisme ou de tout mouvement collectif et non corporatiste.

Mais nous savons aussi aujourd'hui que chaque homme et chaque femme dans notre pays, a des aspirations individuelles auxquelles nous devons répondre.

Les Français aspirent à acquérir de nouveaux droits, de nouveaux espaces de liberté : le droit à vivre en sécurité, physique mais aussi alimentaire, qui va de la nutrition des enfants à l'école à la sécurité en général de notre alimentation. Le droit à construire un environnement durable où les espaces publics sont plus conviviaux et où nous protégeons l'avenir de nos ressources naturelles.

Les hommes et les femmes de notre pays veulent aussi être entendus, s'exprimer sur ce qui les intéresse directement. Le droit des malades face à l'institution médicale, le droit de donner son avis dans son quartier, sa ville, le droit de s'exprimer sur l'avenir de l'espèce dans un débat comme celui de la bioéthique. Cette aspiration vers plus de citoyenneté, dans tous les domaines, la gauche doit la porter au niveau national comme au niveau local.

Mais, mes chers camarades, nos concitoyens nous demandent plus : ils veulent être reconnus pour ce qu'ils sont avec leur spécificité, leur handicap, leur âge mais aussi leur culture, leur origine ou leur croyance. Pour moi, la République, ce n'est pas le modèle unique du «tous pareils». La république, c'est un corpus de droits et de devoirs, l'exigence de la laïcité, que chacun peut enrichir de ses différences, dès lors qu'elles ne remettent pas en cause le modèle commun.

Je crois dans les spécificités régionales qui font la richesse de la France.

Je respecte les croyances ou les non croyances de chacun.

Je rêve d'une société qui respecte les différences, fasse une place aux plus faibles, à ceux qui sont ou apparaissent différents, qui rejette les discriminations pour vivre mieux tous ensemble.

(applaudissements).

Et bien la république, c'est cela : Des droits et des devoirs pour tous et pour chacun, mais aussi la tolérance.

J'en viens à rêver encore plus ! Le 21ème siècle ne pourrait-il pas faire rimer liberté, égalité avec solidarité et fraternité ?

(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Dans notre société tellement cloisonnée, encore trop dure pour les faibles, n'est-ce pas à nous, la gauche, de dire aux français qu'ils ont aussi leur rôle à jouer pour que notre société et chacun d'entre nous, aille mieux !
Les 35 heures c'est plus de temps pour soi, ce peut être aussi plus de temps pour les autres, pour ses voisins mais aussi pour participer à la vie associative, ou pourquoi pas militer dans une organisation syndicale ou politique ? Nous devons les convaincre qu'ils disposent d'une partie de la réponse aux problèmes que nous rencontrons. Maintenant que les choses s'améliorent, qu'une majorité de nos concitoyens va mieux, nous devons aussi leur demander de faire preuve tout simplement de fraternité.
C'est cette France plus forte économiquement et socialement, plus solidaire et plus égalitaire, en un mot cette France réconciliée avec elle-même que nous devons construire.
Alors s'ouvriront de nouvelles frontières.
C'est cela qui pourra faire de la personnalité française - si décriée par les libéraux – un apport décisif à l'Europe, à une Europe encore en devenir, dès lors qu'elle oublie encore trop souvent aujourd'hui, que seul le bien être des hommes et des femmes qui la composent, doit être son idéal.
Cette Europe, qui est globalement riche et qui devrait se tourner plus souvent vers le sud : l'Afrique, par exemple, où le sida, la malnutrition tuent, où la misère fait rempart à la démocratie, mais où nous avons aussi tant à apprendre en nous inspirant de la solidarité familiale, de voisinage ou de quartiers. Cette Europe élargie qui doit devenir un modèle d'équilibre entre les libertés et les règles communes afin de mieux maîtriser la mondialisation.
Voilà mes chers camarades, quelques axes majeurs sur lesquels nous devons travailler.
Le temps n'est plus à élever des murailles, il est à construire des ponts et à ouvrir de nouveaux espaces. Nous n'avons pas à craindre l'avenir, dès lors que la protection des plus faibles, la recherche de l'autonomie pour chacun, la lutte pour les inégalités restent nos étendards. C'est aussi une condition d'une France économiquement efficace.
(Applaudissements).
Nous nous devons de reconnaître la différence, de prendre en compte la personne humaine présente derrière l'individu qui est au cœur de notre engagement, comme l'action collective, vecteur essentiel de l'évolution de notre société.
Pour conclure, comment résumer ces défis ?
Jaurès disait «le Socialisme, c'est la démocratie jusqu'au bout». Nous sommes bien loin d'avoir épuisé cet idéal. Allons donc chercher au cœur de notre engagement, les ressources pour éclairer l'avenir. Allons encore plus loin dans nos conquêtes démocratiques.
On a beaucoup glosé sur la fin des utopies, comme pour mieux résigner les hommes à l'acceptation d'un destin qu'ils n'ont ni maîtrisé, ni voulu. Il y a peut-être une part d'utopie dans cette nouvelle démocratie que nous devons

Fondation Jean Jaurès

rechercher. Je la revendique, elle nous fera avancer. Sa force nous permettra de bousculer l'ordre naturel des choses.
C'est en nous concentrant sur l'idéal que nous changerons le réel. C'est en transformant le réel que nous approcherons notre idéal. C'est ce que nous faisons depuis trois ans. C'est le sens du projet que nous allons construire autour de François Hollande, avec tous les militants. Ce projet, nous le porterons derrière Lionel Jospin qui, chaque jour, nous rend fier d'être Socialistes.
«Rien de grand ne se fait sans passion» disait Hegel.
Proposons aux français de construire avec nous une société plus libre, plus juste et plus fraternelle.
Continuons, mes chers camarades, à réformer.
Continuons, tous ensemble, à changer la vie.
(Très vifs applaudissements).

François Rebsamen - Avant que tu ne prennes la parole, Julien, j'annonce qu'après l'intervention de Julien Dray, prendront la présidence de séance Michel Destot, et Sylvie Andrieux, Jean-Marc Ayrault, et Pascal Le Néouannic. Qu'ils se préparent.

Julien Dray
Merci.
Mes chers camarades, d'après les experts, la maladie de la vache folle touchera malheureusement dans la prochaine décennie quelques centaines de personnes.
La ville folle, celle des ghettos, de la violence, de l'échec scolaire, de la prison dès l'âge de 15 ans, de la peur comme unique lien social, cette ville folle touche en cumulant l'ensemble des dispositifs 1.400 quartiers, 6 millions d'habitants qui y vivent, des millions d'autres, angoissés par son évolution, vivant sous son emprise et apeurés à la perspective de finir, eux aussi, un jour dans la zone fut-elle prioritaire.
En 1982 , la politique de la ville estimait que 100 quartiers présentaient une situation d'urgence nécessitant une intervention forte de l'Etat. 1.400 aujourd'hui.
Voilà pourquoi nous avons, tout au long des débats du Congrès, donné la parole à Attika, cette jeune fille des banlieues, produit direct du capitalisme, condition même de sa nouvelle dynamique, le ghetto n'est plus un problème parmi d'autres, ni même une préoccupation majeure.
Il est au cœur de la nouvelle organisation sociale qui s'impose partout, dans le monde et chez nous aussi. C'est à la façon de Janus qui nous sourit pour nous expliquer la nouvelle économie, assumant sans complexe, le titre de maître du monde. Là où il y a des maîtres, il y a des esclaves, ceux des nations du sud plus pauvres que jamais, contraintes par les règles du FMI de s'inscrire dans la concurrence internationale avec comme seul atout l'absence de salaire minimum, le travail des enfants, la répression syndicale et démocratique.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Pendant que la logique du libéralisme s'est fixée au sud, elle a imposé aussi ses normes chez nous où la bataille pour protéger les acquis sociaux fut dure, terrible même pour les plus faibles, ceux qui vivent dans nos banlieues. 25 années de crise ont creusé un fossé entre deux mondes, celui de l'internet, face à celui des voitures qui brûlent.

Les élus et camarades Socialistes qui sont de ces banlieues peuvent témoigner de cette réalité, ils nous disent douter des solutions, nous tirons tous le même constat, si la peur du chômage recule, celle du déclassement perdure et menace la cohésion sociale des Français et particulièrement des classes populaires.

L'enjeu du droit de vivre en sécurité devient leur préoccupation majeure, leur obsession. On peut penser qu'à terme la croissance créera une telle profusion de richesses que tout le monde en profitera, y compris les habitants des cités. Il y a là une part de vérité, certains s'en sortent, ils fuient le ghetto dès qu'ils le peuvent, mais les autres resteront, la violence, la rage les habitent encore plus parce qu'ils ont le sentiment qu'il n'y a plus d'issue pour eux.

Violence à l'égard de la police, de la justice, de l'école, violence à l'égard de toute autorité, violence même à l'égard d'eux-mêmes à mesure que les gangs de quartiers s'entretuent pour le contrôle d'un nouveau territoire, grâce auquel les énormes profits générés pourront croître encore et encore, les profits du racket, du trafic et du deal, cette violence, cette rage cette décomposition non punis , on en arrive à s'attaquer aux voitures de SOS médecins, des pompiers et du SAMU. Et je ne parle pas de la situation des jeunes filles dans ces cités…

La croissance n'abolit pas cette donnée concrète, parce que cette dernière est la conséquence logique de la nature du système dans lequel nous évoluons, la dynamique de l'économie libérale a besoin des ghettos et de leurs conséquences, violence, insécurité, discrimination. Réalité pour les classes défavorisées, épée de Damoclès pour les classes moyennes, les ghettos constituent le meilleur allier du libéralisme qui , logiquement, a besoin pour se maintenir de renforcer son emprise, de diviser les couches sociales qui partagent pourtant en commun l'intérêt objectif de remettre en cause l'ordre libéral.

Quel spectacle réjouissant et rassurant pour un patron que de voir s'affronter celui qui a un peu, et celui qui n'a rien du tout, celui qui a basculé dans la misère et celui qui passe sa vie à se demander si cela ne lui arrivera pas un jour.

Oui, le libéralisme a besoin des ghettos, voilà pourquoi la croissance ne résorbera pas mécaniquement les dégâts sociaux que nous ont légués vingt cinq ans de crise et d'offensive libérale.

Les Etats-Unis nous en fournissent l'exemple le plus crû. Dix ans de croissance forte et ininterrompue, mais des ghettos bien vivants, une misère que l'on cache sous les tapis pour ne plus la voir et qu'on enferme dans les prisons lorsqu'elle se rappelle au bon souvenir de l'ordre établi. Et nous savons ce qui se trouve au bout de cette terrible logique de criminalisation de la misère sociale, la peine de mort.

Là-bas, la croissance de la Silicone Valley et les ghettos urbains sont les deux faces d'une même pièce, le système économique et social actuel, c'est-à-dire l'ordre libéral construit durant la période de crise avec un objectif prioritaire

permet que l'accumulation des richesses se fasse au profit d'une minorité et de ses associés.
Ce démembrement de tous les éléments régulateurs, la reprise actuelle en est profondément imprégnée. Cette reprise, pour l'instant, n'est pas assez celle des classes populaires, cette reprise pour l'instant n'est pas encore assez celle des services publics, cette reprise pour l'instant profite davantage encore aux formes du marché qu'aux forces du salariat. Du coup, le fossé des inégalités peut encore s'accroître. Mais en même temps, par les nouvelles marges de manœuvre qu'elle procure, la croissance change tout si on l'utilise à plein, car la gauche n'est pas cette fois-ci dans la situation du capitaine qui au plus fort de la tempête n'a pas d'autre choix que de réduire la voilure et de partager les maigres rations entre les membres de l'équipage, la gauche peut nourrir d'autres ambitions pour le pays et avant tout pour les nôtres qui ont payé la crise au prix fort.
Ceux qui doivent, chaque jour, choisir entre la facture EDF ou celle de France Télécom, entre la cantine des gosses ou les retards de loyer, ceux qui n'en peuvent plus d'entendre que ce n'est pas encore à leur tour d'être heureux (applaudissements)… la nouvelle donne économique n'a pas pour conséquence directe la fin de l'injustice, mais oui, la gauche peut la transformer en une nouvelle donne sociale.
Le chemin pour y parvenir n'est pas inconnu. Le gouvernement l'a emprunté avec Lionel Jospin depuis 1997, lorsqu'il a fait les 35 heures par la loi, lorsqu'il a permis par le plan emploi jeunes l'embauche de 300.000 Jeunes, lorsqu'il a doté les plus démunis d'une couverture sociale. Ces actes forts diamétralement opposés à la logique du système, qui marque des ruptures claires avec le libéralisme, ont été rendus possibles par le nouveau cycle de croissance dans lequel nous sommes entrés mais aussi par notre action volontaire.
Ils l'ont conforté jusqu'à rendre plus puissant, plus prononcé chez nous, que chez nos voisins qui connaissent la reprise, car en faisant baisser le chômage par l'intervention de l'Etat, la gauche a redonné confiance et a montré que l'action politique avait un sens en économie.
La consommation qui est le socle de notre croissance n'a pas donc fléchi la confiance, la consommation et la baisse du chômage créant ainsi un cercle vertueux pour peu qu'on l'alimente, c'est ce que nous appelons, nous, la croissance autoréalisatrice.
Forts de cette expérience réussie, il nous faut maintenant assumer pleinement cette méthode, ces ruptures qui ont fait le succès de la gauche et entraîné la population derrière elle.
Faire ce choix politique c'est proposer de franchir une nouvelle étape dans la transformation sociale. Voilà ce qu'ont dit sous des formes différentes, 27% des adhérents du Parti. ...(Applaudissements)… Parce que la crise est en train de sortir des têtes, les exigences sont plus élevées, c'est le message de Seattle, de la popularité de José Bové , du soutien qu'accorde la population aux salariés en grève ou même à l'équipe de foot de Calais, c'est le retour des petits contre les gros.

Collection Jean Jaurès

Ces attentes, ces exigences, les seuls bons indices économiques ne suffisent pas à y répondre, au contraire. Ils renforcent ceux qui réclament aujourd'hui leur part du gâteau, ils apprécient beaucoup la reprise à la télévision, mais ils préfèrent l'avoir dans leur assiette, ce qui est attendu c'est que nous transformions leur réel.
Commençons alors par le plus préoccupant, il n'y aura pas de réelles réussites de la gauche dans son combat pour la justice et l'égalité sans qu'elle casse les ghettos et leur logique, puisqu'ils sont la clef de voûte du projet inégalitaire, alors casser ces ghettos constitue la clef de voûte d'un projet politique de gauche. La croissance d'aujourd'hui doit nous servir à cette grande ambition. Permettre la reconstruction d'une cohésion sociale en sauvant la population des ghettos, de son enfermement et de sa marginalisation.
Le Plan Marshall pour casser les ghettos, c'est un plan d'envergure pour qu'on se donne les moyens de retrouver le lien social, que la logique du ghetto détruit chaque jour un peu plus chaque jour. 100 milliards en six ans pour mener une politique de réimplantation des services publics dans les quartiers, pour relancer une politique éducative, culturelle, et sportive en direction des jeunes avec de vrais professionnels formés et rémunérés à la hauteur des tâches qui leur incombent. La réalité nous invite à agir, d'autant plus vite que le ghetto a depuis cent années…

Annick Aguirre - Julien tu peux conclure.

Julien Dray - Je n'ai pas de montre, alors je vais conclure !
Son meilleur allié était évidemment le MEDEF et son modèle installé pendant la crise qui veut aujourd'hui sauver à l'heure de la reprise, c'est les statuts multiples qui brisent les solidarités. Voilà pourquoi la question de la ratification de l'accord UNEDIC n'est pas une petite affaire. Nous revendiquons une défaite cinglante sur les 35 heures pour M. Seillières et ses amis. Nous sommes avec la majorité des syndicats qui refusent les sanctions, le chantage des revendications et la déqualification.
Votre rôle c'est de rendre plus forts les salariés, de leur montrer que nous les soutenons et de leur faire savoir qu'ils disposent en haut d'un relais. Si nous avons mis l'accent sur ces différents thèmes, c'est parce que nous pensons qu'ils seront incontournables dans les mois à venir, c'est cette nouvelle donne sociale et européenne qui nous évitera que les candidats de la fracture sociale nous refassent le coût du travaillisme à la française. Nous avons créé les conditions d'une situation économique favorable à la transformation sociale, alors n'ayons pas la main qui tremble, lorsqu'il s'agit de redistribuer pour des milliers d'Attika.
Dans ce Congrès, notre objectif à nous, la gauche sociale, n'était pas d'apparaître comme une minorité agissante, gardienne du temple, nous n'avons pas la volonté de nous opposer, les uns, les autres, au contraire. Nous voulons gagner tous ensemble. Nous croyons au message que nous portons.
(Applaudissements).

Fondation Jean Jaurès

Nous pensons que vous pouvez y croire, et nous pensons que des milliers de salariés et de jeunes peuvent y adhérer et venir renforcer nos rangs pour faire de notre parti un grand parti de masse.

François Rebsamen - Tu conclus.

Julien Dray - Ces derniers jours, on a glosé sur les virages de la gauche Socialiste, eh bien celui que nous présentons aujourd'hui, nous l'assumons, c'est celui de la responsabilité.
(Applaudissements).

Jean-Marc Ayrault - Chers camarades, la parole est à Claude Bartolone pour dix minutes.

Claude Bartolone
Chers camarades, vous avez tous en tête les résultats que le gouvernement a su obtenir en moins de trois ans sur le front de l'emploi, à un rythme de créations jamais atteint jusqu'alors.
Mais au-delà des chiffres bruts, j'aimerais apporter un éclairage particulier sur quelques données récentes qui témoignent de la profondeur de la reprise et des efforts du gouvernement pour qu'elle profite à tous :
- La décrue du chômage s'accélère en rythme pour les jeunes et pour les chômeurs de longue durée.
- Les 6 millions d'habitants des quartiers en difficulté commencent eux aussi à en profiter, ce qui est une donnée nouvelle et particulièrement satisfaisante pour moi qui avait alerté le gouvernement sur les oubliés de la ville. L'écart ne se réduit pas encore (le chômage y est encore deux fois plus important), mais au moins, il ne s'accroît plus, ce qui est une première victoire.
- Le nombre de Rmistes a décru pour la première fois au premier semestre 2001. C'est une donnée fondamentale, une réponse cinglante à ceux qui font de la fracture sociale leur fonds de commerce, le temps d'une campagne électorale.
Pourtant, ce bilan exceptionnel ne doit pas nous conduire à baisser la garde. Ne boudons pas notre plaisir, mais préparons nous à livrer une bataille encore plus difficile.
Car l'espoir que ce bilan suscite est à la mesure de l'impatience de ceux qui n'en profitent pas encore, que la crise a envoyé au tapis. La violence qui se manifeste dans certaines banlieues ou dans de récents conflits sociaux est dure. Le désespoir qui les motive nous interpelle fortement à l'heure où la télévision diffuse les images d'un bonheur publicitaire, les succès de la nouvelle économie et les communiqués victorieux sur le front de l'emploi.
Oui, le plus dur reste à faire et pour aller jusqu'au bout de ce défi du retour de la société du travail qu'a tracé Lionel Jospin, il nous faudra savoir repousser des limites.
Les limites de notre appareil productif sont aujourd'hui atteintes. Il ne s'agit pas seulement d'une surchauffe économique, d'une insuffisance conjoncturelle de

Fondation Jean-Jaurès

capacités de production et d'investissement. Il s'agit d'une crise plus grave, qui nécessite un renouvellement profond du tissu économique et surtout du discours entrepreneurial. Ce discours, largement accaparé par le MEDEF, a en héritage une culture patronale dont la référence reste les Trente Glorieuses et qui voudrait aujourd'hui appliquer au pays les mêmes recettes libéralo-étatiques : une main d'œuvre sans droits et bon marché, l'absence de dialogue social, la défiscalisation massive des profits, l'extra-territorialité. Après la fronde contre les 35 heures, le PARE, il prépare le terrain à un recours massif de la main d'œuvre immigrée, faisant l'impasse sur les femmes et les hommes qui sont encore au chômage. Il faut casser le monopole de ce discours, pour faire entendre la voix d'autres entrepreneurs ou de jeunes créateurs qui ont compris l'importance du dialogue social, des ressources humaines et de la richesse des territoires.

Il faudra également inventer de nouvelles modalités d'intervention pour l'État et les acteurs locaux, afin de repousser encore les limites de notre politique de l'emploi. Le problème n'est plus le traitement social du chômage de masse, ou le coût pour les entreprises du travail non qualifié. L'enjeu est désormais, à l'image du nouveau départ mis en œuvre par Martine Aubry, de permettre à chacun de bénéficier d'un accompagnement individualisé, à chaque moment de sa vie : pour s'insérer, pour se réinsérer, pour évoluer. C'est l'un des termes du grand chantier de la formation tout au long de la vie, qui doit permettre en particulier aux plus fragiles de bénéficier toujours d'une nouvelle chance. Il se traduira pour les plus jeunes, et en priorité ceux qui sont en souffrance, par cette belle idée du contrat d'autonomie dont je défends le principe depuis longtemps.

Mes camarades, les militants de notre parti doivent avoir conscience que nous vivons un moment historique. Pour la première fois depuis longtemps, un gouvernement de gauche est aux commandes pendant un cycle long de croissance, qu'il a su amorcer. Les limites de notre économie ne peuvent être repoussées par des recettes des années 1960. Les entreprises ont besoin de main d'œuvre abondante et qualifiée, soit. Alors, il faut qu'elles acceptent d'entendre parler salaires, résorption de la précarité, dialogue social, lutte contre la discrimination raciale à l'embauche, développement de la formation. Beaucoup sont prêtes à entendre ce discours, je le sais. Face à la mondialisation, c'est notre meilleure chance pour remédier à la dualisation de notre société, qui, si nous n'y prenons garde, ajoutera à la désormais fameuse fracture sociale une véritable fracture territoriale.

Chers camarades, les plus fragiles n'attendent qu'un message, un seul. Ils attendent qu'on leur dise plus fort : oui, vous avez souffert et la collectivité vous doit réparation. Oui, la société du travail a besoin de vos talents et vous fera une place.

En tant que Ministre de la Ville, je peux vous dire que ce message touchera particulièrement les jeunes des quartiers en difficulté, et plus encore ceux, nombreux, dont les familles ont connu l'immigration, qui souffrent de discriminations intolérables en raison de la couleur de leur peau, de leur nom ou même, aujourd'hui, du nom de leur adresse.

Ces jeunes n'attendent pas tout, tout de suite. Ils attendent des signaux forts, politiques, une invitation à prendre part à notre dessein collectif. Chers camarades, ces jeunes aussi peuvent nous entendre en cette période de préparation des élections municipales. A nous de montrer qu'à côté du travail que nous ferons au lendemain des élections présidentielles, pour permettre de donner aux immigrés le droit de vote aux élections locales, et avant de réussir cette grande réforme, nous pouvons, quel que soit celui qui est actuellement à l'Elysée, quelle que soit la majorité au Sénat, leur donner une grande lisibilité en leur permettant d'être élus sur les listes que nous présenterons aux prochaines élections municipales.
(Applaudissements)
Chers camarades, il est des moments où en politique, les symboles sont forts. A ces jeunes français dont les parents ont connu l'immigration, montrons que nous pouvons parler d'eux en termes de lutte contre les discriminations au niveau du logement, au niveau de l'emploi, au niveau de la culture, montrons que nous pouvons nous occuper de leurs parents en ayant le courage de parler des lieux de culte, en ayant le courage de parler du vieillissement de la population immigrée, en ayant le courage de parler des quartiers musulmans dans nos cimetières. Croyez-moi, à travers les symboles, ils verront que les Socialistes auront su aborder les élections municipales en leur permettant de retrouver confiance en la République.
(Applaudissements)

Sylvie Andrieux - On annonce le camarade Henri Emmanuelli pour dix minutes. Se préparent Daniel Vaillant, Bernard Soulage, Marie-Noëlle Lienemann.

Henri Emmanuelli
Chers camarades, contrairement à ce que j'ai pu entendre parfois et pour aussi surprenant que cela puisse paraître, nous avons présenté une motion aux militants non pas pour faire un amendement budgétaire, mais pour contribuer au débat, affirmer des positions politiques et permettre à notre parti d'asseoir la légitimité de ses orientations sur la légitimité du vote, ce qui est je crois, précisément, la justification de ce type d'action.
Y avons-nous réussi ?
Sur la revitalisation du débat militant qui est désormais derrière nous, il nous faut je crois, collectivement, rester modestes. Bien que la fonction première d'un parti soit d'élaborer une pensée collective pour structurer les débats publics, la faiblesse de la participation des militants au vote ne permet à personne d'être satisfait, je crois.
C'est dire que depuis ce fameux traumatisme de Rennes, nous avons progressivement perdu le goût et l'habitude de la confrontation d'idées. C'est noter que notre Parti ne se renouvelle peut-être pas suffisamment. C'est constater que la difficulté à régler la marge d'autonomie du Parti par rapport au Gouvernement lorsque nous sommes au pouvoir n'est pas vraiment résolue, à

Fondation Jean Jaurès

supposer qu'elle ait une solution dans le cadre du carcan institutionnel de la Vème République, qui plus est, en période de cohabitation.
Certes, j'ai bien noté dans les explications données que l'absence d'enjeux de pouvoir en serait une parmi d'autres, mais je voudrais faire observer que l'on ne peut successivement brandir les fameux enjeux de pouvoir comme une menace pour limiter le débat et l'utiliser ensuite comme alibi pour expliquer sa faiblesse. Il faudra choisir si nous voulons éviter que tous les arguments ne soient bons pour confiner à terme les militants dans le rôle de supporters que leur assigne le concept de démocratie de marché qui se résume en trois propositions : un leader, une équipe, un programme ou plutôt une "offre" politique comme disent les techniciens du marketing. Une conception chère aux théoriciens anglosaxons que l'état de la démocratie américaine ne rend pas vraiment convaincant.
Sur ce premier objectif donc, une certaine modestie s'impose à nous tous, je crois, avec mention : peut mieux faire.
Sur l'affirmation des positions politiques qui elle, est encore devant nous puisqu'elle se prolonge dans ce Congrès, la réalité est plus encourageante. Le fait que les deux motions minoritaires atteignent à elles deux 28% malgré les pesanteurs et les inhibitions inhérentes à notre fonctionnement est je crois important, car malgré les différences , et il y en a, ces deux motions reposent sur la conviction que désormais, la ligne de partage entre le libéralisme économique et la social démocratie ne passe plus seulement entre droite et gauche, mais qu'elle traverse de plus en plus souvent la social démocratie européenne elle-même, et ceci, au moment où les fondements du communisme et que la domination idéologique de la mondialisation voient reposer sur les épaules de la social démocratie et de l'internationale Socialiste l'essentiel des espérances des peuples réprouvées et la défense du système de valeurs que la gauche a péniblement arraché aux souffrances de l'histoire.
De cette dérive, les exemples sont nombreux : de la troisième voie au nouveau centre, en passant par l'orthodoxie monétariste affichée par une majorité de leaders Socialistes contre nos propres leaders lors du Sommet de Malmö à la veille d'Amsterdam. Il est évident que l'opportunisme de gouverner l'emporte sur la défense des valeurs égalitaires qui sont inséparables du Socialisme.
Il est tout aussi évident que la dévotion à l'adaptation, comme on dit, ce pauvre euphémisme si largement utilisé pour cacher l'indigence du renoncement, n'est là en réalité que pour justifier des conduites de soumission. D'Amérique du Sud, d'Afrique, d'Asie, quelle image du Socialisme démocratique rencontre le regard des peuples qui se tournent vers lui avec l'hallucinante fixité des ventres creux ? Ils sont si résignés ces regards, si lointains, si étrangers à la problématique fiscale des stock options, presque aussi étrangers que celui de nos salariés moyens qui sont pourtant des riches par rapport à eux.
Vous l'aurez compris, mes chers camarades, je suis de ceux qui pensent que si le libéralisme avance en Europe, c'est parce que la social démocratie recule et que c'est donc à l'intérieur de cette social démocratie qu'il faut mener bataille. (Applaudissements)

Et nous, dans tout cela, nous sommes différents, c'est vrai, et durement critiqués d'ailleurs pour cette différence (la Commission Européenne, un jour, M. Duisenberg le lendemain nous le font savoir régulièrement, l'OCDE ne s'en prive pas de son côté), différents parce qu'en trois ans, notre Gouvernement a fait une double démonstration :
Il a montré que le chômage n'était pas une réalité indépassable, que le plein emploi n'était pas devenu une utopie, que le progrès n'était pas forcément l'ennemi de l'homme et il a prouvé simultanément que, contrairement à ce que nous assénaient les zélateurs du libéralisme, on peut conjuguer bonne santé économique et progrès social, on peut caracoler en tête de la croissance européenne tout en faisant d'importantes réformes sociales.
Ce faisant et pour ne pas entrer dans un bilan qui a été largement évoqué par de nombreux orateurs de la motion 1, que je ne voudrais pas concurrencer, il a largement contribué à revaloriser le volontarisme et donc la politique.
Pour autant, malgré cette différence et malgré nos succès, tout ne va pas pour le mieux. Notre Parti, même s'il se comporte beaucoup mieux que d'autres, n'échappe pas à certaines ambiguïtés, à certaines tentations.
Comment expliquer autrement le retour en force de la vieille rengaine libérale destinée à culpabiliser les salariés pour qu'ils se tiennent tranquilles à propos du prétendu choix qu'il faudrait faire entre création d'emplois, d'un côté, et augmentation de salaires, de l'autre ?
(Applaudissements)
Pourquoi réexhumer ce postulat usé, grossier, qui constitue le cœur de la politique libérale et qui n'a jamais été confirmé nulle part ? Pourquoi à nouveau ce refrain que psalmodiaient déjà ceux qui ne concevaient pas la réduction du temps de travail sans baisse de salaire ? Pourquoi cette vieille ruse du partage entre salariés, pour éviter la question de la répartition entre salaires et capital ?
Non, mes camarades, le montant de la feuille de paye n'est pas l'ennemi de l'emploi et ce n'est pas au Parti Socialiste d'opposer chômeurs et salariés. Regardez d'ailleurs en Europe le montant des salaires et celui des taux de chômage et vous saurez où est la vérité.
Pour notre part, au vu de l'évolution des revenus du capital au cours des dernières années, qu'il s'agisse de l'explosion de l'impôt sur les sociétés ou des dividendes financiers, nous avons la faiblesse de penser que la hausse du pouvoir d'achat salarial, qui a été de 0,6% pour le salaire moyen en 1999, ne serait pas un luxe.
De même, s'il n'y avait pas d'ambiguïtés, comment expliquer la remontée en force du discours sur les déficits d'aujourd'hui qui deviendront les dettes de demain ? Comment interpréter cet accès de frugalité en période de croissance ?
A l'évidence, quand on s'offre pendant l'été la plus grande baisse d'impôts depuis cinquante ans, on se retrouve, l'automne venu, quelque peu dépourvu…
(Vifs applaudissements)
Diminuer les recettes ne facilite pas la réduction des déficits, c'était déjà écrit dans l'Almanach Vermont !

Non, comme dit notre Rapporteur général du budget dans une brillante interview, tout n'est pas possible. C'est bien connu. Mais c'est justement parce que tout n'est pas possible que, gouverner, c'est choisir ! (applaudissements)
Quant à l'importante question de la démocratie sociale, bien que je n'aime pas l'expression depuis que le Président du Medef oppose la démocratie sociale à la démocratie politique et qu'il est d'ailleurs relayé dans cet exercice périlleux par une voix connue, qui oppose la légitimité de la société civile à celle du suffrage universel (cela devait finir par arriver, au nom de la bonne gouvernance), il va nous falloir là aussi, je crois, éclairer le sujet.
Il ne suffit pas de prévoir que, pour l'avenir, il nous faudra changer la loi pour que la ratification d'un accord implique une majorité syndicale. Il faut nous dire clairement ce que va devenir l'affaire de l'UNEDIC et ce qu'est notre position face à la refondation sociale. Légitime ou illégitime ? Nous dire aussi si le Parlement va être consulté ou si le contrat minoritaire l'emportera sur la loi, après que nous ayons largement proclamé la supériorité de la loi sur le contrat. (applaudissements). Ce n'est pas une affaire simple.
Face à l'arrogance politique du Medef, bien décidé à imposer son point de vue qui consiste, comme l'avoue l'irremplaçable M. Kessler, à remplacer notre système égalitaire de protection sociale collective par le système inégalitaire de l'assurance privée, qu'allons-nous décider à la fin ?
Le peuple de gauche nous regarde, une majorité syndicale qui résiste courageusement aussi, dont il serait inacceptable qu'elle soit désavouée. Nous n'avons pas droit à l'erreur.
Pour notre part et nous n'avons cessé de le dire, c'est évidemment non.
Toujours sur le plan social, comment compte-on concilier la priorité à l'emploi, réaffirmée avec justesse par notre Premier Ministre, avec des cotisations patronales dissuasives pour l'embauche dans la mesure où elles sont exclusivement liées à la feuille de paye ? Comment parviendra-t-on, si l'on n'associe pas le capital au financement de la protection sociale, comme nous l'avons fait pour les cotisations salariales avec la CSG, à préserver une assiette suffisante et crédible face au développement des formules d'association capital-travail que sont les stock-options, d'un côté, et l'épargne salariale, de l'autre ? (Applaudissements)
Bref, pourquoi avons-nous renoncé, je l'espère à titre provisoire, à asseoir les cotisations patronales sur l'ensemble de la richesse produite par les hommes et les machines, alors que nous l'avions inscrit dans notre petit livre vert de 1997 ? (applaudissements)
Et pourquoi, alors que nous étions un certain nombre à demander la baisse de la CSG, c'est vrai, au taux minoré de 3,5%, a-t-on choisi d'exempter complètement un grand nombre de salariés, malgré l'avis de la Ministre des Affaires sociales, il faut le préciser, prenant ainsi le risque regrettable de rééditer à terme l'erreur commise avec l'impôt sur le revenu (je fais évidemment allusion au rétrécissement de l'assiette) ?
Nous souhaitons, mes chers camarades, sur tous ces points, qui ne sont pas des points de détail, des réponses claires.

Enfin, que comptons-nous faire réellement pour mettre un terme aux abus de la précarité et du temps partiel imposé dont les femmes et les jeunes sont les premières victimes, dans un contexte où, par ailleurs, on nous parle sans cesse de goulot d'étranglement de la main d'œuvre ?
Il y aurait bien d'autres sujets, mais le temps m'est compté : la fiscalité, effectivement (celles et ceux qui croient que le peuple ne discerne pas l'injustice et le poids de la fiscalité indirecte le sous-estiment et se trompent lourdement), l'aménagement du territoire, la décentralisation, bref tous les sujets qui nous occupent.
Il y aurait aussi, pour sortir du présent et se tourner vers l'avenir, la question fondamentale de l'égalité numérique, de l'accès de toutes les personnes et de tous les territoires aux fréquences à haut débit, il y aurait la question encore plus difficile de l'égalité génétique qui va monter en puissance. Nous devons, sur ce sujet, prendre la responsabilité d'engager le débat public pour briser les tabous et les inhibitions et faire prévaloir le point de vue du progressisme qui a toujours été l'apanage de la gauche.
Il y a enfin l'évolution préoccupante de nos démocraties vers des formes oligarchiques où les technostructures et les instances autonomes d'arbitrage à l'anglo-saxonne vident la souveraineté populaire de l'essentiel de son pouvoir.
L'Europe telle qu'elle existe en est la caricature. Cela permet d'y décider (je ne dis pas lui permet de décider, je dis bien d'y décider) hors contrôle démocratique que la libre circulation des marchandises passe avant la sécurité alimentaire des personnes, que les pétroliers vont pouvoir continuer à souiller la mer pendant quinze longues années, ou que le travail est une marchandise comme les autres. Cela permet à la Cour de justice d'harmoniser la fiscalité européenne à coup d'arrêts successifs par dessus la tête de 16 Parlements ! Et cela va nous valoir sans doute et par nécessité de voter une loi d'habilitation confiant au gouvernement la possibilité d'agir par ordonnances pour faire entrer dans notre droit près de 50 directives d'un seul coup sans débat véritable ! Alain Videliès a traité le sujet hier, je n'y reviens pas, mais j'attire l'attention sur l'urgence d'agir si l'on ne veut pas que l'Europe devienne un repoussoir.
Il y a aussi les lourdes menaces que la résurgence des nationalismes fait peser sur cette démocratie. Prenons-y garde, le nationalisme est une mystique que rien ne peut satisfaire et avec laquelle il est difficile de composer. L'enseignement généralisé du corse entraînera fatalement celui du basque et du breton, tout comme le non respect de la laïcité nous laissera dépourvus face au communautarisme et à ses dangers.
(Applaudissements)
La démocratie, mes chers camarades, celle du pouvoir du peuple et du suffrage universel, est au cœur de la motion 3 qui se refuse à définir le Socialisme de manière négative en se contentant de rappeler ce qui n'est pas ou ce qui ne peut pas être.
Oui à l'économie de marché, nous dit-on, mais non à la société de marché. On voit bien ce que veut dire le oui, on discerne moins bien notre capacité à honorer le refus, sauf à considérer qu'il n'existe plus de lien de causse à effet.

Pour notre part, nous avons cherché une définition plus positive. Nous pensons que le Socialisme moderne n'est ni un dogme, ni un modèle pré-établi, ni un refus, mais une dynamique permanente au service du progrès et de la concrétisation de l'aspiration égalitaire sous toutes ses formes, le progrès comme moyen pour l'être humain de maîtriser son propre destin, le service de l'aspiration égalitaire, dont les composantes juridiques, politiques et sociales, sont indivisibles, comme un moyen d'étancher la soif de justice sociale qui est la marque des consciences évoluées par opposition à l'ordre inégalitaire et primaire des choses que le capitalisme cherche à perpétuer.
C'est dire que, contrairement à ce que je lis ou à ce que j'entends, notre premier souci n'est pas de nous situer dans le cubisme d'anticipation qui sévit dans la Capitale ou de constituer un syndicat de placement de plus, c'est prévenir que ce soir, dans la recherche d'une synthèse souhaitable, nous serons davantage préoccupés des réponses qui nous seront faites que des perspectives qui nous seront ouvertes. En toute hypothèse, au moment de l'action, qu'il s'agisse de l'élaboration du projet ou des batailles électorales, nous serons là, persuadés qu'en agissant comme nous le faisons nous servons le Socialisme dans nos rangs et au-delà de nos rangs. Car il faut penser à celles et ceux qui ne sont pas parmi nous mais auraient vocation à y être, je pense à tous les militants sincères et courageux qui se battent hors nos murs dans les mouvements anti-mondialistes, humanitaires ou sociaux, je pense aux syndicalistes, aux mutualistes, à ceux qui nous ont quittés et qui pourraient revenir, je pense surtout aux femmes et aux hommes de gauche, si divers dans leurs sensibilités et dans leurs intérêts, dont les salariés constituent les gros bataillons, je pense à tous ces Français comme vous toutes et vous tous, que nous avons le devoir de rassembler pour assurer les conditions de leur propre victoire.
Ce soir, mes chers camarades, c'est à eux que nous penserons et à rien d'autre.
(Vifs applaudissements)

Jean-Marc Ayrault - La parole est à Daniel Vaillant, puis Bernard Soulage se prépare.

Daniel Vaillant
Mes chers camarades, notre Congrès est à l'image de notre Parti, vivant, moderne, porteur d'une ambition collective. Devant les militants qui nous ont donné mandat ici, devant les Français qui nous regardent, nous devons inscrire nos débats dans un devenir pour éclairer le sens de notre action.
C'est ce que fait avec talent François Hollande, c'est autour de lui, rassemblés, que nous devons continuer à le faire, chacun à notre place, comme responsables gouvernementaux, comme responsables politiques, toujours comme militants. Nous sommes engagés dans l'action quotidienne pour servir notre pays, fidèles à nos valeurs. Mais nous devons toujours regarder devant nous pour inlassablement faire reculer les inégalités et faire avancer la tolérance et la justice sociale.

A tous ceux qui en douteraient, à tous ceux qui s'interrogeraient sur la nécessité d'un second souffle ou d'une nouvelle étape, nous devons répondre que nous ne manquons ni d'énergie, ni de travail pour tenir les engagements que nous avons pris en 1997 devant les Français. Le combat pour l'égalité, pour la liberté et pour la fraternité n'est jamais terminé pour des Socialistes.
Je voudrais donc aujourd'hui vous dire comment nous pouvons contribuer comme militants à agir dans cette direction et dans quel état d'esprit nous devons nous situer.
Nous nous reconnaissons dans l'action et la méthode de Lionel Jospin. Cela signifie trois choses :
En premier lieu, c'est d'apporter la réponse aux préoccupations concrètes et aux attentes profondes de nos concitoyens.
Répondre aux attentes et être capables d'évoluer, de se remettre en question et d'agir.
La politique a trop souvent souffert de produire des grands discours, des grandes déclarations et des petits effets.
Alors agissons ! Agissons dans la fidélité à nos valeurs. Pour ma part, j'essaie avec bien d'autres de le faire contre l'insécurité qui n'est rien d'autre qu'une injustice qui s'ajoute à l'injustice sociale, qui frappe d'abord les plus faibles et les plus démunis.
Nous le faisons avec détermination, avec des moyens nouveaux autour de quelques idées fortes.
Ce sont les contrats locaux de sécurité qui permettent de faire travailler ensemble des citoyens, des acteurs de la société, des élus, des policiers, qui mobilisent l'ensemble de tous ces acteurs.
C'est aussi la police de proximité qui est en train d'être généralisée sur l'ensemble du territoire.
C'est bien sur le terrain, en effet, que nous devons faire reculer l'insécurité en conjuguant prévention, dissuasion et répression.
C'est une priorité du gouvernement car la sécurité est, je vous le rappelle, au rang des droits de l'homme et du citoyen, ainsi que le disaient ceux qui avaient rédigé les déclarations de 1789 et 1793.
C'est donc bien avec les moyens d'aujourd'hui, dans la société d'aujourd'hui, que nous nous attachons à faire vivre les valeurs et les droits fondamentaux de notre République.
Au-delà de la société française traversée de tensions contradictoires, nous le savons, on l'a vu sur la chasse, on l'a vu sur les 35 heures, sur la réforme fiscale ou même sur le prix du carburant, les Français reconnaissent au gouvernement et à Lionel Jospin la capacité d'arbitrer entre ces tensions, de trouver le juste équilibre entre des demandes parfois antinomiques. Cela a été le cas dans le compromis sur la chasse, grâce à l'action des ministres et des parlementaires.
Cela a été le cas sur les 35 heures où les Français se sont massivement reconnus dans la démarche de Martine Aubry à la fois forte d'une volonté et en même temps d'un réel pragmatisme.

Fondation Jean-Jaurès

Cet équilibre, cette capacité à arbitrer en fonction de l'intérêt général est aussi une dynamique mieux perçue par nos concitoyens qu'on ne pourrait le croire. C'est tout le contraire de l'immobilisme.
Les Français nous font confiance parce que nous allons de l'avant, parce que nous faisons bouger les lignes, parce que nous nous attaquons aux problèmes pour trouver les solutions.
Les Français nous font confiance parce que nous travaillons véritablement pour moderniser notre pays et réussir la transformation sociale.
Bien évidemment, il ne faut pas relâcher l'effort. Même si la situation de l'emploi s'est largement améliorée depuis trois ans, il reste, ne l'oublions pas, encore plus de 2 millions de chômeurs. Nous, Socialistes, ne devons jamais l'oublier lorsque nous réfléchissons aux mesures utiles à prendre pour notre pays.
Cela signifie aussi, en second lieu, que notre pratique est aux antipodes du double langage quelquefois pratiqué par la Gauche dans le passé.
Non, ce n'est pas le discours d'un côté très à gauche pendant les congrès et la pratique gouvernementale de l'autre beaucoup moins à gauche que dans les congrès.
C'est une question de cohérence, une forme d'honnêteté intellectuelle vis-à-vis de nous-mêmes, vis-à-vis des militants, vis-à-vis des citoyens.
C'est aussi un moyen essentiel pour restaurer la crédibilité de la politique.
Oui, en faisant ce qu'on dit, en tenant nos engagements.
Je pense que nous sommes en train de prouver aux sceptiques que c'est possible.
Malgré les aléas de la conjoncture, nous tenons nos engagements, nous remplissons le contrat, le pacte que nous avons passé avec les Français. Nous faisons ce pourquoi nous avons été élus.
Rappelons toujours les réformes : les 35 heures, la réforme de la justice, la réorientation de la construction européenne, la modernisation du service public, l'action pour une culture accessible à tous, l'action concrète dans les quartiers.
Mais c'est aussi ce que nous nous employons à faire dans des situations particulières, et je pense à la Corse compte tenu de la responsabilité qui est la mienne dans cette période.
Nous travaillons là encore dans une transparence totale en avançant, fidèles à notre ligne. Le projet de loi que je prépare au nom du gouvernement sera en tous points fidèle au relevé de conclusions du mois de juillet approuvé, faut-il le rappeler, par une très large majorité des élus du suffrage universel en Corse.
Ce que nous voulons, c'est une Corse apaisée, pas une Corse insécurisée. (Applaudissements)
Ce que nous voulons, c'est une Corse qui assure et vive de son propre développement, pas une Corse assistée.
Ce que nous voulons, c'est la Corse dans la République, ce n'est pas la Corse sans la République.
(Applaudissements)
Ce que nous voulons, c'est ce que veut l'immense majorité des Corses aujourd'hui. Une Corse à qui nous reconnaissons sa spécificité insulaire, sa

Fondation Jean Jaurès

culture, son identité, mais qui reste fondamentalement attachée à la République, à ses principes et à ses valeurs.
Ne nous focalisons pas sur de faux débats quelquefois même entretenus au sein même de la gauche.
Regardons la réalité en face objectivement et avançons !
Enfin, chers camarades, notre démarche est celle du rassemblement. Nous ne sommes pas un clan, nous ne l'avons jamais été, nous ne le serons jamais.
Nous sommes le pivot de la majorité, avec François Hollande à la tête du Parti, avec Claude Estier et Jean-Marc Ayrault au groupe parlementaire ainsi qu'avec Pervenche Bérès au Parlement européen et, jour après jour, nous travaillons ensemble gouvernement, majorité, groupe parlementaire.
Cela nous impose des devoirs et aussi une responsabilité. Lionel Jospin le rappelait il y a quelques semaines, nous comptons beaucoup de talents dans notre Parti, c'est une chance, c'est un atout. Mais ne cédons pas à l'illusion que les talents individuels pourraient s'épanouir indépendamment d'une réussite collective. C'est ensemble que nous réussirons. C'est ce que les militants du Parti et les Français attendent.
Ils attendent une équipe au travail, soudée et audacieuse. Ils attendent des succès collectifs et des réussites partagées.
La dimension collective de notre engagement est au centre de notre action. Les Français apprécient la Gauche plurielle qui permet à chacun de s'exprimer et de rester soi-même dans la mise en œuvre d'un projet d'ensemble.
Ils apprécient le Parti Socialiste, la liberté de ton et la diversité des sensibilités qui s'y expriment. Ils apprécient que le Parti Socialiste soit capable de faire passer l'intérêt général de la Gauche fut-ce quelquefois à son propre détriment, comme c'est quelquefois le cas aux élections municipales dont je veux vous dire, mes chers camarades, qu'elles seront moins faciles qu'on ne le dit trop souvent ou ne le laissent entendre les sondages.
Je pense qu'il faut que nous ayons conscience que ces élections municipales et ces élections cantonales seront des élections toujours plus difficiles pour nous quand nous sommes au gouvernement.
Il faudra que nous nous appuyions sur les réussites du gouvernement et de sa majorité lors de ces élections municipales et ne pas simplement en faire des enjeux locaux où la Droite toujours trouve le ressort local pour éventuellement nous mettre en difficulté.
Mais les Français apprécient aussi notre esprit de responsabilité et notre capacité à faire prévaloir notre unité au-delà des ambitions personnelles, au demeurant bien légitimes, c'est d'ailleurs un point supplémentaire qui nous distingue singulièrement de la Droite.
Alors, innovons, gardons le cap, soyons créatifs et à l'écoute des Français !
Et surtout restons ouverts et rassemblés. C'est cela, je crois, le sens profond de ce que nous avons engagé ensemble autour de Lionel Jospin au gouvernement et de François Hollande au Parti.
C'est notre manière de faire de la politique conciliant le volontarisme pour la réforme et le réalisme pour les moyens d'action sans jamais se départir d'une

éthique publique. C'est comme cela que nous serons convaincants pour aborder les échéances importantes qui nous attendent. Restons lucides, confiants, fidèles à nos valeurs et, tous ensemble, mes chers camarades, allons de l'avant !
(Applaudissements)

Sylvie Andrieux - Merci Daniel.
Avant d'appeler notre camarade Soulage, je voudrais insister auprès de vous parce que, et vous devez vous aussi vous en rendre compte, la sonorisation de cette salle est assez difficile depuis hier. Veillez à respecter davantage nos camarades orateurs. Merci.

Bernard Soulage
Merci Sylvie.
Quelques mots, chers camarades, sur l'un des points majeurs de ce congrès légitime dans nos débats : la question de la redistribution des fruits de la croissance.
Nous en avons beaucoup parlé, elle fait l'objet de beaucoup de nos débats dans nos sections et fédérations, et c'est parfaitement légitime.
Pour une raison positive, ô combien positive : c'est que si nous débattons de cela, c'est parce que cette croissance nous l'avons retrouvée et que nous savons qu'elle est d'abord issue de l'action du gouvernement que nous soutenons.
Nous savons aussi qu'elle peut être durable, qu'elle ne s'inscrit pas seulement dans quelques belles années, mais qu'elle s'inscrit dans un chemin qui peut nous ramener vers le plein emploi.
Conduire ce débat sur la croissance et la répartition des fruits est légitime entre nous. Comment faire pour que nous poursuivions ce chemin vers la croissance durable ?
Quelques-uns l'ont déjà dit : il faut d'évidence à la fois agir sur l'offre, parce qu'il n'y a pas de croissance si quelque part il y a des blocages en matière de production, et en même temps agir sur les demandes, parce qu'il est évident que c'est un moteur essentiel.
Il faut savoir doser les deux, mais il ne faut pas dire que l'une va l'emporter sur l'autre. Et particulièrement il ne serait pas raisonnable que des Socialistes disent aujourd'hui qu'il faudrait modérer la demande parce que nous aurions des problèmes sur l'offre.
Au contraire, aujourd'hui, au cœur de la stratégie économique que nous devons développer, c'est bien poursuivre une politique forte de soutien à la demande. Elle doit être équilibrée, elle aussi, entre l'augmentation des salaires pour ceux qui ont un emploi et évidemment la quête du plein emploi.
C'est avec ces deux moteurs que nous pouvons, sur ce terrain agir, consolider cette croissance.
Alors, sur cette question majeure, y a-t-il entre nous un débat tel que nous ne puissions pas trouver de synthèse ? Mais c'est au fond l'une des grandes questions de ce congrès.

Fondation Jean Jaurès

Pour ma part, avec l'ensemble de ceux qui, au sein de la Direction, réfléchissent sur ces questions économiques, nous ne le pensons pas.
Il n'y a, sur cette question en tout cas, pour construire une synthèse dynamique, aucun a priori.
Bien sûr il faut trouver entre nous l'équilibre. Il est bon qu'il y ait débat mais sur l'essentiel, sur un point majeur qui est : est-ce que dans ce pays la part des salaires dans la richesse qui produit ce que l'on appelle la valeur ajoutée, doit rester figée, doit rester ce qu'elle est aujourd'hui ?
Il n'y a pas entre nous de désaccord. Oui, il faut modifier cet équilibre. Oui, il est temps que, du côté des revenus du travail, il y ait une modification de l'équilibre de la valeur ajoutée pour que, ensemble, nous ayons cette stratégie de croissance.
Alors, trouvons, encore une fois sans aucun a priori, les mots, les expressions qui permettraient à notre Parti, comme il a su le faire dans le sommet de la Gauche plurielle, construire une stratégie économique, mots qui soient crédibles, durables et qui, en même temps, permettent le rassemblement de l'ensemble des forces sociales parce que ce n'est pas l'enjeu aujourd'hui. Il faut que le discours des Socialistes, il faut que le discours de la gauche soit à la fois un discours compris de ceux qui ont un emploi parce qu'il améliorera leur pouvoir d'achat, et un discours qui soit compris de ceux qui n'en ont pas parce qu'il leur dira : demain, vous avez une perspective sur l'emploi, vous avez une perspective sur la formation, vous avez une perspective sur l'insertion.
Voilà ce qui peut, ce soir, dans nos débats, nous rassembler et faire entre nous la synthèse.
Permettez-moi aussi, Chers Camarades, de conclure sur un tout autre sujet, mais puisqu'il a été évoqué hier par deux camarades, je voudrais en tant que Rhône-Alpin cette fois-ci, dire un tout petit mot d'un sujet que nous passons peut-être trop sous silence qui est la question du combat contre l'extrême-droite.
Oui, dans cette région, avec mes camarades du groupe Socialiste à la Région, mais aussi avec tous les élus Rhône-Alpins et surtout avec tous les citoyens de Rhône-Alpes mobilisés sous des formes diverses, nous nous sommes ensemble mobilisés pour faire que recule la droite et l'extrême droite, nous avons tous ensemble mené ce combat et nous l'avons gagné.
(Applaudissements)
Parce qu'il était essentiel que nous disons que la gauche n'était pas là simplement pour le pouvoir mais d'abord pour les valeurs républicaines.
Mais je voudrais simplement dire que ce combat n'est pas terminé. D'abord il reste trois régions aujourd'hui gouvernées très tranquillement avec le même type d'alliance, et nous devons le répéter constamment, ces alliances sont inacceptables.
(Applaudissements)
Et puis aussi parce qu'en Rhône-Alpes mais aussi, j'en suis sûr, dans toutes vos régions, vous voyez poindre à l'horizon de ces élections municipales ces alliances qui se renouent discrètement, de façon occulte, mais qui sont cautionnées par les appareils de la droite républicaine et qui font que demain, au

premier tour parfois, très certainement entre le premier et le deuxième tour, nous aurons tous ensemble à combattre ces alliances.
Alors Mes Camarades, les deux points que j'ai évoqués se rejoignent, aujourd'hui il nous faut nous battre à la fois sur le plan politique, pour redonner un espoir à tous ceux qui étaient tombés dans le désespoir à cause de la crise et qui effectivement avaient alimenté l'extrême droite mais aussi sur le terrain politique, il faut que tous ensemble nous continuions la mobilisation parce qu'il est possible dans ce pays de faire reculer à la fois les inégalités et l'extrême-droite. Merci. (Applaudissements)

Michel Destot - La parole est à Marie-Noëlle Lieneman et ensuite Jean Glavany. Marie-Noëlle tu as dix minutes.

Marie-Noëlle Lienemann
Chers Camarades, nous vivons une époque formidable.
(Applaudissements)
La vie est douce… pour ceux qui ont des stock options ; elle est douce pour les détenteurs de capitaux, pour les cadres supérieurs… quand ils sont jeunes.
Mais elle est dure pour bon nombre des salariés, ces salariés qu'on appelle souvent les salariés pauvres, qui ne sont plus chômeurs mais qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Elle est dure pour le cadre quand il devient plus vieux et qu'il n'est plus le bénéficiaire des stock options et qu'il voit son pouvoir d'achat baisser par rapport à celui du plus jeune qui arrive derrière. Elle est dure pour la grande masse des salariés de ce pays.
Ah ! Quelle belle époque que cette époque où le monde est notre village mais où l'Afrique s'effondre, où l'on ne fait pas des médicaments parce qu'ils ne sont pas assez rentables pour les firmes pharmaceutiques !
Ah ! Quel beau pays que celui des nouvelles technologies avec Internet où nous pouvons communiquer… si nous avons la chance d'être dans une région, dans un pays où le service public vient au secours de ces grands opérateurs mondiaux qui ne jugent pas opportun de doter de ces équipements nécessaires l'ensemble du monde et l'ensemble de nos régions !
(Applaudissements)
Ah oui ! quelle époque formidable !
La mondialisation libérale n'est pas une mondialisation heureuse. Elle n'a rien à voir avec l'internationalisme Socialiste, elle n'a rien à voir avec l'universalisme républicain, mais je le maintiens, nous vivons une époque formidable parce que les peuples redressent la tête, parce que les salariés se révoltent, parce qu'ils disent non à l'ordre établi et qu'ils commencent à marquer des points.
Rappelez-vous, contre le Plan Juppé, la mobilisation de notre pays pour défendre la Sécurité Sociale ; rappelez-vous à Seattle les paysans de l'Inde, ceux de la France, avec José Bové, ceux des confédérations syndicales des Etats-Unis d'Amérique qui regrettent que leur modèle social soit menacé.
Oui, partout les peuples commencent à dire non à la mondialisation libérale et chez nous, au moment même où la croissance reprend, croissance mondiale mais

Fondation Jean-Jaurès

croissance entretenue par les décisions qu'on nous jetait à la figure comme étant impossibles à faire tout seuls en France. Rappelez-vous les 35 heures, c'était comme la taxe TOBIN aujourd'hui, les 35 heures c'était bien, mais alors partout en Europe. Nous l'avons fait ici, et maintenant, tout seuls et nous avons bien fait.
(Applaudissements)
Le jeu de l'emploi public, vous savez ? L'Etat, le service public, ce monstre odieux et froid qui va nous créer un goulag, quasiment un carcan pour l'initiative, il a fallu qu'on lève le gel de l'emploi public parce que les mouvements sociaux l'ont demandé et parce que nous savons qu'il faut investir dans l'éducation et dans le service public. (Applaudissements)
Alors je le dis, les temps ont changé, les temps ont changé parce que l'espérance est de nouveau possible, mais -et c'est bien là l'enjeu de notre congrès- rien n'est définitivement joué. Certes, les peuples se relèvent, mais la mécanique continue froidement et inéluctablement sa logique inégalitaire et sa logique destructrice.
Alors si l'aile gauche du Parti représente aujourd'hui 27% de notre congrès… (Applaudissements) … ce n'est pas un hasard, ce n'est pas simplement parce que ce prurit prend le parti pour être à gauche comme assez régulièrement on nous le dit, parce que 27% pour la gauche cela fait très, très, très, très longtemps qu'on ne l'a pas vu !
(Applaudissements)
Et ce qui est plus significatif et peut-être la raison même de ce vote, c'est que ces 27% arrivent au moment où dans tous les sondages d'opinion, dans toutes les expressions qui émergent de la population, ce qui est demandé c'est une nouvelle donne sociale, ce qui est demandé c'est la redistribution, c'est la redistribution des richesses, c'est la redistribution des savoirs, c'est un nouveau mode de développement, c'est l'écologie, c'est le refus du tout argent, du tout profit, du tout compétition, bref ! ce qui monte c'est l'espérance que l'on va stopper la vague libérale.
(Applaudissements)
Mais ce qui est alarmant, c'est le fort taux d'abstention, chez nos militants comme dans l'opinion lors des votes et là on voit que se trouve l'enjeu principal, car si le peuple refuse la mondialisation libérale il n'est pas encore convaincu qu'une alternative est possible, il n'est pas encore convaincu que l'on pourra éviter le pire qu'il prévoit comme étant, hélas ! celui qui va le broyer, qui va réduire le faible, qui va isoler le moins puissant.
C'est la crédibilité de cette alternative qui aujourd'hui est en jeu pour pouvoir poursuivre durablement le changement car sinon, Camarades, il en est d'autres qui la portent cette alternative et une alternative abjecte, une alternative grave, dangereuse, menaçante pour la paix de notre continent, c'est l'extrême-droite, en Autriche il n'y a pas simplement 5% de chômage, il y a Hider, parce que nous savons que partout il y a l'extrême-droite quand les peuples sont riches, pas seulement quand ils sont pauvres, regardez les Flandres ou la Catalogne.
Alors, Chers Amis, Chers Camarades, ce qui est en cause aujourd'hui ce sont des actes pour montrer qu'une autre voie est possible et qu'on arrête avec cette petite musique, certes discrète aujourd'hui au congrès, mais néanmoins très prégnante

Fondation Jean Jaurès

lors des articles divers dans la presse sur le fait que attention, la modération salariale, parce que sinon notre compétitivité serait en cause, attention, les déficits publics.
Oui, il faut faire attention aux déficits publics parce qu'on dépense trop en aide au logement, parce que les salaires sont trop faibles, parce qu'on est trop obligé de dépenser ce que l'entreprise externalise pour pouvoir accumuler les profits et que l'on fait porter la charge sur le service public qui ne peut pas investir dans l'avenir comme il le devrait. (Vifs applaudissements)
Alors, Cher Laurent, je ne suis pas une récente convertie du développement durable, je suis une hyper convaincue de l'écologie et du développement durable, mais le développement durable ce n'est pas le développement différé, le progrès durable ce n'est pas le progrès différé, ce n'est pas : "Il faut encore se serrer la ceinture pour que demain les générations futures…" nous avons besoin d'investir dans la recherche, d'investir pour les équipements publics, parce qu'autrement c'est hypocrite de découvrir qu'il faut abandonner les farines animales alors que depuis 1996 le parlement européen l'a demandé et qu'on nous répondait que ce n'était pas réaliste, que cela coûtait trop cher et il a fallu attendre qu'on arrive au sommet de la crise et cela va nous coûter encore beaucoup plus cher que si on l'avait fait avant !
Il n'est pas vrai que l'on pourra éviter les naufrages comme celui de l'Erika et du Ievoli-Sun sans recruter massivement des inspecteurs, sans créer des normes qui vont coûter cher pour changer les bateaux, il faudra mettre de l'argent.
Il n'est pas vrai qu'on pourra combattre l'effet de serre à coup d'augmentations de taxes d'un côté et de l'autre en oubliant qu'il faut investir pour le ferroutage, qu'il faut de l'argent public pour investir dans les transports publics.
C'est une hypocrisie de nous dire que l'on pourra avoir un développement durable sans l'investissement majeur et donc des dépenses publiques.
(Applaudissements)
Et pour que le budget soit équilibré il faudra à ce moment là que les entreprises et les profits soient mis à contribution pour que justement nous ne soyons pas toujours comme l'airbag, comme la bouée de sauvetage de ce système qui creuse sans arrêt des coûts sociaux et qui veut nous les faire porter !
Bref ! Vous l'avez compris, Chers Amis, Chers Camarades, il faut lutter arc-boutés contre la marchandisation et le système capitaliste, il faut le faire avec la force tranquille du changement mais cela veut dire que des changements il faut en faire en permanence et aujourd'hui ceux qui s'imposent ce sont ceux qui vont redonner au monde salarié la force d'être entendu.
En cela l'accord UNEDIC est un grave danger. Il fait passer l'idée que les chômeurs ne sont chômeurs que parce qu'ils refusent le travail et pour qu'ils acceptent le travail il faut les forcer en acceptant que le travail soit moins rémunéré et on sera moins obligé d'être attractif pour les jeunes générations…
Je vous le demande, Chers Amis, Chers Camarades, faisons la synthèse, oui, mais s'il n'y a pas de signe majeur qui dise au monde salarié de ce pays, qui dise au monde et à l'Europe, que nous sommes en train progressivement, lentement, sérieusement, laborieusement mais de façon déterminée et continue, d'inverser la

donne, il est possible de faire des réformes, il est possible de donner corps à cette république sociale qui depuis Jaurès est l'horizon du Socialisme.

Dans la salle - Bravo !
(Applaudissements et acclamations)

Jean-Marc Ayrault - J'appelle Jean Glavany et Michel Vergos se prépare.

Jean Glavany
Chers Camarades, c'est un plaisir politique et personnel de s'adresser au congrès des Socialistes pour parler un peu tranquillement, sereinement, entre amis, alors qu'à l'extérieur tout nous presse, non pas d'agir mais de réagir, non pas de décider mais de se précipiter.
Oui, Chers Camarades, c'est un plaisir politique et personnel de pouvoir vous parler tranquillement et d'échapper aux pressions de tel ou tel.
Pressions d'un chef de l'Etat dont bien sûr personne n'imagine que je m'aventure à le mettre en cause ici, je sais que vous ne l'accepteriez pas, mais dont chacun s'accordera à penser qu'il n'a rien fait pour aider le Gouvernement de la république.
Pressions des responsables professionnels, dont bien sûr personne non plus n'imagine que je puisse les critiquer publiquement, vous ne l'accepteriez pas, mais dont chacun s'accordera à penser que les élections des Chambres d'Agriculture le 31 janvier prochain ne sont pas totalement absentes de leur pensée et donc de leur action. Il paraît qu'on veut me faire la guerre, on voit que l'emphase a quelque chose de dérisoire face à l'ampleur d'une crise.
Pressions de responsables européens qui, hypocrisie ou contradiction aidant, reprochaient à la France d'en faire trop en matière de sécurité alimentaire et en même temps s'empressaient de mettre des barrières à nos exportations. Comprenne qui pourra. Ils voulaient protéger leurs consommateurs de notre viande trop sécurisée.
Pressions de certains observateurs enfin et loin de moi l'idée d'intenter un procès aux média, comme le font je le crois trop abusivement certains.
Nous avons les médias que nous méritons et franchement, en France, nous n'avons pas à nous en plaindre trop.
Beaucoup, en cette période, ont joué leur rôle d'information, d'investigation, d'enquêtes de commentaires, mais d'autres ont surfé sur la peur collective, rajoutant de la peur à la peur, soit par la désinformation, soit en entretenant des angoisses plus fortes encore.
Que voulez-vous, quand on sait l'état d'alerte de l'opinion sur un sujet, ils essaient de vendre son audience, en allant à sa rencontre ?
Oui, chers camarades, comme il est doux de parler avec vous !
Bien évidemment personne ne comprendrait que je ne vous dise rien de plus sur cette crise de la vache folle, qui, depuis quelques semaines, semble tout emporter sur son passage.

Fondation Jean-Jaurès

Restons prudents. Nous y sommes encore, et je ne m'aventurerai pas à un pronostic sur la sortie de crise.
Lorsque la crise sera passée, qu'en restera-t-il ?
Eh bien il en restera que c'est ce gouvernement, celui de Lionel Jospin, qui aura créé en 1999, l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Aliments, instrument nouveau et moderne, au service de la protection de nos concitoyens.
Il restera que c'est ce Gouvernement qui, depuis deux ans, et même avant, n'aura cessé d'entretenir un dialogue public, concret, avec cette agence et n'aura cessé de prendre, mois après mois, des décisions pour renforcer la sécurité alimentaire dans notre pays.
Il restera que c'est ce Gouvernement qui aura interdit les farines animales, mettant enfin fin à un trop long et douloureux feuilleton.
Ces gouvernements, pas celui de Lionel Jospin, mais ceux la droite, je réponds à Marie-Noëlle, s'ils l'avaient fait, nous n'aurions pas eu à le faire. S'ils ne l'ont pas fait, les gouvernements de droite, c'est que eux pensaient et disaient que ces satanées farines animales étaient un élément de la modernité agricole.
Il restera que c'est ce gouvernement qui aura, le premier, en Europe, engagé un vaste programme de tests sur son cheptel bovin, le plus important dans le monde, opération vérité courageuse s'il en est et dont nous payons le prix.
Il restera que c'est ce Gouvernement, celui de Lionel Jospin, qui aura montré la voie à une Europe un peu frileuse, une Europe paralysée, par certains de nos voisins, qui, aveugles, nous disaient depuis des années, qu'il n'était pas nécessaire d'en faire plus, puisqu'ils étaient indemnes, eux, de tout risque.
Nous étions bien seuls, ces derniers mois, au sein du Conseil Européen. Et puis le Danemark, il y a quelques mois, a découvert des cas de ESB chez lui. Et puis cette semaine, l'Espagne il y a trois jours, et l'Allemagne hier.
Mes chers camarades, je ne me satisfais pas du malheur qui frappe nos voisins et amis mais je me réjouis que la vérité progresse, car de cette vérité naît la lucidité des gouvernements, et de cette lucidité naîtront la sagesse et l'efficacité de l'Europe.
Mes chers camarades, quand la crise finira, il restera que ce Gouvernement, celui de Lionel Jospin, aura agi avec sagesse, avec rigueur mais avec efficacité.
Ce n'est pas la seule chose que je voudrais que l'on retienne de cette crise. Je voudrais aussi qu'on en tire des leçons sur notre modèle agricole, ou plutôt pour être plus précis, je voudrais que nous en profitions pour convaincre les Français de la pertinence de notre analyse sur le modèle agricole français et Européen.
Après tout cette vache folle, qu'est-ce donc ? Si ce n'est le fruit naturel de cette course folle, effrénée, au productivisme que la droite a toujours encouragé et dont nous avons toujours combattu les excès.
Cette course folle au productivisme qui a donné à manger des farines carnées à des herbivores, cette course folle au productivisme qui détruit peu à peu la qualité de nos sols et celle de nos nappes phréatiques.
Chers Camarades, les Socialistes, nous la gauche, nous avons autre chose à proposer à la France et à son agriculture.

Ce que nous avons à proposer, et que nous avons inscrit dans la loi d'orientation agricole, c'est la révolution de la qualité : qualité de l'emploi, qualité des pratiques agricoles, qualité de nos produits alimentaires, etc.
Chers camarades, nous devons passer un nouveau contrat avec l'agriculture européenne et tant pis si la droite nous accuse encore d'archaïsme, tant pis si elle dénonce encore les entraves à la liberté des entreprises, tant pis si elle s'arc-boute sur un fonctionnement unique de l'agriculture, produire toujours produire. Produire, pour produire, tant pis pour elle, et tant mieux pour nous.
Oui nous devons passer un nouveau contrat avec l'agriculture européenne, le contrat de la qualité, et le traduire partout où c'est possible, par des contrats territoriaux signés avec le plus grand nombre d'agriculteurs.
Oui, chers camarades, quant la crise sera finie, nous devrons avoir le courage de construire un autre modèle agricole tournant le dos au productivisme effréné.
Il faudra en payer le prix, et ce n'est pas se payer de mots.
Pour construire un autre modèle agricole, fondé sur la qualité, il faudra des services publics forts et il faudra poursuivre la lutte contre les inégalités.
Des services publics forts, tout d'abord. Quand je prends un peu de recul sur cette crise et sur sa gestion, je me dis : que serions-nous sans nos services publics de contrôle ?
Ces services de l'Etat, de la Direction de la concurrence, celle de la Santé, celle de la Direction générale de l'alimentation, ces services de l'Etat à qui nous demandons toujours plus pour la sécurité de nos concitoyens et à qui je veux rendre hommage.
Que serions-nous sans ces chercheurs de l'INRA, de l'INSERM ou du CEA, sans ces scientifiques de l'agence française de sécurité sanitaire des aliments qui répondent toujours présents chaque jour pour évaluer ce risque que nous, nous devons gérer ?
Que serions-nous sans ce service public de l'Education, éducation nationale, enseignement agricole, pour apprendre aux jeunes, aux citoyens en devenir, les moyens rationnels de surmonter les peurs collectives, les outils pour construire notre sécurité dans l'avenir ?
Oui, que serions-nous sans nos services publics ?
Chers camarades, moi aussi je veux mêler ma voix à toutes celles et ceux qui, à cette tribune, ont plaidé pour que nos services publics restent un pilier fondamental de notre cohésion sociale et de l'égalité des chances, car pour construire un autre modèle agricole fondé sur la qualité, il nous faudra aussi poursuivre la lutte contre les inégalités.
Ce sont les consommateurs les plus défavorisés qui sont les plus exposés à l'insécurité alimentaire. Eux ne peuvent pas se payer de la viande label rouge. Ce sont les petits agriculteurs qui sont condamnés à disparaître par la course folle au productivisme qui impose la concentration des terres.
Si nous voulons un autre modèle agricole, il faut redonner ses chances à la petite et à la moyenne exploitation familiale. Si nous voulons donner ses chances à la petite et moyenne exploitation familiale, alors il faut distribuer autrement les aides à l'agriculture.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Il y a parfois des raccourcis saisissants. C'est pendant cette crise de la vache folle, en ce mois de novembre 2000, que ce Gouvernement, celui de Lionel Jospin, pour la première fois depuis des décennies, instaure une modulation des aides à l'agriculture, c'est-à-dire un plafonnement des primes agricoles dont profitent abusivement les plus grosses exploitations pour les redistribuer à ceux qui s'engagent dans un contrôle qualitatif.
Oui, chers camarades, quand la crise sera finie, il faudra poursuivre dans cette voie de la lutte contre les inégalités qui reste, dans l'agriculture, comme dans le reste de la société, le principal moteur de l'action des Socialistes.
Partout où il y a des inégalités, il y a du travail pour nous. C'est d'ailleurs autour de ce thème central, celui des inégalités qui menacent toujours, qui menacent toujours notre cohésion sociale, en particulier celui de la lutte contre les inégalités qui restent, vous l'avez vu, encore récemment, la demande la plus présente que nous adressent nos électeurs.
C'est autour de ce thème central que nous devrons bâtir notre projet pour 2002, celui des législatives, comme celui de la présidentielle pour que 2002 soit l'occasion d'un nouvel élan, dans la lutte contre les inégalités.
J'en ai fini avec ces leçons de la crise et je voudrais donc conclure en revenant à nouveau à notre Parti, à nos débats, à notre Congrès, à ce moment privilégié de notre réflexion collective, à ce temps fort dans la vie de notre Parti.
Je ne voudrais pas paraphraser vulgairement un Président américain qui est décédé tragiquement, qui avait dit «avant de te demander ce que ton Parti peut faire pour toi, demande-toi ce que tu as fait pour lui».
Pourtant, chers camarades, notre Parti, il est ce que nous en faisons tous, chacun à notre place.
Des simples militants que nous sommes, jusqu'à François Hollande, Premier Secrétaire, les militants qui nous regardent et qui, après avoir débattu, attendent de nous que nous sortions rassemblés de notre Congrès.
Ils savent, eux, que ce qui nous rassemble, est bien plus fort que ce qui nous divise et donc, pour parler clair, je dirai que rien ne s'oppose à la synthèse.
De notre Premier Secrétaire François Hollande, qui le restera, après notre Congrès, ce qui est juste, parce qu'il a assumé sa responsabilité, une tâche bien difficile, avec intelligence, et avec sérieux.
Un Premier Secrétaire qui a besoin de nous, je veux dire, de nous tous. Oui, faisons en sorte qu'à l'issue de notre Congrès, le Parti Socialiste soit rassemblé, rassemblé autour de Lionel Jospin, rassemblé autour de François Hollande, parce que, pour ces militants, et pour nos électeurs, ces derniers attendent beaucoup de nous.
Merci.
(Applaudissements)

Jean-Marc Ayrault - Avant de donner la parole à Michel Vergoz, je voudrais vous annoncer que le moment est venu, pour les candidats éventuels au poste de

Premier Secrétaire, du Parti Socialiste, de déposer leurs candidatures. L'enregistrement interviendra au plus tard à 19 heures.
La parole est à Michel Vergos, que Pierre Moscovici se prépare.

Michel Vergos (Fédération de la Réunion)
Mes camarades, le succès de la motion 3 d'Henri Emmanuelli, à la Réunion, offre de fortes chances aux Socialistes locaux, qui l'ont soutenu, d'accéder à la Direction de la Fédération demain, et c'est celui d'une démarche d'un an, faite de rencontres, d'écoute, d'échanges et de débats entre nous, avec tous les militants autour de principes fondamentaux déclinés au travers d'un document intitulé la Charte de la rénovation Socialiste de la Réunion. Démarche réalisée dans le respect de l'autre, la responsabilité et la transparence.
C'est donc dans le temps quelle a été mûrie, parce qu'il était nécessaire et indispensable de cerner au fond les éléments constitutifs de ce qui est communément admis comme défis réunionnais, à relever plus encore aujourd'hui.
Parce que nous sommes intimement convaincus que le Parti Socialiste peut porter les espérances de nos camarades mais aussi d'une majorité de la population réunionnaise à les affronter, ces défis, notre détermination a réussi cette démarche, démarche sans faille.
Ces défis sont de quatre ordres :
Défi sur la place de l'homme Réunionnais et de sa citoyenneté.
Comment l'accompagner, du statut de spectateur dans lequel jusqu'ici, il est resté prisonnier à celui d'acteur de son destin ?
La colonie a marqué notre histoire. Ce n'est faire injure à personne que de reconnaître que l'asservissement d'hier porte encore des séquelles sur l'exercice de cette citoyenneté.
Le vieux débat sur notre appartenance française constitue toujours hélas le fonds de commerce d'une droite locale archaïque, en panne de projets depuis bien longtemps.
Ce débat obsolète, qui procède de la culture de labeur, et du chantage porte atteinte à notre dignité. Nous devons, ce débat, l'affronter, nous, Socialistes.
Défi aussi sur le devenir de la terre réunionnaise, et sur son aménagement.
Notre caractère insulaire, le relief de notre île, les risques naturels importants qui nous guettent, une forte croissance démographique prévisible, jusqu'à l'horizon 2015, sont autant de contraintes majeures pour un développement de notre territoire, pour un développement harmonieux et durable.
Si l'on y ajoute l'assouvissement d'intérêts personnels, dans le domaine de la spéculation foncière, ce défi sur le devenir de la terre réunionnaise doit nous amener à redoubler d'efforts pour préserver les intérêts des générations futures.
Défi encore sur le développement économique, 38% de taux de chômage à la Réunion, chômage qui prend plus d'un jeune sur deux, ce sont des chiffres qui parlent d'eux-mêmes et doivent nous conduire à asseoir une autre démarche à côté de celle de l'économie marchande classique, incontournable mais qui montre ses limites face à l'ampleur des besoins en matière de création d'activité.

Fondation Jean Jaurès

L'économie alternative et solidaire doit être une réponse supplémentaire indispensable que les Socialistes doivent apporter, si l'on veut préserver la cohésion sociale incontournable. Il y a urgence à aborder une démarche pilote dans ce domaine et le contrat de retour au travail pour les chômeurs de longue durée, de même que le contrat d'autonomie pour la jeunesse s'impose plus qu'ailleurs en DOM.
Dernier défi enfin, le parti, le Parti Socialiste, en aucun cas on ne peut l'imaginer parti de fans envers quiconque, notre ambition est de lui donner sa juste place dans les débats permanents responsables en toutes circonstances qui s'ouvrent devant nous et faire ainsi que nous ne puissions nous résigner à nous constituer à jamais en force d'appoint pour qui que ce soit. Sa stratégie doit être claire, et s'interdire toute alliance avec les forces politiques ou les personnalités qui soutiendraient le candidat de droite au deuxième tour des élections présidentielles de 2.002. Cette affirmation peut surprendre, mais il est important dans le moment d'insister. Cette stratégie ne doit se construire qu'avec les forces de progrès dans un respect mutuel et bien évidemment le parti communiste réunionnais a sa place, toute sa place dans ce rassemblement des forces de progrès.

Sylvie Andrieux - Michel conclus.

Michel Vergos - Mes camarades, nous imaginons tous facilement le trouble constitué par le changement de direction au sein de la Fédération de la Réunion, c'est la démocratie qui a joué, soyons-en fiers. Je ne saurais trop insister sur la chance constituée pour la rénovation Socialiste à la Réunion par l'arrivée in extrémiste de la motion 3 d'Henri Emmanuelli dans le débat.
C'est elle qui nous permet en final d'exister sur le fond au travers des sujets, défis succinctement exposés tout à l'heure.
Je voudrais ici dire les remerciements des camarades de la Réunion à Henri Emmanuelli et ceux qui l'ont accompagné dans sa démarche, à tous les Socialistes de la Réunion enfin , de cette tribune je leur exprime notre détermination à travailler avec chacun nos différences dans l'unité du parti.
Merci à vous.
(Applaudissements).

Sylvie Andrieux - J'appelle Pierre Moscovici.

Pierre Moscovici
Chers camarades, ce Congrès de Grenoble, c'est clair, est le Congrès d'un parti qui va plutôt bien, d'un parti apaisé dans ses différences, et d'un parti fraternel dans ses débats, mais ce n'est pas pour autant un Congrès inutile. C'est un moment privilégié, pour mesurer le chemin parcouru, pour évaluer l'ampleur de notre bilan, et aussi pour préparer l'avenir. Le chemin parcouru, Martine Aubry l'a dit , avant moi, est immense, si nous regardons un instant où nous en sommes aujourd'hui, sept ans après seulement la défaite la plus sévère de notre histoire,

Collection Jean Jaurès

nous voyons la différence, à l'époque nous avions subi une ou plusieurs défaites écrasantes.
Nous avions un bilan que nous n'arrivions plus à faire totalement nôtre. Nous vivions dans un parti déstabilisé avec des militants démobilisés. Nous étions au cœur d'une gauche qui était devenue en quelque sorte étrangère à elle-même, qui ne s'entendait plus, qui ne se parlait plus et pour tous il y avait, je crois, une même question : notre parti, voire même nos idées, le Socialisme étaient-ils condamnés ?
Aujourd'hui, trois ans et demi après notre retour aux responsabilités, je crois que nous ressentons tous une fierté légitime, mais aussi une exigence intacte. Nous avons connu, à l'opposé, des victoires répétées, élections après élections, depuis 1997, nous avons un Premier Ministre et un gouvernement qui réforment avec le soutien de l'opinion, un parti largement rassemblé et toujours populaire, nous avons bâti une construction politique originale, la gauche plurielle qui montre sa solidité dans la durée.
C'est en effet une situation exceptionnelle, un moment historique, nous ne le mesurons pas toujours et ce moment ne doit rien au hasard. Si nous réfléchissons maintenant , non plus sept ans derrière, mais sept ans devant, à l'issue de cette triple mandature municipale, législative, présidentielle, qui se profile, nous avons de nouvelles questions. Quelle France, quelle Europe, voulons-nous ? Quelles priorités fixées ? Quelles propositions formuler ?
Et autour de quel objectif mobiliser ?
Pour baliser ce champ, je crois que le plus simple est de nous appuyer sur notre bilan pour bâtir notre projet. Quelques mots sur notre bilan : nous en mesurons tous l'importance, c'est-à-dire l'importance de ce que nous avons accompli ensemble, et j'insiste bien sur le «tous ensemble» autour de Lionel Jospin depuis 1997.
Mon sentiment c'est que ce bilan est tellement fort que nous gagnerions à en souligner davantage encore les acquis, les réformes, les avancées, parce que ce bilan doit être défendu, soyons clairs, nul ne le fera à notre place, parce que ce bilan peut aisément être défendu. Nous avons tenu les engagements que nous avons pris, et mieux sur notre première priorité, le chômage, le retour au plein emploi qui fait le titre de ce Congrès, nous avons tenu des engagements que nous n'avions pas pris. Souvent, et nous l'avons vécu, les bilans sont en deçà des engagements, eh bien notre bilan depuis 1997 va bien au-delà de nos engagements, alors disons-le !
Mais je veux aussi répondre politiquement aux questions politiques qui ont été posées sur notre bilan à l'occasion de notre Congrès et notamment dans le débat des motions.
Première question : notre bilan constitue-t-il un bloc ? On peut en débattre et nous le faisons, y compris au sein du gouvernement, à propos de telle ou telle mesure, de telle ou telle décision, de tel ou tel arbitrage, c'est la société de délibération , nous le faisons au sein du parti évidemment.
Mais ce que je veux souligner c'est qu'il existe une cohérence, une originalité à cette politique, une cohérence qui repose sur une analyse des rapports de forces

Collection Jean-Jaurès

politiques et sociaux de l'état du Monde et de l'Europe qui cherchent un équilibre entre volontarisme et réalisme, entre réforme et gestion, entre objectif et instrument, entre fins et moyens.
Une originalité car je réponds à beaucoup de ceux qui m'ont précédé, cet équilibre n'est pas le même que celui qui a été trouvé chez la plupart de nos pays de l'Union Européenne. Disons-le très simplement, le Socialisme moderne et européen que nous inventons en gouvernant est sans doute le modèle le plus à gauche de l'Union Européenne.
Je n'aime pas beaucoup personnaliser les débats, mais je suis un peu acteur , un peu observateur de cela. Il est clair que Lionel Jospin n'est pas, contrairement à ce qu'a dit un orateur ce matin, Tony Blair ou Romano Prodi, si la Droite a appris qu'on pouvait perdre les élections sur un mauvais bilan, la gauche peut-elle se contenter d'un bon bilan pour gagner les élections ? Répondre oui, je le crois, serait naïf. D'ailleurs Al Gore vient de le vérifier, lui qui s'appuyait sur dix ans de retour de plein emploi, dix ans de croissance, pourtant les Américains attendent encore les résultats mais répondre non serait tout aussi faux, parce que l'action politique en laquelle nous croyons repose sur une idée majeure : la responsabilité politique qui consiste à être jugé par le peuple selon ses actes et c'est avec cette notion noble et digne de la politique que Lionel Jospin nous a réconciliés. Soyons –en une fois de plus fiers. Les Français ne voteront pas pour nous seulement parce que nous avons un bon bilan, mais soyons sûrs qu'ils porteront d'autant plus de crédit à notre projet que celui-ci s'appuie sur un bon bilan.
Quelques mots sur le projet qui est l'essentiel :
Notre première tâche c'est de penser le mouvement que chacun sent s'avancer sous nos pieds. Où serons-nous en 2007 ou 2010 ? Nous aurons un milliard d'habitants supplémentaires en Asie, nous aurons des mouvements considérables de redistribution des richesses entre les pays à l'intérieur des pays, nous aurons aussi avec la nouvelle économie des entreprises qui n'existent pas encore, qui figureront sans doute dans les premiers rangs de la capitalisation boursière du Monde. L'Union européenne, notre Union, comptera près de 30 Etats membres, l'Euro sera notre monnaie et peut-être, qui sait, la monnaie de nos amis britanniques. La défense européenne que nous sommes en train de bâtir, sera pleinement opérationnelle et autonome. La France sera presque entièrement maillée de structures intercommunales, elle aura vu plus du tiers de ses fonctionnaires actuels prendre leur retraite et elle connaîtra, nous l'espérons et je le crois, le plein emploi.
Dans la vie quotidienne nous serons sur les routes conduits par notre droiture, nous vivrons de plus en plus souvent d'un modèle de famille à 4 générations, nous serons pour 15 ou 20 millions d'entre nous des internautes réguliers, nous aurons sur nos téléviseurs de véritables murs d'images, ce nouveau monde qui se profile nous devons le penser pour le maîtriser car il ne va pas sans risque et d'abord sans le risque des inégalités, et pour le maîtriser nous devons – c'est notre seconde tâche – évaluer la pertinence de la logique politique que nous avons rebâtie depuis 1995. Nous avons une stratégie, à la fois une stratégie

économique, la vision de nouvelles régulations, et à la fois une stratégie en quelque sorte sociologique constituée d'une nouvelle alliance entre exclus, classes populaires, couches moyennes, une stratégie politique , la gauche plurielle. Je crois pour ma part que cette stratégie demeure valide.
Nous avons les valeurs, la liberté, l'égalité, la justice sociale, la laïcité, nous avons des objectifs, la transformation sociale, le progrès, nous avons des convictions. L'Etat et les services publics peuvent constituer des atouts, y compris de compétitivité, nous avons enfin une méthode, la démocratie et aux libéraux de toujours nous disons donc : rien de tout cela n'est périmé.
Si un nouveau monde se profile , il faut sur ce socle bâtir de nouvelles perspectives, je crois qu'elles tiennent en trois grands choix, d'abord le choix de la justice sociale, dans une société qui retrouvera le plein emploi, dans une société qui verra les positions des uns et des autres se modifier, dans une société qui connaîtra de profondes mutations démographiques, la question des inégalités va revenir au premier plan.
Nous , Socialistes, nous ne nous en plaignons pas, beaucoup d'idées ont été avancées à cet égard dans ce Congrès, dans les différentes motions, la réforme fiscale, la formation tout au long de la vie, la défense du service public, en France et en Europe, le retour au travail, l'autonomie des jeunes, une nouvelle étape de la décentralisation et je pense à mon tour, comme beaucoup de ceux qui m'ont précédé qu'une synthèse entre nous est possible, si nous le voulons, car tout cela peut contribuer à enrichir nos idées.
Le deuxième choix c'est le choix de la responsabilité, notamment de la responsabilité des corps intermédiaires, des partenaires sociaux en particulier et les collectivités locales. Nous devons nous fixer comme ambition, chers camarades, l'invention d'une démocratie moderne, dans une Vème République qui a besoin, nous le sentons, de profonds changements.
Le choix de l'Europe enfin et j'en termine par là, cela ne vous étonnera pas, nous avons fait faire à l'Europe des progrès que nous sous-estimons souvent, mais faute de les revendiquer suffisamment fort.
Progrès depuis 1997, par exemple, avec la création face à la Banque Centrale indépendante d'une instance politique qui est le Conseil de l'Europe avec aussi l'émergence d'une véritable Europe de la défense , progrès avec la présidence française. Je ne crois pas pour ma part que l'Europe soit devenue ou soit en voie de devenir un repoussoir.
Elle est toujours complexe, elle est chaotique, paradoxale, contradictoire, mais le travail fait autour de Lionel Jospin par les membres du gouvernement, qu'il s'agisse de la charte des droits fondamentaux, de l'Europe du quotidien, du transport maritime, de la place du sport , de la sécurité alimentaire , des services publics sur lesquels j'espère une déclaration politique des Européens, de la lutte contre les exclusions et des discriminations notamment de l'agenda social, tout cela ce sont des résultats qui seront à inscrire à notre bilan.
Nous avons aussi devant nous, dans quelques jours, à Nice, un rendez-vous important avec la Conférence Intergouvernementale qui doit déboucher sur un nouveau traité. La réforme institutionnelle est un sujet qui passionne peu

l'opinion, mais pour autant, c'est un enjeu déterminant, car il s'agit d'élargir sans diluer et de se développer, de développer l'Europe en gagnant de l'efficacité, de la légitimité, de la démocratie.
Quoi qu'il en soit, nous aurons dès 2001 à tirer les leçons de ce qui se sera passé à Nice, dire ce que nous, nous ne voulons pas, ni l'Europe des régions, ni l'Europe réduite aux acquêts de la coopération entre les gouvernements, ni l'Europe du laissé faire, dire ce que nous voulons, une Europe puissance, une Europe qui défend et enrichit son modèle social, une fédération d'états nations et je sais qu'il y aura sur cette Europe, une voix Socialiste distincte de quelques slogans creux ou ambigus que l'on avance à droite. Chers camarades, j'en termine en deux mots très simples.
Avec Lionel Jospin, avec François Hollande, nous avons su reconstruire un Parti Socialiste fort, axe d'une gauche plurielle qui agit pour le bien être des français et qui transforme profondément le pays. Il nous reste maintenant, après ce Congrès, à préparer une nouvelle phase, à continuer à être des inventeurs de l'avenir. Je suis sûr que ce Congrès de Grenoble aura servi à cela, contribuer à bâtir l'avenir de la gauche et de la France en Europe.
(Applaudissements)

Pascale Le Néouannic - Merci Pierre.
Avant de passer la parole à Christian Pierret, je vous demande à nouveau de porter votre attention sur les orateurs qui restent, car il est très difficile d'intervenir à la tribune avec le bruit de fond qui ne s'arrête pas.
Une information sur les membres de la Commission des Résolutions.
Ceux qui sont membres de la Commission des Résolutions et qui se rendent à la réception de la Mairie à Grenoble seront attendus à 20 h 30 par les navettes 936 et 937 pour revenir sur le lieu du Congrès où se réunira la Commission des Résolutions, dans la salle La Chartreuse.
La parole est à Christian Pierret.

Christian Pierret
Chers amis, chers camarades.
Le temps du Congrès est celui du rassemblement autour de la motion majoritaire et de François Hollande, rassemblement enrichi de toutes les idées qui peuvent renforcer notre action collective. Il est aussi celui de l'approfondissement qui doit permettre d'interroger nos convictions, d'anticiper, d'imaginer, pour finalement construire nos prochaines décisions. Pour remporter des élections, il est souvent bon d'avoir pensé avant. C'est ce que nous faisons à ce Congrès.
Or, mes camarades, au cœur de notre engagement Socialiste se trouve le service public. Avant d'être un ensemble d'institutions ou d'entreprises, il exprime une unité, celle de nos valeurs et celle d'une volonté politique, contre les inégalités, pour la justice sociale.
Au cœur du débat Socialiste pour l'avenir se trouvera également le service public, car à l'origine de la dynamique politique, que nous voulons victorieuse

en 2001 et 2002, devra figurer la nouvelle impulsion que nous devons donner à nos services publics et à leur modernisation.
La question de fond est complexe : comment faire pour que les services publics ne soient pas heurtés par certains aspects d'une construction européenne qui n'exprime pas toujours, au travers des nations qui la composent, la même culture que la nôtre ? Comment faire pour que la notion même de service public ne soit pas hachée menue et démantelée par le tourbillon de la mondialisation sauvage ?
Nous devons répondre à l'abri des pressions du court terme. C'est la clef d'une solution intelligente. Nous avons, en effet, la responsabilité de la durée : inscrire un mouvement de promotion des valeurs de société qu'expriment nos services publics dans le prolongement de l'histoire, celle des valeurs de la gauche, celle des mouvements sociaux. Ce matin, Laurent Fabius a parlé, à raison, de politique durable. Effectivement, aucune politique ne sera possible sans une vision de long terme, donc durable, du service public, parce que ce combat est véritablement fondateur de notre identité, parce qu'il est le cœur de la gauche, la colonne vertébrale aussi de notre politique.
Cette vision de long terme affronte une difficulté, elle perçoit, je crois, de plus en plus, une attente et doit se concentrer fortement sur un objectif.
La difficulté est naturellement la mondialisation, source en elle-même d'inégalités entre les individus qui rencontrent aujourd'hui de nouveaux obstacles à leur insertion. Nous pouvons comprendre, sur les bases de la sociologie contemporaine, que la clé de l'égalité pour le futur sera la notion d'accès, accès au savoir, accès à la formation, accès à la santé, au travail, accès au temps libre. La réponse des Socialistes devra notamment être un service public de l'Education renouvelé qui organise l'éducation tout au long de la vie.
Source d'inégalités aussi que cette mondialisation entre territoires. L'opposition entre les mondes urbains et ruraux subsiste. C'est un problème crucial et souvent pesant pour nos élus. La réponse des Socialistes devra être une décentralisation poursuivie et approfondie dans l'esprit des propositions de la commission présidée par Pierre Mauroy.
La mondialisation est aussi une source d'inégalités entre les peuples. Il existe plus de lignes téléphoniques à Manhattan que dans toute l'Afrique subsaharienne et nous exportons davantage vers le sud pollution et corruption qu'humanisation et progrès. La réponse des Socialistes devra être un investissement réel, une régulation internationale renforcée.
Enfin, elle est source d'inégalités entre les valeurs. Nous sommes désorientés parce que nous ne faisons pas assez de place aux différences, à de nouvelles valeurs issues du mouvement social. La réponse des Socialistes doit être de continuer à bâtir une république ouverte, laïque.
Mais cette vision du long terme, c'est aussi une attente, une exigence de solidarité se renforce sans que nous cédions à l'irresponsabilité. Ni croissance facilitée, ni budget austérité : pour avancer, nous devons garder à l'esprit ces limites.
Enfin, quel peut être notre objectif vis-à-vis de ces services publics ?

Je crois qu'il faut avoir le courage pour les renforcer de ne pas hésiter à les faire évoluer. Pour qu'ils restent "public", que leur exigence soit renforcée comme les valeurs dont ils sont porteurs, nous devons savoir les faire évoluer.
La fausse alternative, que nous refusons et continuerons de refuser, c'est privatise et tais-toi, en quelque sorte. Nous avons montré, notamment dans le domaine gouvernemental qui est le mien et sous l'impulsion du Premier Ministre Lionel Jospin, qu'il était possible de faire autrement.
En effet, en adaptant le service aux besoins sociaux. C'est le cas pour les tarifs sociaux téléphoniques ou d'électricité (le droit à l'électricité pour tous, désormais inscrit dans la loi). Désormais, nous pouvons le dire, le droit à l'énergie fait partie du combat social des Socialistes et tous, nous l'avons largement voulu et inscrit dans les textes.
Adapter en ouvrant pour moderniser. France Télécom n'est pas moins un service public aujourd'hui qu'hier, mais c'est davantage une entreprise et il n'est pas incompatible d'être service public et une entreprise. Il est même nécessaire de faire converger ces deux notions pour défendre utilement nos valeurs.
Ouvrir, en effet aussi, en se battant pour le développement du service universel à Bruxelles, pour les statuts du personnel, contre la précarité qui affecte encore certains agents dans ces services publics.
Enfin, créer un avenir différent pour nos services publics. Je songe au développement à côté du nucléaire des énergies nouvelles renouvelables. Je songe à l'accès partout, pour tous, au meilleur prix, aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Par exemple, encore 7 000 espaces publics numériques dont 1000 dans les bureaux de poste pour former tous les élèves, ce n'est pas rien, à des métiers d'internautes.
Mes chers camarades, je n'aime pas entendre dire que notre Congrès n'a pas d'enjeu. Qui propage cette rumeur farfelue ? Peut-être ceux qui regrettent que nous sachions nous enrichir de nos différences sans élever nos querelles.
Ce Congrès possède un seul enjeu considérable. Il s'agit de nous donner les moyens, intellectuels, humains, politiques, de continuer, d'amplifier , d'approfondir la politique du Gouvernement autour de Lionel JOSPIN pour l'emploi, la croissance et la justice.
Dans quelques semaines, en 2001 et après, l'enjeu est donc tout simplement la victoire de la gauche.
(Applaudissements)

Michel Destot - Merci Christian.
Toujours sur la fin de la journée, je vous remercie de prêter exactement la même attention qu'auparavant aux orateurs que l'on annonce. La Commission des Résolutions n'aura pas lieu salle de la Chartreuse mais dans le hall de réception du premier étage.
Je demande à Gérard Filoche de nous rejoindre et à Adeline Hazan de se préparer.

Gérard Filoche
Bonsoir.
En défendant devant vous la motion 2 qui porte le joli nom d'Atika, je voudrais aborder quatre ou cinq points qui, je l'espère, pourraient faire l'objet d'un PACS avec les camarades de la motion 3, de façon à ce que nous puissions aussi, dans la Commission des Résolutions de ce soir, faire entendre sur ces points les questions qui ne viennent pas de nous, mais qui viennent de tous nos électeurs et de ceux que nous rencontrons lorsque nous militons : la question de l'accord UNEDIC, la question des salaires, la question des 35 heures, la question du travail de nuit des femmes, la question de la précarité.
Sur la question de l'accord UNEDIC, je voudrais rappeler que nous avons en 1996, dans une Convention, adopté tous, tout notre Parti, tous, toutes, une position sur la représentativité majoritaire des syndicats lorsqu'il y avait un accord d'entreprise. Il fallait, pour qu'un accord soit valide, alors qu'il dérogeait en bien ou en mal au Code du travail, qu'il y ait une majorité des organisations syndicales.
Nous avons maintenant fait progresser cette idée, y compris même dans la loi sur les 35 heures.
Alors, pourquoi valider un accord minoritaire ? Car, CGC plus CFTC plus CFDT, c'est encore une minorité par rapport aux syndicats ! Sur cette seule base, nous devrions refuser cet accord UNEDIC si nous sommes cohérents avec ce que nous disons nous-mêmes, avec ce que nous proposons nous-mêmes dans les textes.
Ce qui s'impose du point de vue de la logique, c'est qu'une majorité écrasante des salariés refuse cet accord et si on ne fait pas ce constat en regardant simplement les résultat des prud'hommes, les résultats des élections professionnelles et la part respective qu'on Force Ouvrière et la CGT, et bien, il n' y a qu'à trouver des moyens de gérer socialement et démocratiquement les problèmes quand ils se posent.
On parle aujourd'hui de la gestion des caisses de la sécurité sociale et on voit que la patronat menace de les quitter. Il menace de ne plus gérer ce qui est le bien le plus important de la nation, la conquête sociale la plus grande de notre histoire, la sécurité sociale. Serions-nous sur la défensive face à cette menace ? Nous croyons, nous, que la bonne réponse est d'organiser de nouvelles élections à la sécurité sociale et dans les différentes caisses. Nous pensons que c'est une bonne façon de leur couper l'herbe sous le pied en matière de démocratie sociale parce que de 1945 à 1966-67, on votait dans ce pays et le patronat n'avait pas 50% des voix pour s'allier avec un petit bout d'un petit syndicat et ainsi obtenir une majorité factice, il avait sa part, son quota et on désignait ceux qui géraient les caisses.
Nous avons à nouveau voté en 1983, une fois, on devait revoter en 1989, on ne l'a pas fait et ensuite, Juppé a abrogé cela. Mais pourquoi ne reviendrions nous pas à des élections démocratiques sur la gestion de toutes les caisses aujourd'hui par les ayants droit et par les assurés sociaux ? (applaudissements)

Collection Jean Jaurès

Si nous le faisons, nous verrons alors qui vote pour le PARE, nous verrons alors qui approuve les propositions de l'UNEDIC. Les ayants droit seront consultés, les assurés sociaux seront consultés, l'ensemble de ceux qui bénéficie de ces droits auront leur mot à dire et on verra si le PARE est approuvé, on verra si l'UNEDIC est approuvé, on verra si le MEDEF peut nous lancer des défis permanents, nous déclarer la guerre, refuser les 35 heures et vouloir la précarité alors qu'il y a la croissance aujourd'hui et que c'est le moment de redonner des droits aux salariés.
(Applaudissements)
En plus, ce PARE, comme l'accord UNEDIC, quand il y a des contrats qui sont meilleurs que la loi, qui sont le fruit de luttes, qui sont des avancées, il devrait l'emporter sur la loi. C'est la clause de faveur pour les salariés. Mais là, ces 70 millions d'excédent de l'UNEDIC, le patronat, au lieu de les redonner aux chômeurs, parce que 4 d'entre eux sur 10 sont indemnisés, va se remettre l'argent dans la poche et ne pas accorder des indemnités aujourd'hui légitimes.
Deuxième question : les salaires. Je vais aller vite. Bien sûr, cela a déjà été évoqué, mais c'est central. L'article de Jean-Paul Fitoussy dans "Le Monde" touche au cœur de notre propre problème.
Il y a un salarié sur deux qui gagne moins de 8 660 F. Il y a 14 millions de salariés qui gagnent moins de 10 000 F et aujourd'hui les minima conventionnels dans 185 conventions collectives sont en dessous du SMIC, soit 80% des cas. C'est pire que cela n'a jamais été.
Le patronat dit : on veut négocier. Là, les minima conventionnels sont du domaine de la négociation, mais, là, il ne négocie pas, parce qu'il y a peut-être eu des accords d'entreprise nouveaux, mais il y a eu moins d'avenants sur les salaires, on est passé de 428 avenants en 1997 à 218 en 1999 au niveau national sur les salaires. C'est-à-dire que les salaires négociés ont reculé. Bien sûr, la masse salariale globale augmente, puisqu'il y a de nouvelles personnes qui travaillent, mais le salaire individuel de base, lui, a reculé. Et il ne progresse pas parce que la volonté du patronat est de ne pas progresser.
Nous avions déjà dit une fois, nous l'avons dit aussi en juin 1996, tous ensemble, en votant, tout notre Parti, qu'il fallait une loi qui aligne obligatoirement les minima conventionnels sur le SMIC, qui empêche de négocier en dessous du SMIC, qui empêche de négocier en dessous de la loi. Pourquoi ne ferions-nous pas une telle loi ? Nous l'avons déjà votée dans notre Parti, nous l'avons déjà adoptée tous ensemble, tous, militants, dans toutes les instances, pourquoi ne serait-ce pas un moyen aujourd'hui de donner le coup de pouce aux salaires qui pourrait être décisif ? En tout cas, c'est plus important que de permettre des facilités fiscales aux porteurs de stock-options qui touchent ainsi 83,7 milliards !
(Applaudissements)
Sur la question des 35 heures, j'entends bien qu'on ne doit pas toucher à la loi pour les entreprises de moins de 20. Encore heureux ! Parce que qu'est-ce qui se passe pour les 4,5 millions de salariés qui sont dans les entreprises de moins de 20 ? Eh bien, ils ne voient rien venir ! La souplesse, ils ne connaissent que cela ! Parce que c'est là qu'il y a le plus de précaires, le plus de turn-over, le plus

d'accidents du travail, le plus de maladies professionnelles, les durées du travail les plus longues, et qu'il y a le plus de temps partiels, le plus de CDD et d'intérims ! Qu'est-ce qu'on veut de plus comme souplesse dans les entreprises de moins de 20 ?
(Applaudissements)
Ce qu'il faut, me semble-t-il, ce sont des garanties pour les entrepreneurs de moins de 20, par exemple en moralisant la sous-traitance, en faisant respecter les règles de la concurrence, qui sont aussi dans le droit du travail. Si on fait respecter la sous-traitance, on arrive ainsi, de façon claire, à ce qu'il puisse y avoir responsabilité du donneur d'ordres et à ce que les marchés ne puissent pas passer par dessus les lois sociales, enfreindre les conventions collectives. On peut imposer par la loi une réglementation qui moralise la sous-traitance.
On me demande d'aller vite, mais je veux dire un mot du travail de nuit des femmes. Il a été dit à cette tribune ce matin que c'était hypocrite, qu'il existait déjà… Excusez-moi ! Oui, il existe déjà pour 850 000 personnes, 550 000 dans les services sociaux et hospitaliers, 57 000 dans l'industrie, mais est-ce une raison pour que ce chiffre double ? Moi, j'avais une conception de l'égalité professionnelle hommes/femmes et, à partir du moment où il y avait discrimination positive pour les femmes en matière de travail de nuit j'avais l'impression qu'il fallait diminuer le travail de nuit des hommes et que c'était cela, la marche au progrès pour le XXIème siècle, ce n'était pas de remettre les femmes au travail dans de mauvaises conditions, à côté des hommes qui souffrent déjà !
(Applaudissements)
Donc, en la matière, nous avons eu tort, je crois, quand la Cour de justice européenne, après l'arrêt Stocken de 1991, a voulu nous donner des leçons sur l'égalité professionnelle, de dénoncer la convention de l'Organisation Internationale du Travail, parce que la convention de l'OIT est d'essence supérieure, elle est universelle par rapport à tout ce qui peut nous être proposé au niveau européen, et donc pourquoi est-ce qu'on ne réadhère pas à la convention de l'OIT sur le travail de nuit des femmes ? De cette façon, la Cour de justice ne pourrait pas nous embarrasser sur le plan de la justice.
Un dernier mot sur la question de la précarité. On en a tous parlé ici, cela fait deux ou trois ans qu'on en parle. Est-ce qu'on ne peut pas mettre dans une loi le fait que ce n'est pas un mode de gestion du personnel que d'avoir 25, 30, 40 ou 50% d'intérimaires et de CDD ? Est-ce qu'on ne peut pas mettre un quota ?
(Applaudissements)
Et le quota, il peut être de 5% pour l'entreprise de plus de 20, et on dit : au-delà vous avez droit à des souplesses, là aussi s'il y a des choses exceptionnelles vous demanderez une dérogation, le code du travail en est plein, mais au moins vous ne pourrez pas avoir dans une entreprise de 4 500 personnes travaillant dans l'automobile 2 500 intérimaires de façon permanente ! C'est la loi qui doit empêcher cela. Faisons cette loi… (Applaudissements) … de même qu'une loi de protection pour le travail de nuit et de même que le refus d'un accord qui se

propose de sanctionner les chômeurs, alors que ce qu'il faudrait faire, c'est sanctionner les patrons qui licencient abusivement !
(Applaudissements)

Michel Destot - Adeline Hazan, et Sylvie Guillaume se prépare.

Adeline Hazan
Chers camarades, nous l'avons dit déjà depuis deux jours, nous pouvons vraiment être fiers du bilan de l'action du gouvernement effectuée depuis plus de trois ans autour de Lionel Jospin.
Dans la perspective des échéances électorales qui nous attendent, il nous reste beaucoup à faire, même si nombre de nos promesses ont été évidemment tenues.
Je voudrais, moi, m'arrêter quelques instants sur un domaine qui m'est cher, qui est celui de la Politique de la Ville.
Ce thème, qui était très présent déjà dans notre projet en 1995, puis en 1997, a fait l'objet de nombreuses réflexions au Parti Socialiste. Il a fait également l'objet de beaucoup d'avancées au gouvernement : je ne parlerai que de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain qui a permis de nombreuses avancées.
Le problème, c'est que malgré toutes ces avancées, dans les quartiers en difficulté la reprise de la croissance n'a toujours pas profité aux habitants, et cela, pour nous Socialistes, c'est inacceptable, nous ne pouvons pas l'accepter, il faut en faire un axe fort de notre projet, d'abord pour les municipales de 2001, bien sûr, ensuite pour les échéances ultérieures de 2002, parce que c'est fondamental, ce que sera la ville de demain, et que le mouvement d'attractivité des villes, qui pour le moment ne se dément pas, crée aussi une concentration de problèmes sur les mêmes zones.
Concentration de problèmes, c'est vrai, mais c'est aussi une question de structuration qui nous préoccupe, car la ville d'aujourd'hui, c'est une juxtaposition de plusieurs espaces, des espaces d'habitations, des espaces de commerces, des espaces de loisirs, et finalement il n'y a pas d'espaces publics fonctionnels où chacun peut trouver les différents secteurs de sa vie.
C'est vrai que la Politique de la Ville nationale que nous menons depuis de nombreuses années est indispensable pour décliner au niveau des quartiers, que nombre de maires de gauche conduisent des actions très importantes dans les quartiers et que les associations se dépensent sans compter, mais je crois qu'aujourd'hui, au-delà de tout cela, il faut être convaincu qu'il faut réfléchir sur une autre organisation urbaine et je dois dire que je ne suis pas convaincue pour ma part qu'il suffise de parler de "Plan Marshall des banlieues". Je rappellerai très amicalement d'ailleurs à mes amis de la Gauche Socialiste que le "Plan Marshall des banlieues" avait été une idée d'Eric Raoult dans le gouvernement Juppé et que nous l'avions beaucoup combattue… Je sais qu'ils n'y mettent pas la même chose, mais peut-être que l'appellation n'était pas très, très bien choisie…
Je ne suis pas sûre non plus qu'il s'agisse simplement de faire un emprunt de 100 milliards de francs.

Je voudrais essayer, puisque le temps nous est compté, de lancer quelques idées qui ne sont pas forcément des idées neuves, qui sont des idées que nous revendiquons depuis longtemps mais que nous n'avons pas encore mises en application.
La première, c'est qu'il est évident que le niveau pertinent pour prendre les décisions, c'est l'agglomération. C'est vrai pour le développement économique, les transports, les loisirs, les sports, c'est vrai pour un ensemble de domaines. Simplement, il y a un problème, c'est que les assemblées d'agglomération souffrent d'un déficit de légitimité.
C'est pourquoi nous réclamons depuis plusieurs années l'élection de leurs représentants au suffrage universel. Maintenant, je dis : il faut le faire.
A côté de l'agglomération, il y a bien sûr, parce qu'il faut tenir la chaîne par les deux bouts, la démocratie de proximité. Nous l'avons dit également, il faut absolument généraliser les conseils de quartier de façon à réconcilier (car il s'agit bien de réconciliation) les habitants et les instances politiques. Ces conseils de quartier, il y a plusieurs façons de les inventer, mais en tout cas il faut absolument qu'ils aient un véritable pouvoir, qu'ils soient autour des élus et qu'ils aient aussi le pouvoir d'interpeller le Conseil municipal avant les délibérations et qu'il ne s'agisse pas simplement d'une consultation alibi, comme cela se passe trop souvent partout.
Je crois également qu'il faut en finir avec cette opposition entre le centre-ville et la périphérie.
En ce qui concerne le rôle des services publics, je ne souhaite pas parler de discrimination positive mais plutôt de rétablir l'égalité républicaine dans ces quartiers qui n'ont pas, comme les autres quartiers, autant de droits à la sécurité, autant de droits aux transports et à la santé.
Pour conclure, je dirai qu'il n'y a pas lieu pour nous d'opposer les progrès économiques et les avancées sociales. Je voudrais le redire ici solennellement, notre tâche n'est pas seulement de consolider la croissance et d'assurer la répartition de ses fruits, elle est aussi de continuer à avancer dans la construction de la société que nous voulons, celle de la réduction des inégalités, mais pas seulement des inégalités entre les personnes, des inégalités aussi entre les territoires qui sont trop importantes.
Je crois que ce projet est essentiel et, dans la mesure où notre Congrès est le point de départ de notre projet pour les échéances qui nous attendent en 2002 (mais avant, on aura le combat pour les municipales), continuons à construire la ville du XXIème siècle que nous voulons.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Pascale Le Néouannic - Merci, Adeline.
Sylvie Guillaume a la parole. François Rebsamen se prépare. Il reste une petite dizaine d'interventions, je demande donc à celles et ceux qui se sont inscrits de rejoindre le pied de la tribune à droite et de voir Jacques Salvator pour confirmer leur inscription.

Sylvie, si tu peux tenir dans les cinq minutes…

Sylvie Guillaume
Je vais essayer, sachant que c'est en fin de journée et que je commence donc à avoir un peu de difficultés pour intervenir…
Je me centrerai sur ce qui a constitué, pour ce qui me concerne, trois ans d'activité sur les adhésions et le développement du Parti, trois ans d'expériences et d'actions sur un thème qui est bien loin de la technique, mais qui est au contraire au cœur de l'engagement au sein du Parti Socialiste, l'engagement du militant. Pour certains d'entre vous, ces observations ne seront pas une nouveauté puisque nous avons eu l'occasion d'en discuter souvent et nous avons pu partager nos expériences, trouver des solutions, essayer d'en trouver du moins, sur le fonctionnement du Parti. Ce sont des idées fécondes et j'espère que nous aurons l'occasion de poursuivre notre travail ensemble. Mais d'autres ont parfois la tentation de décrire un Parti aphone, qui se vide de substance, qui ne débat plus, qui perd ses militants, qui ne parvient pas à se renouveler ou à s'adapter aux évolutions de la société française. A ceux-là donc, qui pensent que finalement le Parti est un objet poussif, je voudrais indiquer quelques observations inverses.
Non, le PS n'est pas un parti qui doit passer son temps à dire qu'il va mal. Certes, il progresse lentement en nombre d'adhérents et il perd encore des camarades, mais il conquiert encore bon nombre de nos concitoyens et je parle de ceux que nous convainquons par nos idées, par nos orientations et par la réussite du gouvernement rassemblé autour de Lionel, je ne parle pas de ceux que l'in intègre dans les "chiffres corrigés des variations saisonnières"… voyez ce dont je veux parler.
Le Parti Socialiste reste la formation politique de tout le champ politique la plus importante, et quand je dis "la plus importante", je parle à la fois du nombre de militants mais aussi de l'exigence des militants dans leurs engagements et avec lesquels le parti est aussi exigeant.
Nous avons choisi collectivement de ne pas fonctionner comme d'autres formations politiques - de droite, je précise - qui font dans le clientélisme et qui considèrent qu'il suffit de participer à un dîner annuel roboratif et généralement cher pour compter de nombreux soutiens.
Nous, nous avons fait un choix différent : celui d'un parti où l'adhésion est un réel engagement : un engagement de conviction, un engagement de possibilités de choisir et un engagement de décision.
Nous sommes loin des descriptions apocalyptiques que certains voudraient faire du Parti, même s'il faut rester vigilant. Je sais gré à Lionel Jospin et à François Hollande d'avoir su développer ce sentiment d'appartenance et de responsabilité au Parti.
La deuxième observation que je voudrais faire, c'est que certains observateurs voudraient absolument démontrer que le Parti Socialiste est un parti vieillissant et obsolète.

Certes, ce serait dommage de se cacher derrière son petit doigt, la moyenne d'âge augmente chez nous et il y a un creux de génération chez les 25-35 ans. Mais depuis quand, mes camarades, la fidélité au Parti est devenue une tare ?
La longévité d'un engagement, pour moi et j'espère que vous le partagez, doit être considéré comme un signe positif. Elle montre qu'adhérer au Parti Socialiste ne se fait pas à la légère.
La question n'est pas seulement de conserver des adhérents au Parti Socialiste, la question est de savoir comment nous parlons à ceux qui ne nous ont pas encore rejoints pour qu'ils franchissent le pas, ce qui repose à la fois sur les pratiques rénovées au Parti et sur les résultats du gouvernement.
Déjà, on constate des signes positifs qui viendront rééquilibrer la pyramide des âges : le MJS a repris du poil de la bête, les jeunes gens qui nous rejoignent sont de plus en plus nombreux à avoir milité dans des organisations de jeunesse. Cela en fait des militants formés et convaincus.
A ceux-là, il faudra donner les moyens de trouver leur place à la fois dans l'organisation de notre Parti, mais aussi dans la vie électorale.
C'est pourquoi je soutiens toute initiative qui permet aux jeunes, aux femmes, aux gens issus des quartiers de participer à nos listes électorales.
Sur ces questions encore, vous comprendrez que c'est l'exigence qui est au cœur des débats :
L'exigence d'un parti ouvert et accueillant qui ne traîne plus pour faire participer les nouveaux militants,
L'exigence liée à une position de parti, de gouvernement, qui oblige à trouver la concordance entre les aspirations des militants et celles des Français, et la responsabilité des attitudes.
Je voudrais terminer sur une donnée qui me semble fondamentale et qui a été développée notamment dans le texte de la motion 1 : celle qui concerne la participation des "forces vives" de notre pays à la discussion avec notre parti.
Je parle là bien sûr des forces organisées, comme de celles qui parfois débordent dans nos permanences ou nos fédérations.
Je me centre un instant sur la vie associative. Il est pour ma part essentiel de poursuivre le perfectionnement de notre mode de relations avec ces forces sociales.
Ceci n'est pas l'apanage de relations de sommet, mais ceci doit au contraire s'appuyer sur l'exercice quotidien des militants Socialistes dans les associations et l'éducation populaire.
Nous devons, à chaque échelon du parti, établir, rétablir ou renforcer le dialogue avec les organisations et ces acteurs sociaux.
C'est une disposition d'esprit qui ne souffre pas l'instrumentalisation de nos partenaires.
Et, à l'inverse, il ne s'agit pas que le Parti renonce à défendre ses positions ou se laisse dicter des conditions. Il s'agit en fait de trouver le point d'équilibre qui fait que nous pourrons être entendus parce que nous savons prendre également en compte les aspirations de ceux qu'on qualifie de "société civile" .

Fondation Jean Jaurès

Le temps est fini de dire que le secteur associatif était naturellement qualifié, lié à la gauche et au Parti Socialiste. Il le reste à l'évidence, mais il y sera animé par l'expérimentation de nouvelles relations.
Voilà, chers camarades, trop rapidement les points que je souhaitais aborder. Je l'ai fait de façon éparse dans un temps trop court.
Je conclurai en trois mots qui qualifient notre engagement de Socialistes : ce sont les mots de fierté, cohérence, ambition, et ceux-ci s'appliquent à notre Parti, à ses militants et au gouvernement.

Pascale Le Néouannic - Je demande à François Rebsamen de nous rejoindre.

François Rebsamen
Chers amis, chers camarades, en cette fin de débat général, je souhaiterais revenir rapidement sur l'environnement du Congrès pour tirer bilan de notre action et examiner ensemble ce que je crois, parce que c'est le temps pour le faire, les conditions nécessaires à une victoire en 2002, bref au succès de demain.
Le bilan ou plutôt l'état des lieux d'abord :
Personne ne le conteste, je l'ai lu dans toutes les contributions, le gouvernement de Lionel Jospin réforme, travaille, réussit et conserve dans l'opinion une image très favorable.
N'a-t-on jamais vu, après de si importantes réformes et sur une aussi grande durée, un Premier ministre et son gouvernement conserver un tel crédit dans l'opinion publique ? A l'évidence, non. Personne ne le conteste non plus, je l'ai lu aussi, le PS se porte bien.
Il n'empêche que le PS est le premier parti de la gauche, premier parti de France et il a, dans l'opinion, aujourd'hui, une image largement positive.
C'est notre fierté, c'est la fierté des militants.
Quand on réfléchit, on s'aperçoit qu'en 21 ans nous aurons bientôt accompli trois législatures complètes.
Incontestablement, si l'on compare cette législature aux deux précédentes 1981-1986 ou 1988-1993, on comprend mieux les raisons des échecs précédents.
Car ne l'oublions pas : jamais, jusqu'à présent, le PS et la gauche n'ont emporté d'élections législatives au sortir d'une législature. C'est là le défi que nous aurons à relever en 2002.
En 1984, nous étions sans stratégie, démunis face à la fin de l'union de la gauche version 1981. Assurément, notre programme était devenu caduc ou inapplicable dans les conditions de l'époque.
En 1991, nous nous sommes également retrouvés sans stratégie de gauche et sans programme. Il est vrai que là le mal était plus profond : il datait peut-être de 1988.
Je n'ajouterai pas la situation de l'époque, le souvenir d'un parti divisé, incapable de débattre et d'élaborer un projet d'avenir.
Et dans ces deux cas, que la défaite soit belle comme en 1986 ou terrible comme en 1993, tout était déjà inscrit dans les faits deux ans avant.

Fondation Jean Jaurès

On le mesure mieux, je le crois, quand on a en tête ces trop brefs rappels historiques. Aussi est-il indispensable qu'à l'occasion de ce Congrès nous ayons une réflexion sur les conditions nécessaires à une victoire en 2002.
Elles sont, me semble-t-il, au nombre de trois :
D'abord il nous faut élaborer, cela a été dit, le cadre d'un projet puis un programme qui mette la lutte contre les inégalités, que celles-ci soient sociales, économiques, culturelles ou territoriales, au cœur de notre réflexion. Pour que la nouvelle alliance que Lionel Jospin a théorisée à l'université d'été de la Rochelle se concrétise vraiment, il est indispensable de reconquérir les catégories populaires.
Nos propositions, que ce soit par exemple sur les impôts ou sur les retraites, doivent d'abord les concerner. Ne l'oublions pas.
Deuxième condition : il faut ensuite que nos engagements, ceux qui seront adoptés par nos militants, correspondent plus largement aux attentes des Français et restent en cohérence avec l'action du gouvernement.
Cette cohérence retrouvée avec le pays réel, nous la devons au succès du gouvernement mais aussi au fait, chers camarades, que nous avons tenu et que nous tenons nos engagements.
Il nous faut trouver, dans nos propositions, ce juste équilibre entre la nécessaire part de rêve que la gauche doit porter, sa volonté de toujours réaffirmer, d'agir pour transformer pour plus de justice sociale et la faisabilité de nos propositions.
Il en va demain de la crédibilité du réformisme que nous incarnons. D'ailleurs, cette sincérité dans nos convictions, cette force qui nous anime quand nous portons tous ensemble un programme élaboré en commun, eh bien c'est cela qui fait notre force et nous la retrouverons si nous savons choisir la voie d'une élaboration collective dans notre parti, seule garante de ce subtil équilibre entre le rêve et le réalisme.
Enfin, et j'y reviendrai, je suis un peu surpris de ne pas l'avoir entendu pendant ce congrès, je terminerai sur cette troisième condition, mais c'est la plus importante, c'est le maintien d'une stratégie cohérente : celle de la gauche plurielle. Il ne s'agit pas en l'occurrence, chers camarades, d'un choix tactique et conjoncturel, mais d'une stratégie que nous voulons durable.
Elle passe, faut-il le rappeler, d'abord par le respect de nos partenaires des autres formations et partis de gauche et de ceux qui ont une longue histoire comme de ceux qui sont apparus plus récemment.
Nous savons gouverner ensemble, nous savons réformer ensemble. Nous devons répondre demain ensemble aux aspirations sociales. Cela nous impose, à nous Parti, d'amplifier nos rencontres, nos discussions programmatiques pour aboutir à un véritable contrat de législature régional hier, municipal bientôt, législatif en 2002.
La stratégie de la gauche plurielle, je vous le redis, mes camarades, est la troisième clé de la victoire contre une Droite qui sait, plus souvent qu'on ne le croit, se rassembler au niveau local pour les grands enjeux nationaux.
Je ne doute pas que cette ligne politique soit commune à toutes les motions. Aussi je souhaite que, synthèse claire que nous souhaitons ou pas, elle soit

Fondation Jean Jaurès

clairement réaffirmée dans le texte de la Commission des Résolutions afin qu'elle puisse être demain validée en dernier recours par le vote des délégués du congrès.
C'est cela et cela seulement qui nous permettra d'avancer sur le chemin du succès pour 2002.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Pascale Le Néouannic - Merci François.
Stéphane Delpeyrat…

Stéphane Delpeyrat
Chers camarades, à l'heure où nous en sommes dans nos travaux, je vous rassure, je serai aussi bref que possible.
Je voudrais simplement, au titre de la motion 3 d'Henri Emmanuelli, dans la cohérence de ce que nous avons dit à l'occasion de ce congrès et avec la méthode des conventions qui nous a permis de créer la condition de la victoire en 1997 par l'élaboration collective de propositions, proposer à l'ensemble du Parti l'organisation rapide d'une convention consacrée à la question des inégalités sociales en France.
C'est, pour nous, une question centrale et fondamentale.
Centrale pour montrer clairement notre identité, ce qui nous oppose à la Droite bien entendu, mais également à nos partenaires sociaux-démocrates européens, dans la droite ligne que beaucoup ont appelée depuis ce matin le social libéralisme.
Nous démontrerons également aussi clairement notre volonté de résistance au nouveau capitalisme financier qui déploie sa logique inégalitaire avec toues les conséquences que nous connaissons pour les salariés. Nous montrerons là que nous mettons au cœur de notre identité de notre combat, la question des inégalités sociales.
Et puis nous devons également, à l'occasion de cette convention, répondre aux attentes nouvelles de l'opinion publique telle qu'elle s'exprime à la rentrée.
C'est vrai qu'en 1997, la question centrale était l'emploi, mais elle doit demeurer une question centrale si ce n'est la première question qui nous préoccupe.
Mais nous voyons bien que le climat a changé et que nous ne pouvons pas rester sourds aux attentes, aux aspirations qui se sont révélées depuis la rentrée, qu'il s'agisse des salaires, de la fiscalité ou d'autres questions qu'on a pu résumer peut-être rapidement sur le thème de distribution des fruits de la croissance.
Et de ce point de vue, je crois que nous aurions tort, cela a été dit, d'opposer la question de l'emploi et des inégalités sociales et notamment des salaires, cela irait à l'encontre de ce que Lionel Jospin nous a proposé à la Rochelle : une alliance entre les chômeurs, les exclus et les salariés.
Nous opposons la question de l'emploi et des salaires, et nous opposons également les uns aux autres, ce qui est une faute politique lourde.

Fondation Jean Jaurès

Nous devons mettre à jour nos propositions sur tous ces sujets-là à l'occasion de cette convention parce que nous avons vu, à l'occasion de ce congrès également, dans les mouvements qui se sont exprimés à la rentrée, que nous avions besoin d'un travail collectif sur ces questions pour apporter des réponses sur la question du Smic, de la précarité ou de la réforme fiscale.
Enfin, nous pensons que cette question, et je conclurai là-dessus, sera la condition du rassemblement de la gauche plurielle pour l'emporter aux prochaines échéances électorales et d'une certaine façon le dernier sommet de la gauche plurielle a pu en donner quelques indications.
Nous sommes convaincus que si nous voulons gagner les prochaines échéances législatives et présidentielles, c'est bien sûr ce que nous espérons tous, c'est en mettant au cœur de notre projet la question de l'égalité que nous pourrons y parvenir.
Et enfin, quelle belle occasion d'adresser un message à tous ceux qui se battent hors nos rangs dans les associations, nous l'avons vu, ATAC, la Confédération Paysanne, qui se battent pour un autre modèle, pour plus d'égalité, leur adresser un message d'espoir et faire en sorte qu'ils puissent venir conduire ces débats avec nous dans nos rangs et non pas à l'extérieur du Parti Socialiste comme c'est malheureusement le cas aujourd'hui.
Et j'en conclus en disant simplement, Chers Camarades, que si nous réussissons à remettre l'égalité au cœur du projet Socialiste nous nous donnons les conditions de la victoire aux prochaines législatives, à l'élection présidentielle et nous le faisons surtout pour toutes celles et tous ceux qui placent aujourd'hui leur espérance dans notre combat. Merci.

Jean-Marc Ayrault - Merci Stéphane d'avoir respecté scrupuleusement ton temps de parole. La parole est à Pervenche Bérès, ensuite Yvette Roudy.

Pervenche Bérès
Chers Camarades, 12 ans après la fin de la seconde guerre mondiale, nos prédécesseurs avaient créé la communauté européenne et signé le Traité de Rome. 11 ans après la chute du mur de Berlin aucun des pays de l'ex-bloc soviétique n'a encore adhéré à l'Union Européenne. J'y vois le signe que quelque chose ne fonctionne plus. Il y va pourtant de notre sécurité, de notre conception de la solidarité, nous devons retrousser nos manches, avoir le courage de choisir pour accueillir les pays candidats en conservant l'ambition qui est la nôtre, c'est-à-dire celle d'une Europe de la redistribution pour organiser la régulation, la solidarité à l'intérieur, celle de faire entendre la voix des européens sur la scène internationale pour un monde plus juste.
Ce qui va se jouer à Nice est important, pourtant cela ne répond pas à la question : "Comment organiser l'avant-garde ?" L'avant-garde c'est une certaine conception du rôle de la puissance publique, de son utilisation au service de la solidarité, que ce soit à l'intérieur de nos états, à l'échelle européenne ou à l'échelle de la planète.

L'avant-garde c'est une certaine réponse à la question : "Que voulons-nous faire ensemble ?" C'est une Europe qui serait au service de la solidarité durable, c'est dégager des moyens pour la solidarité internationale, pour annuler la dette des pays les plus pauvres, pour lutter contre le SIDA en Afrique, parce que même la France qui gagne, celle de notre Gouvernement, ne régulera pas seule le marché.
Nous Socialistes avons besoin de plus d'Europe, pas de n'importe quelle Europe. Le prochain congrès du parti des Socialistes européens se tiendra à Berlin en mai prochain. Saisissons cette occasion pour faire entendre notre volonté d'une Europe solidaire, force de régulation. Dans la grande famille des Socialistes européens, tous ne partagent pas notre rapport au marché. Alors osons le débat, tentons de convaincre et ce en étant en cohérence avec nous-mêmes.
Nous ne pouvons pas avoir raison seuls, la tentation de la rupture, la gauche française en a fait l'expérience. Pour changer la donne il faut que nous occupions notre place dans le débat européen. Ne laissez pas le débat européen à quelques spécialistes.
(Applaudissements)
Mais il faut aussi avoir le courage de la cohérence. Nous ne pouvons pas nous dire fédéraux et demander le moratoire dès que la majorité ne pense pas comme nous. Cela signifie que nous pouvons être fiers d'avoir convaincu nos partenaires Socialistes européens d'exiger dans nos engagements lors de la dernière élection européenne une charte, mais lorsque l'Europe sort enfin cette liste de droits nous ne pouvons pas la caricaturer parce que le seul mot de "laïcité" n'y figure pas.
Cette charte à notre initiative s'organise autour des valeurs de dignité, de liberté, d'égalité, de solidarité, de citoyenneté et de justice, comment ne pas y reconnaître nos valeurs ? Alors que nous avons arraché à la droite la notion de solidarité, regardons l'avenir avec ceux pour qui cette charte doit avoir une valeur contraignante.
Si ce que nous voulons faire ensemble c'est une Europe plus politique, plus sociale, ouvrons le débat. Faisons là cette Europe, avec ceux qui la veulent, avec ceux pour qui le marché n'est pas tout, avec ceux pour qui le marché ne doit pas seul commander la vie des femmes et des hommes d'Europe.
Nous n'y parviendrons pas sans démocratie. Alors organisons le débat et choisissons dans le Parti, dans le parti des Socialistes européens, dans notre pays, avec nos concitoyens. L'Europe est un grand projet pour les Socialistes d'un grand pays. Alors en nous tournant vers l'avenir remettons l'Europe, celle de nos valeurs, au cœur de notre projet.
(Applaudissements)

Pascale Le Néouannic - Merci Pervenche. La parole est à Yvette Roudy, se préparent Christophe Clergeot puis Michel Debout.

Yvette Roudy
Mes Chers Camarades, simplement deux ou trois choses que l'on ne vous a pas encore dites sur la parité, dont on parle et dont on fait vraiment un drapeau mais qui en fait est loin d'être réalisée.

Fondation Jean-Jaurès

Dans son texte soumis au vote des militants, notre Premier Secrétaire, François Hollande, pose comme principe pour les législatives de 2002 40% de candidatures féminines. Cette proposition s'ajoute à notre loi sur la parité qui impose la parité par tranche de 6 aux élections municipales.
Lorsque Lionel Jospin alors Premier Secrétaire du Parti a imposé 30% de candidatures aux législatives en 1997, les circonstances étaient tout autres. Nous n'avions alors qu'une cinquantaine de députés à l'Assemblée Nationale, dont à peine 6% de femmes, ce qui fait qu'aux élections de 1997, ne l'oublions pas, nous avions eu un courant de gauche qui a amené plus de 250 députés Socialistes, entraînant du même coup 40 femmes, ce qui a donné 18% dans le groupe Socialiste, nous sommes partis de 30% de candidats et nous sommes arrivés à 18% d'élus, c'est ce qu'il faut avoir en tête.
Aujourd'hui la conjoncture est différente, alors j'ai très peur. Je ne sais pas ce que seront les élections, je sais qu'elles seront difficiles, je sais que nous allons nous battre, je ne suis pas sûre qu'il y ait le même courant, le même mouvement.
Ceci m'amène à demander de mettre en place une véritable stratégie d'application de la parité de façon à ce que cela ne reste pas lettre morte, que des méthodes et des moyens soient mis à disposition, des responsables chargés de l'appliquer. Pourquoi pas un Secrétaire Fédéral aux élections ou aux fédérations chargé de cette application ?
On pourrait par exemple réserver des sièges qui sont déjà tenus par des femmes pour des femmes. Est-ce que les places laissées disponibles par certains camarades qui n'ont plus envie de se présenter, pour une raison ou pour une autre, ne pourraient pas être réservées aussi aux femmes ? Il faut une véritable volonté politique pour que définitivement nous quittions la place d'avant-dernier de la classe européenne que nous occupons encore. Nous sommes toujours les avant-derniers avant la Grèce. Ne l'oublions pas.
(Applaudissements)
S'agissant des municipales, nous savons que la loi impose de présenter près de 40% de femmes conseillères municipales, rien n'est fait ni pour les mairies ni pour les structures intercommunales qui vont se mettre en place.
Alors je sais bien, on va dire que ce n'est pas mal, 40% de femmes conseillères municipales, elles vont pouvoir se former, selon cette étrange croyance que les femmes ont besoin de se former tandis que les hommes non, ils sont naturellement compétents.
(Applaudissements)
Alors je pense que nous avons quelque part une petite faiblesse, c'est-à-dire que nous avons de bons principes, nous les énonçons, mais nous avons du mal à mettre en œuvre les méthodes d'application.
Mes Chers Camarades, juste un mot pour terminer : l'histoire montre que le mouvement féministe entraîne d'authentiques transformation : égalité de droits, partage des responsabilités, organisation de la société, bref ! une vraie culture enrichissante et c'est sans doute pour cela que quelque part on en a un peu peur et je me souviens d'une Socialiste dont certains peut-être se rappellent, Irma Rabouzzi qui m'a dit un jour, alors que je revendiquais l'étiquette de féministe :

"Tu sens le souffre", avec cet accent vraiment impossible à imiter qui était le sien. C'est pour cela que le mouvement féministe qui est un mouvement de transformation sociale est politique, et c'est pour cela que j'ai beaucoup apprécié les paroles de Lionel Jospin à La Rochelle lorsqu'il a dit : "Etre Socialiste c'est être féministe", mais je crois qu'il faut expliquer un petit peu cette phrase pour arriver vraiment à l'appliquer jusqu'au bout.
C'est pour ces raisons, Mes Chers Camarades, que j'ai proposé un amendement que j'ai fait voter dans ma fédération et qui a été repris d'ailleurs par d'autres camarades qui ont proposé à peu près le même, qui dit ceci : "L'objectif de parité des élus devra être atteint dans la décennie à venir et cela pour toutes les élections." Alors je compte sur vous tous pour le voter sans l'ombre d'une hésitation. Merci.

Jean-Marc Ayrault - Merci. La parole est à Christophe Clergeot. Michel Debout se prépare.

Christophe Clergeot
Chers Camarades, puisque ce congrès doit être le congrès du projet je voudrais saisir cette occasion pour réfléchir avec vous sur ce que pourrait être une traduction politique du principe de précaution. Nous sommes ici loin des discours de politique générale, mais il me semble au cœur des préoccupations des français.
A propos de la vache folle, on a parlé de psychose de l'opinion, d'emballement, de sur-médiatisation, je ne suis pas sûr que cela soit totalement juste. Les inquiétudes des français ont des fondements légitimes qui sont le reflet des incertitudes scientifiques, à propos d'un risque de probabilité inconnue mais toujours mortel.
Les réactions des français témoignent-elles d'un repli sur la sphère privée ? D'une réaction purement individuelle qui amènerait le consommateur à n'entrer en action que quand son intérêt personnel est engagé ? Une telle situation serait-elle de nature à mettre en danger la politique et le pacte républicain construit autour de la recherche de l'intérêt général ? Cela est sûrement vrai.
Rien n'est pire pour l'action publique que la confusion entre citoyen et consommateur, si elle était avérée, cette confusion contraindrait les politiques à agir dans l'urgence face à la pression de l'événement là où le traitement des problèmes s'inscrit dans la complexité et le long terme.
Mais avant d'instruire le procès de l'individualisme consumériste interrogeons-nous sur la place que les politiques laissent au citoyen sur les questions telles que la crise de la vache folle, à quel moment les français dans le passé ont-il pu s'exprimer sur le modèle de développement agricole qui est associé à l'emploi des farines ?
Comment reprocher au citoyen placé devant les aliments dont le mode de production ne leur a jamais été soumis de se comporter défensivement, en consommateur exigent et soucieux de sa santé ?

Fondation Jean-Jaurès

Alors réfléchissons sur ce que doit être ce principe de précaution et mettons-nous d'accord sur les mots. Le principe de précaution n'est pas la recherche du risque zéro, il ne suggère pas l'attention face au risque, il dit simplement que face à un risque on doit se poser la question de l'action en examinant toutes les actions possibles et toutes les conséquences.
Cela signifie d'abord que face à un risque il faut évaluer les risques et cela est de la responsabilité des scientifiques, cela signifie ensuite qu'il faut étudier toutes les décisions possibles, en évaluer les coûts et les conséquences, choisir, et cela est de la responsabilité des politiques.
Face à un risque inconnu, impossible à déterminer, comme dans le cas de la vache folle, la parole des scientifiques ne peut pas suffire, même si elle est très importante. S'aligner sur la parole des experts c'est faire le choix de la déresponsabilisation, prendre le risque de la surenchère.
La délibération politique sur la précaution doit au contraire pouvoir amener en conscience à aller moins loin ou plus loin que les recommandations des experts en fonction de choix de société dont les conséquences et le coût sont toujours acceptables s'ils sont le fruit d'une délibération démocratique.
On ne peut confier au seul gouvernement la charge écrasante de ce choix. On ne peut le confier non plus à quelque citoyen dans une conférence de consensus dont la mission ne peut que d'éclairer les choix possibles.
Le processus doit s'appuyer sur le Parlement sur les groupes organisés, les associations, les syndicats, et sur le débat public.
Mais alors le débat public ne doit pas ressembler aux 4 forums régionaux des Etats Généraux de l'alimentation, mais plutôt aux 1.000 débats locaux qui préparèrent les Etats Généraux de la Santé en 1998 et 1999.
On ne peut faire cela face à la crise. Il faut anticiper. Le principe de précaution est d'abord une approche stratégique ; l'organisation par les politiques de l'anticipation est ensuite un principe pédagogique qui consiste à donner des éléments pour comprendre et pour donner la possibilité de réfléchir et de décider ensemble.
Ce principe ne doit pas nous faire oublier la prévention qui doit accompagner et qui est insuffisante dans ce pays. Ainsi, chers camarades, la précaution ce n'est pas l'appel aux experts, ce n'est pas la fuite devant les responsabilités. Elle peut, au contraire, remettre la politique face aux questions scientifiques et techniques, et redonner aux partis et aux citoyens le pouvoir de décider.
C'était aux Socialistes, face à des enjeux nouveaux, qu'il appartenait de définir une politique de la précaution.
Merci.

Jean-Marc Ayrault - Avant de passer la parole à Michel Debout, qui est notre dernier intervenant en séance plénière, une petite intervention pour vous rappeler qu'immédiatement à la fin des travaux, se tiendront les assemblées générales de motions.
Motion 1 : salle plénière.
Motions 2 et 3 : chacune dans une salle au 1er étage.

Fondation Jean Jaurès

La parole est à Michel Debout.

Michel Debout
Mes chers camarades, d'abord l'emploi parce que malgré l'embellie, il faut garder le cap, si on veut atteindre la société de plein emploi, parce qu'il faut garantir à tous nos concitoyens ce premier des droits, le droit au travail, parce que créer un nouvel emploi c'est distribuer la richesse. Parce que nous n'opposons pas le recul du chômage et la hausse des revenus disponibles. Mais l'emploi surtout parce qu'il faut desserrer l'étau du chômage qui depuis des années atteint la capacité des salariés à se mobiliser, à revendiquer.
Oui, réduire le chômage, c'est renforcer le mouvement social et nous savons bien que le contenu du contrat social dépend toujours du rapport de forces politique et social.
C'est pour cela qu'ayant depuis longtemps défendu, avec d'autres, la nécessité d'un nouveau contrat social, je me retrouve pleinement dans l'orientation de la motion de François Hollande : d'abord la bataille pour l'emploi.
Mes camarades, il n'y a pas dans notre parti d'un côté la Gauche et de l'autre la majorité, la gauche est partout au Parti Socialiste.
(Applaudissements).
Le contrat social, la mobilisation sociale, mais aussi les questions de société sont à l'ordre du jour. On sait bien qu'elles sont d'abord déterminées par les choix économiques et sociaux mais pour autant on ne peut les ignorer car nos concitoyens les vivent, eux, au quotidien.
La santé bien sûr : on a peu parlé de l'hôpital public qui pose des problèmes notamment de recrutement des médecins, des problèmes de bioéthique, des problèmes des temps de la vie, et parmi les temps de la vie, les temps de la retraite.
Ce temps de la retraite ne doit plus être en retrait de la vie, mais le début d'une troisième vie. Voilà des orientations qui sont nécessaires à développer.
Permettez pour terminer d'évoquer une question de société particulièrement lourde : la question des violences. La violence dont on sait bien qu'elle trouve sa source dans les réalités sociales, mais la violence des jeunes de plus en plus jeunes, la violence des bandes, la violence des rues, mais aussi la violence dans nos maisons, les violences physiques et sexuelles, dont sont d'abord victimes les femmes et les enfants, mais aussi la violence à l'école, la violence au travail, le harcèlement moral au travail, la violence sur la route, et enfin, mes camarades une violence dont on parle moins, la violence que parfois on retourne contre soi-même, le suicide.
Le suicide, aujourd'hui, fait plus de morts que les accidents de la route. La violence, traumatisme, atteint le physique et surtout le psychique. Elle fait le lit du sentiment d'insécurité, mais n'oublions pas que les auteurs d'un soir sont souvent les victimes du lendemain. Aujourd'hui, on voit se développer des plans de lutte contre la violence à l'école, la violence dans les transports, la violence dans les hôpitaux, la violence dans les stades, et donc il faut réagir préventivement, notamment en ce qui concerne le suicide.

Collection Jean Jaurès

Je crois qu'il serait souhaitable de mettre en place un observatoire national des violences parce que même différentes elles ont des causes et des conséquences communes. Ainsi on pourrait donner une cohérence, une nouvelle cohérence, à ces différents dispositifs.
Mes chers camarades, nous sommes amenés à parler d'un contrat de législature, mais il faudra le définir. Nous avons parlé du contrat social et c'est au cœur de notre réflexion aussi, je crois, qu'on peut parler d'un contrat pour la vie.
(Applaudissements)

Jean-Marc Ayrault - Merci Michel.
Avant de conclure, j'ai deux petites annonces à faire, la première concerne l'ordre du jour de la soirée. La mairie de Grenoble accueille l'ensemble des congressistes à 20 heures 30, pour un pot relais-réunion de motions.
Je vous rappelle que pour la motion 1 la réunion se tient dans cette salle et pour les motions 2 et 3 dans des salles au 1er étage.
Je ne saurais vous libérer sans vous annoncer que notre camarade François Hollande a déposé sa candidature en temps et en heure au poste de premier secrétaire.
(Applaudissements)

La séance est suspendue à 19 heures 50.

Coll. Fondation Jean-Jaurès